

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200178]

**13 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 15 mars 1971 concernant les droits de navigation à percevoir sur les voies navigables administrées par l'Etat, l'article 11;

Vu la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation, l'article 17ter, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi du 22 janvier 2007;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2007 établissant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 2007 fixant les tarifs des rétributions pour les prestations en matière de certification des bâtiments de navigation intérieure;

Vu l'arrêté royal du 19 mars 2009 relatif aux prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure;

Vu le rapport du 2 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1955 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n°64.491/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 novembre 2018 conformément à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Transports;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions, domaine d'application et zones de voies d'eau*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2016/1629 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1<sup>o</sup> le ministre : le ministre qui a les voies hydrauliques dans ses attributions;
- 2<sup>o</sup> la Commission de visite : la Commission visée à l'article 2.01 du Règlement de visite des bateaux du Rhin (RVBR) ainsi que l'organisme de contrôle visé à l'article 2.01 de l'annexe 5 du présent arrêté;
- 3<sup>o</sup> le pays tiers : tout pays qui n'est pas membre de l'Union européenne;
- 4<sup>o</sup> le bâtiment : le bateau ou un engin flottant;
- 5<sup>o</sup> le bateau : le bateau de navigation intérieure ou un navire de mer;
- 6<sup>o</sup> le bateau de navigation intérieure : le bateau destiné exclusivement ou essentiellement à naviguer sur les voies d'eau intérieures;
- 7<sup>o</sup> le remorqueur : le bateau spécialement construit pour effectuer le remorquage;
- 8<sup>o</sup> le pousseur : le bateau spécialement construit pour assurer la propulsion d'un convoi poussé;
- 9<sup>o</sup> le bateau à passagers : le bateau d'excursions journalières ou le bateau à cabines construit et aménagé pour le transport de plus de douze passagers;
- 10<sup>o</sup> l'engin flottant : la construction flottante portant des installations destinées à travailler, telles que grues, dragues, sonnettes ou élévateurs;
- 11<sup>o</sup> l'établissement flottant : l'installation flottante qui n'est pas normalement destinée à être déplacée, telle qu'un établissement de bain, un dock, un embarcadère, un hangar pour bateaux;
- 12<sup>o</sup> le matériel flottant : le radeau ou la construction, l'assemblage ou l'objet apte à naviguer, autre qu'un bateau, un engin flottant ou un établissement flottant;
- 13<sup>o</sup> le bateau de plaisance : le bateau autre qu'un bateau à passagers, destiné au sport ou à la plaisance;
- 14<sup>o</sup> le bateau rapide : le bâtiment motorisé pouvant atteindre une vitesse supérieure à quarante kilomètre par heure par rapport à l'eau;
- 15<sup>o</sup> la longueur : la longueur maximale de la coque en mètres, gouvernail et beaupré non compris;
- 16<sup>o</sup> la largeur : la largeur maximale de la coque en mètres, mesurée à l'extérieur du bordé, roues à aubes, bourrelets de défense ou analogues, non compris;
- 17<sup>o</sup> le tirant d'eau : la distance verticale en mètres entre le point le plus bas de la coque, la quille ou d'autres appendices fixes n'étant pas pris en compte, et le plan du plus grand enfoncement du bateau;
- 18<sup>o</sup> les voies d'eau intérieures : les voies d'eau intérieures publiques de l'ensemble du réseau wallon destinées ou utilisées pour la navigation;
- 19<sup>o</sup> les voies d'eau intérieures reliées entre elles : les voies d'eau d'un État membre reliées aux voies d'eau intérieures d'un autre État membre par des voies d'eau intérieures sur lesquelles peuvent naviguer en vertu de la législation nationale ou internationale des bâtiments relevant du champ d'application de la Directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE;

20° le bateau de promenade urbaine : le bateau d'excursions journalières qui est exclusivement aménagé et destiné aux promenades en bateau :

- a) dont le lieu de départ est situé dans un centre ville;
- b) dans un périmètre de navigation délimitée par la Commission de visite et comprenant uniquement des voies d'eau intérieures de la zone 4;
- c) avec une durée de navigation maximale ininterrompue de deux heures;

21° la barge poussée naviguant isolément : la barge munie de moyens mécaniques de propulsion lui permettant d'effectuer de petits déplacements lorsqu'elle ne fait pas partie de convois poussés.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique aux :

- 1° bateaux d'une longueur égale ou supérieure à vingt mètres;
- 2° bateaux dont le produit de la longueur, par la largeur, par le tirant d'eau est égal ou supérieur à cent mètre cubes;
- 3° remorqueurs et pousseurs destinés à remorquer ou pousser soit les bâtiments visés aux 1° et 2° soit des engins flottants ou destinés à mener à couple de tels bâtiments ou engins flottants;
- 4° bateaux à passagers;
- 5° engins flottants.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux :

- 1° bacs;
- 2° bateaux militaires;
- 3° navires de mer, y compris les remorqueurs et pousseurs de mer, qui circulent ou stationnent sur les eaux fluvio-maritimes;
- 4° navires de mer, y compris les remorqueurs et pousseurs de mer qui circulent temporairement sur les voies d'eau intérieures pour autant qu'ils soient munis au moins :

a) d'un certificat qui atteste la conformité avec la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, ci-après dénommée convention SOLAS ou d'un certificat équivalent; d'un certificat qui atteste la conformité avec la convention internationale de 1966 sur les lignes de charge ou d'un certificat équivalent et d'un certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures, Certificat IOPP, qui atteste la conformité avec la convention internationale de 1973/78 pour la prévention de la pollution par les navires, ci-après dénommée convention MARPOL;

b) dans le cas des navires de mer non couverts par la convention SOLAS ni par la convention internationale de 1966 sur les lignes de charge ni par la convention MARPOL, des certificats appropriés et des marques de franc-bord exigés par la législation de l'Etat dont ils battent pavillon;

c) dans le cas de bateau à passagers non couverts par l'ensemble des conventions visées au a), d'un certificat sur les règles et normes de sécurité pour les navires à passagers, délivré conformément à la Directive 2009/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 1999 établissant les règles et normes de sécurité pour les navires à passagers;

d) dans le cas de bateaux de plaisance non couverts par l'ensemble des conventions visées au a), d'un certificat du pays dont ils battent pavillon attestant un niveau de sécurité suffisant.

**Art. 4.** Les voies d'eau intérieures sont classées en zones, conformément à l'annexe 1<sup>ère</sup>.

Le Ministre peut, après consultation de la Commission européenne, modifier la classification des voies d'eau dans les zones énumérées à l'annexe 1<sup>ère</sup>. Ces modifications sont notifiées à la Commission européenne au plus tard six mois avant leur entrée en vigueur, laquelle en informe les autres Etats membres conformément à la Directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.

**Art. 5.** Le Ministre désigne les membres composant la Commission de visite conformément aux dispositions de l'annexe V du présent arrêté.

## CHAPITRE II. — *Certificats de navigation*

**Art. 6.** Les bâtiments visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, circulant sur les voies d'eau intérieures visées à l'article 4 sont construits et entretenus conformément aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté.

La conformité d'un bâtiment avec l'alinéa 1<sup>er</sup> est attestée par le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est délivré par la Commission de visite conformément au présent arrêté. Lors de la délivrance d'un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, la Commission de visite vérifie qu'un certificat valide visé à l'article 8 n'a pas déjà été délivré pour le bâtiment en question.

§ 2. Le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est établi conformément au modèle prévue à l'annexe 2.

§ 3. Le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est délivré à un bâtiment à l'issue d'une visite technique effectuée avant la mise en service du bâtiment et visant à vérifier qu'il est conforme aux prescriptions techniques prévues aux annexes 2 et 5.

§ 4. Le cas échéant, la conformité du bâtiment aux prescriptions complémentaires visées à l'article 24 est vérifiée soit :

- 1° à l'occasion des visites techniques prévues au paragraphe 3 et à l'article 29;
- 2° au cours d'une visite technique effectuée à la demande du propriétaire du bâtiment ou de son représentant.

§ 5. La Commission de visite qui délivre le certificat de l'Union pour les bateaux de navigation intérieure fixe la procédure pour :

- 1° l'introduction d'une demande de visite;
- 2° la fixation du lieu et du moment de la visite.

Elle détermine les documents qui lui sont soumis et organise la procédure de manière à permettre que la visite ait lieu dans un délai raisonnable après le dépôt de la demande.

§ 6. La Commission de visite délivre, à la demande du propriétaire du bâtiment ou de son représentant, un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure à un bâtiment non soumis au présent arrêté si le bâtiment est conforme aux prescriptions fixées dans le présent arrêté.

**Art. 8.** Les bâtiments qui naviguent sur les voies d'eau intérieures visées à l'article 4 sont munis de l'exemplaire original des documents suivants :

- 1° s'ils naviguent sur une voie d'eau de la zone R :
  - soit d'un certificat délivré au titre de l'article 22 de la convention révisée pour la navigation du Rhin du 17 octobre 1868;
  - soit d'un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure qui atteste, le cas échéant en vertu des dispositions transitoires de l'annexe 2 pour les bâtiments naviguant sur le Rhin, zone R, leur conformité totale avec les prescriptions techniques prévues aux annexes 2 et 5, dont l'équivalence avec les prescriptions techniques fixées en application de la convention révisée pour la navigation du Rhin a été établie conformément aux règles et procédures applicables;
- 2° s'ils naviguent sur les autres voies d'eau, d'un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure ou d'un certificat délivré au titre de l'article 22 de la convention révisée pour la navigation du Rhin du 17 octobre 1868, y compris, le cas échéant, tout certificat de l'Union supplémentaire pour bateaux de navigation intérieure conformément à l'article 9.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Des prescriptions techniques spécifiques à certaines voies d'eau peuvent être établies conformément à l'article 23 de la Directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE. Elles donnent lieu à la délivrance d'un certificat de l'Union supplémentaire pour bateaux de navigation intérieure.

§ 2. La Commission de visite peut délivrer, dans les conditions prévues pour les voies d'eau concernées, le certificat de l'Union supplémentaire pour bateaux de navigation intérieure conformément au modèle figurant à l'annexe 2.

§ 3. Seuls les bâtiments munis d'un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure valide ou d'un certificat délivré en vertu de l'article 22 de la Convention révisée pour la navigation du Rhin du 17 octobre 1868 peuvent être pourvus d'un certificat de l'Union supplémentaire pour bateaux de navigation intérieure.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La Commission de visite peut délivrer un certificat de l'Union provisoire pour bateaux de navigation intérieure :

- 1° aux bâtiments qui se rendent en un lieu donné avec l'approbation de la Commission de visite en vue de l'obtention d'un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure;
- 2° aux bâtiments dont le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure a été perdu, abîmé ou retiré temporairement au titre des articles 14 et 16 ou des annexes 2 et 5;
- 3° aux bâtiments dont le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est en cours d'établissement à l'issue d'une visite concluante;
- 4° à des bâtiments qui ne remplissent pas les conditions pour obtenir un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure conformément aux annexes 2 et 5;
- 5° aux bâtiments ayant subi des dommages tels que leur état n'est plus conforme au certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure;
- 6° aux établissements flottants ou matériels flottants, lorsque, conformément aux prescriptions de police de la navigation, la Commission de visite subordonne l'autorisation pour effectuer un transport spécial à l'obtention d'un tel certificat de l'Union provisoire pour bateaux de navigation intérieure;
- 7° aux bâtiments qui, conformément aux articles 26 et 27, bénéficient d'une dérogation aux annexes 2 et 5, dans l'attente de l'adoption des actes d'exécution pertinents.

§ 2. Le certificat de l'Union provisoire pour bateaux de navigation intérieure est uniquement délivré lorsque l'aptitude à naviguer du bâtiment, de l'établissement flottant ou du matériel flottant paraît suffisamment assurée. Il est établi selon le modèle prévu à l'annexe 2.

§ 3. Le certificat de l'Union provisoire pour bateaux de navigation intérieure mentionne les conditions jugées nécessaires par la Commission de visite et est valable :

- 1° dans les cas visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, 4°, 5° et 6°, pour un seul voyage déterminé à accomplir dans un délai approprié qui ne dépasse pas un mois;
- 2° dans les cas visés au paragraphe 1, 2° et 3°, pour une durée appropriée;
- 3° dans les cas visés au paragraphe 1, 7°, pour une durée de six mois;

Concernant le 3°, le certificat provisoire de l'Union pour bateaux de navigation intérieure peut être prorogé pour une période de six mois jusqu'à l'adoption de l'acte d'exécution.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. La durée de validité du certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure émis pour les bâtiments neufs est fixée par la Commission de visite et ne dépasse pas :

- a) cinq ans pour les bateaux à passagers et les bateaux rapides;
- b) dix ans pour tous les autres bâtiments.

§ 2. La durée de validité est mentionnée dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure.

§ 3. Pour les bâtiments qui étaient en service avant la visite technique, la durée de validité du certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est fixée par la Commission de visite au cas par cas, en fonction des résultats de la visite. Toutefois, cette durée ne dépasse pas celles qui sont prévues au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 12.** À titre exceptionnel, la validité du certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure peut être prorogée sans visite technique pour six mois au plus, conformément aux annexes 2 et 5, par la Commission de visite qui l'a délivré ou renouvelé. Cette prorogation de la validité est indiquée sur ledit certificat.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est renouvelé, par la Commission de visite, à l'expiration de sa période de validité, selon les conditions fixées à l'article 7, à la suite d'une visite technique visant à vérifier si le bâtiment est conforme aux prescriptions techniques prévues aux annexes 2 et 5.

§ 2. Lorsqu'un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est renouvelé, les dispositions transitoires prévues à l'annexe 2 s'appliquent aux bâtiments dans les conditions précisées dans la même annexe 2.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. En cas de perte du certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure ou du certificat de l'Union supplémentaire pour bateaux de navigation intérieure, le propriétaire du bâtiment introduit, auprès de la Commission de visite qui l'a délivré, une déclaration de perte.

La Commission de visite délivre un duplicata des certificats mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. La mention « duplicata » figure sur le certificat de remplacement.

§ 2. Lorsqu'un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure ou un certificat de l'Union supplémentaire pour bateaux de navigation intérieure est abîmé, devenu illisible ou inutilisable, le propriétaire du bâtiment renvoie ce certificat à la Commission de visite qui a délivré ledit certificat.

La Commission de visite délivre un duplicata du certificat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. La mention « duplicata » figure sur le certificat de remplacement.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. En cas de modification importante ou de réparation importante qui affecte la conformité d'un bâtiment avec les prescriptions techniques visées aux annexes 2 et 5 en ce qui concerne sa solidité structurelle, sa navigation, sa manœuvrabilité ou ses caractéristiques spéciales, ce bâtiment, avant tout nouveau voyage, est soumis à la visite technique prévue à l'article 7.

§ 2. À la suite de cette visite, le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure existant est adapté pour tenir compte des caractéristiques techniques modifiées du bâtiment ou ledit certificat est retiré et un nouveau certificat est délivré. Si le nouveau certificat est délivré dans un État membre autre que celui qui a délivré ou renouvelé le certificat initial, la Commission de visite qui a délivré ou renouvelé le certificat en est informée dans un délai de trente jours à compter de la date de délivrance du nouveau certificat.

Le cas échéant, la Commission de visite en informe, endéans un délai de 30 jours, l'autorité compétente de l'Etat membre qui a délivré ou renouvelé le certificat original.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La Commission de visite notifie au propriétaire toute décision de refus de délivrance ou de renouvellement du certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, avec l'indication des voies et des délais de recours visés au paragraphe 3.

Toute décision de ne pas délivrer ou de ne pas renouveler un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est motivée.

§ 2. Tout certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure ou certificat de l'Union supplémentaire pour bateaux de navigation intérieure délivré ou renouvelé par la Commission de visite peut être retiré par la Commission de visite lorsque le bâtiment cesse d'être conforme aux prescriptions techniques correspondant à ces certificats.

§ 3. Le propriétaire ou son représentant a la faculté d'introduire un recours, par requête motivée par recommandé, contre les décisions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 endéans un délai de quarante jours à dater de la notification de la décision.

La requête est introduite auprès du ministre qui a les voies hydrauliques dans ses attributions et mentionne le nom et la qualité du requérant et contient également une copie de la décision faisant l'objet du recours.

Le recours n'est pas suspensif de l'exécution de la décision.

Le Ministre statue par décision motivée endéans les soixante jours après réception de la requête visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. En attendant l'entrée en vigueur d'accords de reconnaissance mutuelle des certificats de navigation entre l'Union et des pays tiers, la Commission de visite peut reconnaître les certificats de navigation des bâtiments de pays tiers pour la navigation sur les voies navigables de la région wallonne.

§ 2. La délivrance des certificats de l'Union pour bateaux de navigation intérieure aux navires des pays tiers se fait conformément à l'article 7.

**Art. 18.** La Commission de visite tient un registre de tous les certificats qu'elle a délivré ou renouvelé conformément aux articles 7, 9, 10 et 13. Ce registre contient les informations figurant dans le modèle de certificat prévu à l'annexe 2.

### CHAPITRE III. — *Identification du navire, visites et prescriptions techniques modifiées*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Un numéro européen unique d'identification, ci-après dénommé ENI est attribué à chaque bâtiment par la Commission de visite, conformément aux annexes 2 et 5.

§ 2. Chaque bâtiment possède uniquement un ENI, qui lui demeure attaché durant toute son existence.

§ 3. Lorsqu'elle délivre un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, la Commission de visite y fait figurer l'ENI.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Pour chaque bâtiment, la Commission de visite introduit sans retard, dans la base de données européenne sur les bateaux de navigation intérieure, conformément au présent arrêté :

1° les données identifiant et décrivant le bâtiment;

2° les données relatives aux certificats délivrés, renouvelés, remplacés ou retirés ainsi qu'à la Commission de visite qui délivre le certificat;

3° une copie numérique de tous les certificats délivrés par la Commission de visite;

4° les données concernant toute demande de certificat rejetée ou en cours et toute modification des données visées aux points 1° à 4°.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent être traitées par la Commission de visite aux fins suivantes:

1° appliquer le présent arrêté et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 transposant la Directive 2005/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à des services d'information fluviale (SIF) harmonisés sur les voies navigables communautaires;

2° assurer la gestion du trafic et de l'infrastructure sur les voies d'eau;

3° maintenir et faire respecter la sécurité de la navigation;

4° collecter des données statistiques.

§ 3. La Commission de visite peut transférer des données à caractère personnel vers un pays tiers ou une organisation internationale, uniquement au cas par cas et sous réserve du respect des exigences du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), en particulier celles fixées à son chapitre V.

§ 4. La Commission de visite s'assure que les données relatives à un bâtiment sont supprimées de la base de données visée au paragraphe 1<sup>er</sup> lorsque ce bâtiment est démantelé.

**Art. 21.** La Commission de visite exécute les visites initiales, périodiques, spéciales et volontaires visées dans le présent arrêté.

La Commission de visite peut s'abstenir de soumettre, en tout ou en partie, le bâtiment à la visite technique dans la mesure où il découle d'une attestation valable délivrée par une société de classification agréée conformément à l'article 22, que le bâtiment satisfait, en tout ou en partie, aux prescriptions techniques visées aux annexes 2 et 5.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre présente à la Commission européenne toute demande d'agrément en tant que société de classification habilitée à délivrer les attestations établissant que les bâtiments satisfont aux prescriptions visées aux annexes 2 et 5.

Cette demande est accompagnée de toutes les informations et documents nécessaires à la vérification de la conformité avec les critères d'agrément.

§ 2. Le Ministre, sur avis de la Commission de visite, peut, lorsqu'il estime qu'une société de classification ne remplit plus les critères énoncés à l'annexe 6, soumettre à la Commission européenne une demande de retrait d'agrément.

Cette demande est accompagnée de documents probants.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. La Commission de visite peut contrôler à tout moment la présence à bord d'un certificat valide conformément à l'article 8 ainsi que la conformité du bâtiment aux exigences sur la base desquelles un tel certificat est délivré.

En cas de non-respect des exigences, la Commission de visite prend les mesures appropriées, conformément aux paragraphes 2 à 5. Elle demande également que le propriétaire du bâtiment ou son représentant prenne toutes les mesures nécessaires pour remédier à cette situation dans le délai qu'elle a fixé.

La Commission de visite qui a délivré le certificat présent à bord du bâtiment est informée de ce non-respect dans un délai de sept jours à compter du contrôle.

§ 2. En cas d'absence à bord d'un certificat valide, la navigation du bâtiment peut être interrompue.

§ 3. Si, lors du contrôle, la Commission de visite constate que le bâtiment constitue un danger manifeste pour les personnes à bord, l'environnement ou la sécurité de la navigation, elle peut en interrompre la navigation jusqu'à ce que les mesures nécessaires aient été prises pour remédier à la situation.

La Commission de visite peut également prescrire des mesures proportionnées qui permettent au bâtiment de naviguer sans danger, le cas échéant après avoir terminé son transport, jusqu'au lieu où il fera l'objet soit d'une visite soit d'une réparation.

§ 4. La Commission de visite qui a interrompu la navigation d'un bâtiment, ou qui a averti le propriétaire du bâtiment ou son représentant de son intention de le faire s'il n'est pas remédié aux déficiences constatées, informe, dans un délai de sept jours, la Commission de visite ayant délivré ou renouvelé en dernier lieu le certificat du bâtiment de la décision qu'il a prise ou qu'il envisage de prendre.

§ 5. Toute décision d'interruption de la navigation du bâtiment prise dans le cadre de la mise en œuvre du présent arrêté est motivée de façon précise. Cette décision est notifiée sans délai à l'intéressé avec l'indication des voies de recours et délais prévus à cet effet.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Pour les bâtiments naviguant en Région wallonne exclusivement sur des voies d'eau de zone 4, la Commission de visite détermine des prescriptions techniques moins rigoureuses que les prescriptions techniques visées aux annexes 2 et 5. Les allègements dans les prescriptions techniques figurent à l'annexe 3.

§ 2. La conformité aux prescriptions techniques modifiées en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup> est indiquée dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure ou dans le certificat de l'Union supplémentaire pour bateaux de navigation intérieure.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. La Commission de visite, tant qu'un niveau suffisant de sécurité est maintenu, peut accorder une dérogation totale ou partielle à l'application du présent arrêté aux bateaux de promenade urbaine naviguant sur les voies d'eau intérieures reliées entre elles.

§ 2. Sans préjudice de la Convention révisée pour la navigation du Rhin du 17 octobre 1868, la Commission de visite peut accorder une dérogation aux dispositions du présent arrêté aux barges poussées naviguant isolément dont le parcours est constitué des trajets limités d'intérêt local ou dans les zones portuaires.

Ces dérogations sont indiquées sur le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, ou le certificat de l'Union supplémentaire pour bateaux de navigation intérieure du bâtiment concerné.

§ 3. Ces dérogations sont reprises à l'annexe 4.

**Art. 26.** La Commission de visite précise dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure toutes les dérogations et reconnaissances d'équivalences applicables en vertu d'un acte d'exécution mentionné à l'article 25 de la Directive 2016/1629 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.

**Art. 27.** Après l'expiration des dispositions transitoires concernant les prescriptions techniques prévues à l'annexe 2, la Commission de visite peut, sous réserve des conditions fixées par la Commission européenne, autoriser des dérogations aux prescriptions techniques prévues à ladite annexe faisant l'objet de ces dispositions transitoires, lorsque ces prescriptions sont techniquement difficiles à appliquer ou que leur application est susceptible d'entraîner des coûts disproportionnés.

La Commission de visite précise toutes les dérogations applicables visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

**Art. 28.** Les documents relevant du présent arrêté et délivrés par la Commission de visite avant son entrée en vigueur en vertu de l'arrêté royal du 19 mars 2009 relatif aux prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure restent valables jusqu'à leur expiration.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est délivré aux bâtiments exclus du champ d'application de la Directive 82/714/CEE du Conseil du 4 octobre 1982 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure mais visés par le présent arrêté conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, à la suite d'une visite technique effectuée afin de vérifier que le bâtiment satisfait aux prescriptions techniques visées aux annexes 2 et 5. Cette visite technique est effectuée à l'expiration du certificat en cours de validité du bâtiment, et en tout état de cause le 30 décembre 2018 au plus tard.

§ 2. Tout non-respect des prescriptions techniques visées aux annexes 2 et 5 est indiqué dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure. Lorsque la Commission de visite estime que ces manquements ne représentent pas un danger manifeste, les bâtiments visés au § 1<sup>er</sup> peuvent continuer de naviguer jusqu'au remplacement ou jusqu'à la modification des éléments ou parties du bâtiment certifiés non conformes auxdites prescriptions, après quoi ces éléments ou parties doivent satisfaire aux prescriptions techniques visées aux annexes 2 et 5.

§ 3. Le remplacement de pièces existantes par des pièces identiques ou par des pièces de technologie et de conception équivalentes lors de réparations et d'entretiens de routine n'est pas considéré comme un remplacement ou une modification au sens du paragraphe 2.

§ 4. L'existence d'un danger manifeste au sens du paragraphe 2 est présumée, notamment lorsque les prescriptions concernant la solidité structurelle, la navigation ou la manœuvrabilité ou des caractéristiques spéciales du bâtiment conformément aux prescriptions techniques visées aux annexes 2 et 5 ne sont pas respectées. Les dérogations autorisées aux prescriptions techniques visées aux annexes 2 et 5 ne sont pas à considérer comme des manquements représentant un danger manifeste.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives*

##### *Section 1. — Modifications de l'arrêté royal du 9 mars 2007 établissant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume*

**Art. 30.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 9 mars 2007 portant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume remplacé par l'arrêté royal du 30 novembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2<sup>o</sup>, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure délivré conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE; »;

b) au 2<sup>o</sup>, le b) est remplacé par ce qui suit :

« b) le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure délivré conformément à la Directive n° 2016/1629 UE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure

ou; »;

c) le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> Commission de visite : la Commission de visite, telle que déterminée à l'article 2.01 du Règlement de Visite des Bateaux du Rhin (RVBR) et à l'article 2.01 de l'annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE; »;

d) le 23<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 23<sup>o</sup> bateau de promenade urbaine : un bateau pour les excursions journalières qui est exclusivement aménagé et destiné aux promenades en bateau :

a) dont le lieu de départ est situé dans un centre-ville;

b) dans un périmètre de navigation délimitée par la Commission de visite et comprenant uniquement des voies d'eau intérieures de la zone 4;

c) avec une durée de navigation maximale ininterrompue de deux heures. »

e) le 27<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 27<sup>o</sup> Administration : les services compétents pour le contrôle de la navigation intérieure ».

**Art. 31.** Dans l'article 15, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 novembre 2011, les mots « *certificat communautaire* » sont remplacés par les mots « *certificat de l'Union pour les bateaux de navigation intérieure* ».

**Art. 32.** Dans l'article 16, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, j), du même arrêté, les mots « *certificat communautaire* » sont remplacés par les mots « *certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure* ».

**Art. 33.** Dans les articles 19/1, § 4, 4<sup>o</sup>, et § 5, 1<sup>o</sup>, et 24/1, § 4, 4<sup>o</sup>, § 5, 1<sup>o</sup>, § 6, 1<sup>o</sup>, et § 7, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, insérés par l'arrêté royal du 30 novembre 2011, les mots « l'arrêté royal du 19 mars 2009 relatif portant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure » sont remplacés par les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE. ».

**Art. 34.** Dans l'article 25/3, inséré par l'arrêté royal du 30 novembre 2011, du même arrêté, les mots « l'arrêté royal du 19 mars 2009 relatif aux prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure » sont remplacés par les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE. ».

*Section 2. — Modification de l'arrêté royal du 7 décembre 2007 fixant les tarifs des rétributions pour les prestations concernant les certifications des bâtiments de navigation intérieure*

**Art. 35.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 7 décembre 2007 fixant les tarifs des rétributions pour les prestations en matière de certification des bâtiments de navigation intérieure, modifié par l'arrêté royal du 19 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 5<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 5<sup>o</sup> certificat de visite » : un certificat délivré conformément à l'article 22 de la convention révisée pour la navigation du Rhin. »;

b) le point 6<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 6<sup>o</sup> certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure : certificat tel que défini à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE. »;

c) le point 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 7<sup>o</sup> Certificat de classe : certificat ou déclaration délivrée par une société de classification agréée visée à l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE. »;

d) au point 8<sup>o</sup>, les mots « Commission de visite des Bateaux du Rhin instaurée en application des dispositions du Règlement de visite des bateaux du Rhin approuvé par l'arrêté royal du 30 mars 1976 » sont remplacés par les mots « Commission de visite telle que déterminée à l'article 2.01 du Règlement de visite des bateaux du Rhin (RVBR) ainsi qu'à l'article 2.01 de l'annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE. »;

e) le point 9<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 9<sup>o</sup> Ministre : le ministre qui a les voies hydrauliques dans ses compétences. ».

**Art. 36.** À l'article 2 du même arrêté, les mots « Commission pour la Visite des Bateaux du Rhin, instaurée en l'application des dispositions du Règlement relatif à la Visite des Bateaux du Rhin, approuvée par l'arrêté royal du 30 mars 1976 » sont remplacés par les mots « Commission de visite, déterminée à l'article 2.01 du Règlement de Visite des Bateaux du Rhin (RVBR) et l'article 2.01 de l'annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE. ».

*CHAPITRE VI. — Abrogation de l'arrêté royal du 19 mars 2009 relatif aux prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure*

**Art. 37.** L'arrêté royal du 19 mars 2009 relatif aux prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure modifié par les arrêtés royaux des 10 août 2009, 4 juillet 2011 et 26 décembre 2013 est abrogé.

*CHAPITRE VII. — Dispositions Finales*

**Art. 38.** Le présent arrêté produit ses effets le 7 octobre 2018.

**Art. 39.** Le Ministre qui a les voies hydrauliques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ANNEXE 1. — Liste des voies d'eau intérieures en Région wallonne

Zone 1 : Aucune

Zone 2 : Aucune

Zone 3 : Aucune

Zone 4 : Tout le réseau wallon

Zone R : Les voies d'eau concernées par les zones 1 à 4 pour lesquelles un certificat doit être délivré conformément à l'article 22 de la convention révisée pour la navigation du Rhin tel que cet article est libellé à la date du 6 octobre 2016.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ANNEXE 2. — Prescriptions techniques minimales applicables aux bâtiments navigant sur les voies d'eau intérieures des zones 1, 2, 3 et 4

Les prescriptions techniques applicables aux bâtiments sont celles qui sont énoncées dans le standard ES-TRIN dans sa dernière version (Standard européen établissant les prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ANNEXE 3. — Dérogations pour les bâtiments navigant en Région wallonne exclusivement sur les voies d'eau de zone 4

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

Article 1.01. Applicabilité de l'annexe 2

Les dispositions de l'annexe 2 sont d'application, sous réserve des dispositions de la présente annexe.

CHAPITRE II. — *Dérogations pour tous les bâtiments navigant exclusivement sur des voies d'eau de la zone 4 en Région wallonne*

Art. 2.01. Vitesse (en marche avant)

Par dérogation aux dispositions de l'annexe 2, article 5.06, alinéa 1<sup>er</sup>, les bateaux et les convois navigant exclusivement sur les voies d'eau intérieures de la zone 4 en Région wallonne, atteignent une vitesse onze kilomètres par heure par rapport à l'eau au moins. Si tel est le cas, la Commission de visite mentionne dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure sous le numéro 52 :

« Le bâtiment a une vitesse limitée par rapport à l'eau déterminée à l'article 2.01 de l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE. ».

Art. 2.02. Canots de service

Un bâtiment navigant exclusivement dans les voies d'eau intérieures des zones 4 en Région wallonne n'a pas besoin de canot de service si le bâtiment dispose d'un radeau de sauvetage tel que décrit à l'annexe 2, article 19.09, alinéa 5.

La Commission de visite peut pour les bâtiments navigant exclusivement dans les voies d'eau intérieures des zones 4 en Région wallonne autoriser d'autres équipements de sauvetage collectifs si le bâtiment ne dispose pas de canot de service, à condition que la sécurité générale de l'équipage ne soit pas compromise.

Si tel est le cas, la Commission de visite mentionne dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure sous le numéro 52 : « Le bâtiment dispose des équipements de sauvetage collectifs suivants déterminés à l'article 2.02 de l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE. ».



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

#### ANNEXE 4. — Dispenses pour certaines catégories de bâtiments

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions particulières pour les bateaux de promenade urbaine

###### Article 1.01. Disposition générale

1. Conformément à l'article 25 du présent arrêté, la Commission de visite peut accorder une dispense totale ou partielle à l'application du présent arrêté pour les bateaux de promenade urbaine, conformément aux dispositions du présent chapitre.

2. Les bateaux de promenade urbaine peuvent être ouverts ou fermés. La construction et l'équipement de ces bateaux de promenade urbaine sont soumis uniquement à l'application des articles 1.02 à 1.14 de la présente annexe, si :

a) concernant les bateaux de promenade urbaine ouverts :

1° ont une longueur d'un maximum de vingt mètres;

2° n'ont pas de superstructure fermée;

3° les passagers se trouvent à l'air libre.

4° n'ont pas de pont continu.

Concernant le 3°, une superstructure ayant un caractère temporaire, constituée en toile, n'est pas considérée comme fermée.

Si tel est le cas, la Commission de visite mentionne dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure sous le numéro 52 : « Le bâtiment est un bateau de promenade urbaine ouvert et naviguera dans le centre-ville de..., tel que déterminé à l'article 1.01 de l'annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE et peut uniquement naviguer dans le périmètre de navigation suivant : ... ».

b) concernant les bateaux de promenade urbaine fermés :

1° ont une longueur d'un maximum de trente mètres;

2° ont des locaux pour passagers à un niveau, se trouvant en partie en-dessous du plat-bord;

3° sont pourvus d'un pont en grande partie continu.

Si tel est le cas, la Commission de visite mentionne dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure sous le numéro 52 : « Le bâtiment est un bateau de promenade urbaine fermé et naviguera dans le centre urbain de... et partira de..., tel que déterminé à l'article 1.01 de l'annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE et peut uniquement naviguer dans le périmètre suivant : ... ».

###### Art. 1.02. Applicabilité de l'annexe 2

Les dispositions de l'annexe 2 sont d'application sur les bateaux de promenade urbaine, à l'exception des dispositions mentionnées ci-dessous :

Les dispositions ci-dessous de l'annexe II ne sont pas applicables aux bateaux de promenade urbaine:

- art. 3.03 alinéas 1<sup>er</sup> à 5 inclus et septième alinéa;
- art. 3.04;
- art. 5.01, alinéas 2 et 3 et articles 5.02 à 5.08 inclus;
- art. 6.02, alinéa 3;
- art. 6.07, alinéa 2;
- art. 7.07 et 7.08;
- art. 7.11 à 7.13 inclus;
- art. 8.02, alinéa 5;
- art. 8.03, alinéas 2 et 3;
- art. 8.04 pour les bateaux de promenade urbaine avec moteurs hors-bord;
- art. 8.05, alinéas 2, 6, 12 et 13;
- art. 8.08, alinéas 2 à 11 pour les bateaux de promenade urbaine ouverts;
- art. 8.09;
- art. 10.02, alinéa 1;
- art. 13.01 et 13.02;
- art. 13.03, alinéa 1<sup>er</sup>;
- art. 13.04;
- art. 19.01, alinéa 4;

- art. 19.02, alinéas 3, 9 à 12, 14 et 15;
- art. 19.05, alinéas 2 et 3;
- art. 19.06, alinéas 1 à 13 et 16 à 19;
- art. 19.07;
- art. 19.08, alinéa 1<sup>er</sup>, 3 à 9;
- art. 19.09, alinéas 1<sup>er</sup> à 4, 10 et 11;
- art.19.10, alinéas 2 à 8, 10 et 11;
- art. 19.11, uniquement concernant les bateaux de promenade urbaine ouverts. Pour les bateaux de promenade urbaine fermés, l'article 19.11, alinéa 1<sup>er</sup> et les tableaux prévus à l'alinéa 2, concernant les cloisonnements de séparation entre les salles des machines et les locaux d'habitation, ainsi que l'alinéa 2 sous a, les alinéas 3, 4, 6, 7 et 14 sont d'application;
- art. 19.12, à l'exception de l'alinéa 9, qui reste applicable aux bateaux de promenade urbaine fermés;
- art. 19.13, uniquement concernant les bateaux de promenade urbaine ouverts;
- art. 19.14;
- art. 31.01 à 31.03.

#### Art. 1.03. Cloisons étanches

1. Les bateaux de promenade urbaine d'une longueur de plus de dix mètres sont pourvus d'une cloison d'abordage étanche sans ouverture, située à dix centimètres au minimum et à soixante centimètres de la perpendiculaire avant. Le bateau de promenade urbain doit à l'avant de cette cloison d'abordage être fermé par un pont étanche à l'eau.

2. Pour des bateaux de promenade urbaine ouverts en bois, la Commission de visite peut autoriser des dérogations à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

3. Pour des bateaux de promenade urbaine ouverts avec un moteur de propulsion fixé à l'intérieur du bateau, ce moteur est entouré d'un capot ignifuge.

4. Pour des bateaux de promenade urbaine fermés, des cloisons étanches supplémentaires, s'élevant jusqu'à l'arrête supérieure du bordé, sont aménagées :

- a) une cloison séparant la salle des machines et les locaux pour passagers;
- b) une cloison de coqueron arrière à une distance appropriée de la poupe pour des bateaux dont la longueur est supérieure à vingt-cinq mètres.

#### Art. 1.04. Stabilité

1. Par dérogation à l'article 19.03 de l'annexe 2, la réserve de flottabilité d'un bateau de promenade urbaine ouvert est considérée comme suffisante lorsque le bateau, dans l'état envahi, dispose encore d'un franc-bord de cinq centimètres au minimum.

2. En dérogation à l'article 19.03 de l'annexe 2, alinéas 5 et 6, pour ce qui concerne les bateaux de promenade urbaine ouverts qui, à l'exception des couloirs de passage, sont entièrement équipés de banquettes fixes, il ne faut pas tenir compte des influences de la pression du vent, ni de la force centrifuge lors d'un coup de gouvernail.

#### Art. 1.05. Distance de sécurité

En dérogation aux règles de l'article 19.04 de l'annexe 2, une distance de sécurité minimale de trente centimètres est autorisée pour les bateaux de promenade urbaine.

#### Art. 1.06. Nombre maximal de passagers admis.

1. Le nombre maximal de passagers autorisés est fixé de telle manière que les règles relatives à la stabilité et au franc-bord soient respectées.

2. Le nombre maximal de passagers autorisés ne peut pas être supérieur au nombre de places disponibles pour les passagers.

3. En matière de places assises, une largeur minimale de quarante centimètres est prévue par personne pour les bateaux de promenade urbaine ouverts. Pour les bateaux de promenade urbaine fermés, cette largeur comporte quarante-cinq centimètres au moins, avec un espace libre entre les banquettes ou les places assises d'au moins trente centimètres.

#### Art. 1.07. Protection contre les chutes

1. Sur les bateaux de promenade urbaine ouverts, les parties non fermées des ponts, qui sont entièrement occupées par des banquettes transversales fixes, sont pourvues de bastingages ou de garde-corps fixes d'une hauteur d'un moins trente centimètres, mesurée à partir du siège de la banquette.

2. Sur les bateaux de promenade urbaine fermés, les bastingages ou garde-corps fixes sont placés à au moins vingt centimètres du bord extérieur du bateau, ceintes comprises, si des passagers peuvent prendre place dans un cockpit ouvert ou sur un pont ouvert.

#### Art. 1.08. Accès, sorties et voies de communication

1. Sur les bateaux de promenade urbaine ouverts, avec une superstructure telle que visée à l'article 1.01, alinéa 2, sous a), 3 °, une allée centrale dégagée est présente sur toute la longueur de la section destinée aux passagers. Cette allée centrale a une largeur d'au moins quarante-cinq centimètres.

2. Sur les bateaux de promenade urbaine ouverts, avec une superstructure visée à l'article 1.01, alinéa 2, sous a), une sortie d'une largeur libre d'au moins cinquante centimètres est présente tant à l'avant qu'à l'arrière de la partie destinée aux passagers. L'une de ces sorties peut être remplacée par deux sorties de secours, avec un passage libre d'une largeur d'au moins soixante centimètres et d'une hauteur d'au moins quatre-vingt centimètres.

3. Sur les bateaux de promenade urbaine fermés, le passage libre des accès est de quatre-vingt centimètres au moins. La largeur libre de l'allée entre les sièges est de septante centimètres au moins à une hauteur de nonante centimètres et plus au-dessus du plancher. En dessous de nonante centimètres au-dessus du plancher, cette largeur est de soixante centimètres au moins à tous les niveaux.

4. Sur les bateaux de promenade urbaine fermés, une sortie de secours, d'une largeur de quatre-vingt centimètres au moins, est prévue. La sortie de secours peut être remplacée par au moins deux trappes éjectables dans le toit. Chaque sortie de secours dans le toit a une ouverture libre d'au moins 0,36 m<sup>2</sup> alors que la plus petite dimension ne peut être inférieure à cinquante centimètres.

5. Sur les bateaux de promenade urbaine fermés, les compartiments qui sont subdivisés par des cloisons étanches et des portes étanches d'une hauteur limitée, peuvent être évacués en toute sécurité. L'issue de secours peut toutefois passer par l'un ou l'autre compartiment.

6. Sur les bateaux de promenade urbaine fermés, un éclairage suffisant est prévu aux endroits suivants : les accès pour passagers, les sorties de secours et les emplacements où sont placés les moyens de sauvetage et les extincteurs.

7. Les bateaux de promenade urbaine peuvent permettre aux passagers de monter et descendre en toute sécurité. Des poignées de maintien et des marches d'escalier sont prévues si nécessaire.

#### Art. 1.09. Dispositifs de propulsion

1. La puissance des dispositifs de propulsion est telle que le bateau de promenade urbaine, chargé au maximum et navigant à pleine puissance, peut s'arrêter sur une distance de deux fois la longueur du bateau au maximum.

2. La Commission de visite peut déroger à l'article 8.01 de l'annexe 2, alinéa 3, en ce qui concerne le carburant utilisé, à condition qu'au moins un niveau de sécurité équivalent soit assuré.

3. La capacité maximale autorisée d'un réservoir de carburant monté directement sur un moteur hors-bord est de vingt-cinq litres. Le réservoir est toujours situé à l'extérieur de la zone réservée aux passagers.

4. Lorsque le bateau de promenade urbaine est fermé, la timonerie permet de vérifier les éléments suivants :

- a) la température de l'eau de refroidissement et la pression de l'huile de graissage des moteurs de propulsion;
- b) le régime des moteurs de propulsion et lignes d'arbres.

5. La Commission de visite peut déroger aux prescriptions du chapitre 9 à condition que le niveau d'émission des gaz polluants et des particules provenant des moteurs à bord ne dépasse pas le niveau d'émission prescrit au chapitre 9.

#### Art. 1.10. Installation d'assèchement

1. Les bateaux de promenade urbaine d'une longueur inférieure ou égale à sept mètres sont pourvus de deux écopas appropriés.

2. Les bateaux de promenade urbaine d'une longueur supérieure à sept mètres sont pourvus d'une pompe d'assèchement motorisée ou manuelle. Lorsque la longueur est inférieure ou égale à douze mètres, le diamètre du raccord mesure trente-huit millimètres au moins. Lorsqu'elle est supérieure à douze mètres, ce diamètre mesure cinquante millimètres au moins.

3. Sur les bateaux de promenade urbaine fermés, chaque compartiment étanche est équipé d'une alarme de niveau.

#### Art. 1.11. Moyens de sauvetage

1. En dérogation à l'article 13.08, alinéa 1<sup>er</sup> de l'annexe 2, les dispositions suivantes sont d'application :

a) Une bouée de sauvetage au moins est disponible pour chaque tranche de vingt-cinq passagers autorisés, ainsi qu'une bouée de sauvetage pour le nombre restant de passagers. Le nombre de bouées de sauvetage obligatoires ne dépasse toutefois pas quatre;

b) Les bouées de sauvetage sont munies d'une ligne flottante d'au moins vingt mètres et sont immédiatement prêtes à l'emploi.

2. Pour tous les passagers des moyens de sauvetage individuels ou collectifs sont disponibles à bord. Les moyens de sauvetage individuels satisfont aux normes européennes EN395: 1998, EN396: 1998, EN ISO 12402-3: 2006 ou EN ISO 12402-4: 2006.

Des coussins flottants sont considérés comme des moyens de sauvetage individuels s'ils répondent aux conditions suivantes :

a) leur portance en eau douce est supérieure ou égale à 75 N;

b) ils sont résistants au pétrole et aux produits pétroliers, ainsi qu'à des températures jusqu'à cinquante degrés Celsius;

c) ils sont pourvus d'une filière flottante;

d) ils ne peuvent pas être fixés au bateau.

#### Art. 1.12. Extincteurs d'incendie portatifs

1. Pour les bateaux de promenade urbaine ouverts, un extincteur d'incendie portatif conforme aux normes européennes EN3-7: 2007 et EN3-8: 2007 est fixé à proximité du dispositif de propulsion. Par dérogation à l'article 13.03, alinéa 2, un extincteur d'incendie contenant un produit approprié pour éteindre les feux de liquides et ayant une capacité de quatre kilogrammes au minimum peut suffire.

2. Pour les bateaux de promenade urbaine fermés, au moins deux extincteurs d'incendie sont disponibles conformément aux normes européennes EN3-7: 2007 et EN3-8: 2007. Ceux-ci sont fixés à proximité de la timonerie.

#### Art. 1.13. Autres gréements

1. Les gréements suivants sont à bord et en bon état :

a) une gaffe d'embarcation;

b) une boîte de secours;

c) suffisamment de câbles pour l'amarrage et le remorquage;

d) en cas de promenade entre le coucher et le lever du soleil, une lanterne électrique portative en matériau étanche.

2. Les bateaux de promenade urbaine fermés disposent d'une ancre pesant au moins cinquante kilogrammes, avec une chaîne ou une ligne flottante d'une longueur minimale de trente mètres.

## Art. 1.14. Dispositions transitoires

1. Les dispositions relatives aux bateaux de promenade urbaine, dont la quille est posée avant le 30 décembre 2008, sont appliquées à compter des dates suivantes, sauf en cas de conversion ou de remplacement de la partie en question :

1.03	Cloisons étanches	Prorogation du certificat après 1.1.2045
1.04	Stabilité	Prorogation du certificat après 1.1.2045
1.06, alinéa 3	Places assises	Prorogation du certificat après 1.1.2045
1.07	Protection contre les chutes	Prorogation du certificat après 1.1.2045
1.08, alinéas 1 à 4 inclus	Accès et sorties	Prorogation du certificat après 1.1.2045
1.09, alinéa 1	Puissance du système de propulsion	Prorogation du certificat après 1.1.2050
1.10 point 2	Dispositif d'assèchement Si aucune pompe d'assèchement n'est présente, au moins 2 écopes appropriées doivent être présentes	Sans date limite
1.10 point 3	Alarme de cale	Sans date limite

2. Les dispositions relatives aux bateaux de promenade urbaine, dont la quille est posée avant le 30 décembre 2018, sont appliquées à compter des dates suivantes, sauf en cas de conversion ou de remplacement de la partie en question :

Chapitre 9	Niveau d'émission des moteurs	Prorogation du certificat après 1.1.2045

CHAPITRE II. — *Dispositions spéciales pour les barges poussées naviguant isolément.*

## Art. 2.01. Disposition générale

Seuls les articles 2.02 et 2.03 sont applicables aux barges poussées naviguant isolément en termes de construction et d'équipements.

Dès l'instant où une barge poussée naviguant isolément fait partie d'un convoi, le bâtiment est considéré comme une barge poussée.

Les barges poussées naviguant isolément peuvent uniquement se déplacer de façon autonome que dans un périmètre déterminé par la Commission de visite à l'intérieur de la zone 4.

La Commission de visite mentionne dans le certificat communautaire sous la rubrique 52 : « Le bâtiment est une barge poussée naviguant isolément telle que déterminée au chapitre 2 de l'annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du... établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure et ne peut se déplacer de manière autonome dans le périmètre suivant: .... »

Art. 2.02. Applicabilité de l'annexe 2de la Directive 2016/1629 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE

Sauf disposition contraire du présent chapitre, les chapitres 3 à 18 et les chapitres 21, 30, 31, 32 et 33 s'appliquent à la construction et aux équipements des barges poussées naviguant isolément.

Une barge poussée naviguant isolément ne peut pas excéder une longueur de cent-dix mètres.

Le chapitre 27 s'applique si la barge poussée naviguant isolément transporte des containers.

La barge poussée naviguant isolément possède une timonerie. Une installation mariphone et un transpondeur AIS sont obligatoires. Si la barge poussée naviguant isolément fait partie d'un assemblage, le transpondeur AIS est désactivé.

## Art. 2.03. Dispenses

La Commission de visite peut déroger aux dispositions suivantes de l'annexe 2de la Directive 2016/1629 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE :

1° article 3.03, alinéa 2, relatif à l'emplacement de l'équipement nécessaire à l'exploitation, à l'arrière de la cloison de coqueron arrière

2° article 5.06., relatif à la vitesse minimale.

La Commission de visite enregistre la vitesse mesurée lors du parcours d'essai dans le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure sous la rubrique 52 comme suit : « Le bâtiment a atteint une vitesse de... km/h pendant l'essai. »;

La vitesse minimale de la barge poussée naviguant isolément avec tous les moyens de propulsion, est d'au moins 6,5 km/h par rapport à l'eau.

3° article 6.06, alinéa 2.

Si deux ou plusieurs systèmes indépendants d'hélices orientables, à jet d'eau, à propulseurs cycloïdaux ou de propulseurs d'étrave sont présents, le second système de commande n'est pas nécessaire si, pour atteindre la rive ou le quai, le bateau reste manœuvrable en cas de défaillance de l'une de ces installations;

4° article 13.01, troisième alinéa, b).

La barge poussée naviguant isolément ne requiert aucune ancre de poupe;

5° article 13.07.

Une barge poussée naviguant isolément ne requiert aucun canot de service si le bâtiment possède un radeau de sauvetage décrit à l'article 19.09, alinéa 5;

6° article 13.08, alinéa 1<sup>er</sup>.

Les barges poussées naviguant isolément ont à bord au moins deux bouées de sauvetage et ce conformément à la norme européenne EN14144: 2003. Ces bouées de sauvetage sont présentes et prêtes à l'emploi sur le pont, à l'avant et à l'arrière du bateau;

7° article 15.01.

Les barges poussées naviguant isolément ne requièrent aucun logement. La timonerie respecte, autant que possible, les dispositions de l'annexe 2, chapitre 15. En ce sens, le mode d'exploitation du bâtiment est limité à A1, étant donné que l'équipage n'a pas la possibilité de se reposer pas à bord du bâtiment.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

#### ANNEXE 5. — Dispositions de procédures détaillées

Art. 2.01. Commissions de visite.

1. Les commissions de visite se composent d'un président et d'experts.

Font partie de chaque commission à titre d'experts, au moins:

- a) un fonctionnaire de l'administration qui a les voies hydrauliques dans ses compétences;
- b) un expert en matière de construction de bateaux de navigation intérieure et de leurs machines;
- c) un expert nautique en possession d'une patente de batelier de navigation intérieure, qui autorise le titulaire à faire naviguer le bateau à contrôler.
- d) Un expert en bâtiment traditionnel pour l'inspection de bâtiments traditionnels définis dans l'annexe 2.

2. Le président et les experts de chaque Commission de visite sont désignés par le ministre. En acceptant leurs fonctions, le président et les experts s'engagent par écrit à les remplir en toute impartialité. Aucun engagement n'est demandé aux fonctionnaires.

3. Les commissions de visite peuvent se faire assister par des experts spécialisés conformément aux dispositions applicables en la matière.

Art. 2.03. Présentation du bâtiment à la visite

1. Le propriétaire, ou son représentant, présente le bâtiment à la visite à l'état lège, nettoyé et gréé. Il prête l'assistance nécessaire à la visite, telle que fournir un canot approprié et du personnel, découvrir les parties de la coque ou des installations qui ne sont pas directement accessibles ou visibles.

2. La Commission de visite exige une visite à sec lors d'une première visite. Il peut être renoncé à la visite à sec à condition que puisse être produit un certificat de classification ou une attestation d'une société de classification agréée selon laquelle la construction est conforme à leurs prescriptions, ou à condition que puisse être produit un certificat établissant qu'une autre Commission de visite a effectué une visite à sec à d'autres fins. En cas de visite périodique ou de visite accomplie en application de l'article 15 du présent arrêté, la Commission de visite peut exiger une visite à sec.

La Commission de visite procède à des essais en marche lors d'une première visite d'automoteurs ou de convois, ou lors de modifications importantes aux installations de propulsion ou de gouverne.

3. La Commission de visite peut exiger des inspections et des essais en marche supplémentaires ainsi que d'autres notes justificatives. Cette disposition s'applique également pendant la phase de construction du bâtiment.

Art. 2.07. Mentions et modifications apportées au certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure

1. Le propriétaire d'un bâtiment, ou son représentant, porte tout changement de nom ou de propriété du bâtiment, tout rejaugage ainsi que tout changement de numéro d'immatriculation ou de port d'attache à la connaissance de la Commission de visite, et lui fait parvenir le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, en vue de sa modification.

2. La Commission de visite peut apposer toute mention ou apporter toute modification au certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure.

3. Lorsqu'une Commission de visite apporte une modification à un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, elle en y appose une mention, elle en donne connaissance à la Commission de visite qui a délivré ce certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure.

Art. 2.09. Visite périodique

1. Le bâtiment est soumis à une visite périodique avant l'expiration de son certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure.

2. La Commission de visite fixe à nouveau la durée de validité du certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, conformément aux résultats de cette visite.

3. La durée de validité est mentionnée sur le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure et portée à la connaissance de la Commission de visite qui a délivré ce certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure.

4. Si, au lieu de prolonger la durée de validité d'un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, on le remplace par un nouveau, l'ancien certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure sera retourné à la Commission de visite qui l'a délivré.

Art. 2.10. Visite volontaire

Le propriétaire d'un bâtiment, ou son représentant, peut demander une visite volontaire de celui-ci.

Il est donné suite à cette demande de visite.

**Art. 2.15. Dépenses**

Le propriétaire du bâtiment, ou son représentant, est redevable de tous les frais afférents à la visite du bâtiment et à la délivrance du certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, conformément au tarif spécial fixé par la Région wallonne.

**Art. 2.16. Renseignements**

La Commission de visite peut autoriser les personnes qui en justifient la nécessité à prendre connaissance du contenu d'un certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure et peut délivrer à ces personnes des extraits ou des copies des certificats de l'Union pour bateaux de navigation intérieure certifiés conformes et désignés comme tels.

**Art. 2.17. Registre des certificats de l'Union pour bateaux de navigation intérieure**

1. La Commission de visite conserve l'original ou une copie de tous les certificats de l'Union pour bateaux de navigation intérieure qu'elle a délivré et y porte toutes les mentions et modifications, ainsi que les annulations et remplacements de tout certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure. Elle actualise le registre visé à l'article 18 du présent arrêté en conséquence.

2. Pour permettre aux autorités compétentes d'autres États membres, des États signataires de la convention révisée pour la navigation du Rhin du 17 octobre 1868 et, dans la mesure où une protection équivalente des données peut être assurée, aux autorités compétentes d'États tiers sur la base d'accords administratifs, de mettre en œuvre des mesures administratives visant à maintenir la sécurité et le bon ordre de la navigation, ainsi que toutes mesures visant à exécuter les articles 2.02 à 2.15 de la présente annexe ainsi que les articles 7,10,11,14,15,16,21,22 et 23 de la Directive (UE) 2016/1629 du Parlement et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE, il leur est accordé un droit de consultation du registre dont le modèle est présenté à l'annexe 2.

**Art. 2.18. Numéro européen unique d'identification des bateaux**

1. Le numéro européen unique d'identification des bateaux (ENI), se compose de huit chiffres arabes, conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

2. À moins que le bâtiment ne possède un ENI au moment de la délivrance du certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure, ce numéro est attribué au bâtiment par la Commission de visite située à l'endroit se trouve son lieu d'immatriculation ou son port d'attache.

En ce qui concerne les bâtiments relevant d'un État où l'attribution d'un ENI n'est pas possible, l'ENI à apposer sur le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est attribué par la Commission de visite qui a délivré le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure.

3. Il incombe au propriétaire du bâtiment, ou à son représentant, de demander à la Commission de visite l'attribution de l'ENI. Il incombe également au propriétaire, ou à son représentant, de faire apposer sur le bâtiment l'ENI inscrit sur le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure.

**Art. 2.20. Notifications**

Le Gouvernement wallon ou le Ministre notifie à la Commission européenne et aux autres États membres, ou aux autres autorités compétentes:

a) les noms et adresses des services techniques qui, avec leur autorité nationale compétente, sont responsables de l'application de l'annexe 2 de la Directive 2016/1629 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE;

b) la fiche technique figurant à l'annexe 2 de la Directive 2016/1629 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE sur les modèles de stations d'épuration de bord pour lesquels un agrément a été délivré depuis la dernière notification;

c) les agréments de type reconnus pour les stations d'épuration de bord, sur la base de standards différents de ceux prévus à l'annexe 2 de la Directive 2016/1629 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE, pour l'utilisation sur les voies d'eau nationales des États membres;

d) tout retrait d'un agrément de type dans un délai d'un mois de celui-ci, et les raisons de ce retrait pour les stations d'épuration de bord;

e) toute ancre spéciale autorisée, à la suite d'une demande visant à réduire la masse d'ancrage, avec la mention du type et de la réduction autorisée de masse d'ancrage. La Commission de visite accorde uniquement l'autorisation au demandeur à l'issue d'un délai de trois mois suivant la notification à la Commission européenne, sous réserve que celle-ci ne formule pas d'objection;

f) l'installation radar de navigation et les indicateurs de vitesse de giration pour lesquels ils ont délivré un agrément de type. Le communiqué comprend le numéro de l'agrément de type attribué, ainsi que la désignation de type, le nom du constructeur, le nom du titulaire de l'agrément de type et la date de l'agrément de type;

g) les autorités compétentes responsables de l'agrément des sociétés spécialisées qui peuvent procéder à l'installation, au remplacement, à la réparation ou à l'entretien de l'installation radar de navigation et des indicateurs de vitesse de giration.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ANNEXE 6. — Critères pour l'agrément de sociétés de classification

Une société de classification qui souhaite obtenir l'agrément au sens de l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE satisfait aux critères suivants:

1. la société de classification justifie d'une expérience exhaustive dans l'appréciation de la conception et de la construction des bateaux de navigation intérieure. La société de classification dispose de règles et règlements exhaustifs concernant la conception, la construction et la visite périodique des bateaux de navigation intérieure, en particulier pour le calcul de la stabilité conforme à la partie 9 des règlements annexés à l'ADN tel que visé à l'annexe 2. Ces règles et règlements sont publiés au moins en allemand, en anglais, en français et en néerlandais, et sont continuellement mis à jour et améliorés au moyen de programmes de recherche et de développement. Ces règles et règlements ne doivent pas être en contradiction avec les dispositions du droit de l'Union et des accords internationaux en vigueur;

2. le registre des bateaux classés par la société de classification est publié annuellement;

3. la société de classification est un organisme indépendant de tout propriétaire de bateau, de toute entreprise ou de tiers exerçant une activité commerciale dans le domaine de la conception, de la construction, de l'équipement, de la réparation, de l'exploitation ou de l'assurance des bateaux. Le chiffre d'affaires de la société de classification n'est pas réalisé avec une seule entreprise;

4. le siège ou une filiale de la société de classification ayant pouvoir et capacité de statuer et d'agir dans tous les domaines qui lui incombent dans le cadre des règlements qui régissent la navigation intérieure sont situés dans l'un des États membres;

5. la société de classification ainsi que ses experts ont une bonne renommée dans la navigation intérieure; les experts sont en mesure de justifier leur qualification professionnelle. Ils agissent sous la responsabilité de la société de classification;

6. la société de classification dispose de personnel en nombre suffisant et proportionnel aux tâches à accomplir et au nombre de bateaux classés pour effectuer les travaux techniques de gestion, de soutien, de contrôle, de visite, de recherche et pour veiller à l'adaptation permanente des capacités ainsi que du règlement. Elle assure la présence d'inspecteurs dans au moins un État membre;

7. la société de classification intervient conformément aux principes du code de déontologie;

8. la société de classification est gérée et administrée de manière à garantir la confidentialité des renseignements exigés par un État membre;

9. la société de classification s'engage à fournir toute information utile à un État membre;

10. la direction de la société de classification a défini et documenté sa politique et ses objectifs en matière de qualité, ainsi que son attachement à ces objectifs et s'est assurée que cette politique est comprise, appliquée et maintenue à tous les niveaux de la société de classification;

11. la société de classification élabore, met en œuvre et maintient un système efficace de qualité interne fondé sur les éléments pertinents de normes de qualité reconnues sur le plan international et conforme aux normes EN ISO/IEC 17020: 2004, dans l'interprétation qui en est faite par les prescriptions du programme de certification de qualité de l'IACS. Le système de garantie de qualité est certifié par un organisme indépendant reconnu par l'administration de l'État dans lequel la société de classification a établi son siège ou la succursale visés au point 4 et assure notamment que:

a) les règles et règlements de la société de classification sont établis et maintenus de manière systématique;

b) les règles et règlements de la société de classification sont respectés;

c) les normes du travail réglementaire pour lequel la société de classification est habilitée sont respectées;

d) les responsabilités, les pouvoirs et les relations entre les membres du personnel dont le travail influe sur la qualité des services offerts par la société de classification sont définis et documentés;

e) tous les travaux sont effectués sous contrôle;

f) un système de supervision permet de contrôler les mesures prises et les travaux effectués par les inspecteurs et le personnel technique et administratif directement employés par la société de classification;

g) les normes des principaux travaux réglementaires pour lesquels la société de classification est habilitée sont uniquement appliquées ou directement supervisées par ses inspecteurs exclusifs ou par des inspecteurs exclusifs d'autres sociétés de classification agréées;

h) il existe un système de qualification des inspecteurs et de mise à jour régulière de leurs connaissances;

i) les livres sont tenus, montrant que les normes prescrites ont été respectées dans les différents domaines où des services ont été fournis et que le système de qualité fonctionne efficacement, et il existe un système général de vérifications internes, planifié et documenté, des activités liées à la qualité, où qu'elles aient été exercées;

12. le système de garantie de qualité est certifié par un organisme indépendant reconnu par l'administration de l'État membre dans lequel la société de classification a établi son siège ou la succursale visés au point 4;

13. la société de classification s'engage à adapter ses réglementations en tenant compte des Directives pertinentes de l'Union et à fournir toute information utile à la Commission dans les délais appropriés;

14. la société de classification s'engage à consulter régulièrement les sociétés de classification ayant déjà obtenu l'agrément afin d'assurer l'équivalence de ses normes techniques et de leur application et à permettre aux représentants d'un État membre et aux autres parties concernées de participer à l'élaboration de ses règles et règlements.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200178]

**13. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG**

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Gesetzes vom 15. März 1971 in Bezug auf die Schifffahrtsabgaben, die auf vom Staat verwalteten Wasserstraßen einzunehmen sind, Artikel 11;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Juni 1972 über die Sicherheit der Schiffe, Artikel 17ter § 1, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Januar 2007;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. März 2007 über die Besatzungsvorschriften auf den Wasserstraßen des Königreichs;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 7. Dezember 2007 zur Festlegung des Vergütungstarifs für Leistungen im Zusammenhang mit der Zertifizierung von Binnenschiffen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. März 2009 über die technischen Vorschriften für Binnenschiffe;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1955 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 2. Oktober 2018;

Aufgrund des am 20. Juni 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 64.491/4 des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers für Transportwesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL 1 — Begriffsbestimmungen, Anwendungsbereich und Zoneneinteilung der Wasserstraßen**

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören;

2° Untersuchungskommission: die in Artikel 2.01 der Rheinschiffsuntersuchungsordnung erwähnte Kommission sowie die Artikel 2.01 von Anhang 5 des vorliegenden Erlasses erwähnte Prüfstelle;

3° Drittland: jedes Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist;

4° Fahrzeug: ein Schiff oder ein schwimmendes Gerät;

5° Schiff: ein Binnenschiff oder ein Seeschiff;

6° Binnenschiff: ein Schiff, das ausschließlich oder vorwiegend für die Fahrt auf Binnenwasserstraßen bestimmt ist;

7° Schleppboot: ein eigens zum Schleppen gebautes Schiff;

8° Schubboot: ein eigens zur Fortbewegung eines Schubverbandes gebautes Schiff;

9° Fahrgastschiff: ein zur Beförderung von mehr als zwölf Fahrgästen gebautes und eingerichtetes Tagesausflugs- oder Kabinenschiff;

10° schwimmendes Gerät: eine schwimmende Konstruktion mit auf ihr vorhandenen Arbeitseinrichtungen wie Krane, Bagger, Rammen, Elevatoren;

11° schwimmende Anlage: eine schwimmende Einrichtung, die in der Regel nicht zur Fortbewegung bestimmt ist, wie eine Badeanstalt, ein Dock, eine Landebrücke, ein Bootshaus;

12° Schwimmkörper: ein Floß sowie andere einzeln oder in Verbindungen fahrtauglich gemachte Gegenstände, soweit er nicht ein Schiff, ein schwimmendes Gerät oder eine schwimmende Anlage ist;

13° Sportfahrzeug: ein für Sport- oder Erholungszwecke bestimmtes Schiff, das kein Fahrgastschiff ist;

14° schnelles Schiff: ein Fahrzeug mit Maschinenantrieb, das eine Geschwindigkeit gegen Wasser von mehr als 40 km/h erreichen kann;

15° Länge: die größte Länge des Schiffskörpers in Metern, ohne Ruder und Bugspriet;

16° Breite: die größte Breite des Schiffskörpers in Metern, gemessen an der Außenseite der Beplattung (ohne Schaufelräder, Scheuerleisten und Ähnliches);

17° Tiefgang: der senkrechte Abstand vom tiefsten Punkt des Schiffskörpers, ohne Berücksichtigung des Kiels oder anderer fester Anbauten, bis zur Ebene der größten Einsenkung des Schiffskörpers, in Metern;

18° Binnenwasserstraßen: die öffentlichen Binnenwasserstraßen des gesamten wallonischen Netzes, die für die Schifffahrt bestimmt oder genutzt werden;

19° miteinander verbundene Binnenwasserstraßen: Wasserstraßen eines Mitgliedstaats, die über Binnenwasserstraßen, die nach nationalem oder internationalem Recht von in den Anwendungsbereich der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG fallenden Fahrzeugen befahren werden können, mit Binnenwasserstraßen eines anderen Mitgliedstaats verbunden sind;



20° Stadtrundfahrtschiff: das Tagesfahrtschiff, das ausschließlich für Schiffsrundfahrten eingerichtet und bestimmt ist:

- a) dessen Ausgangspunkt sich in einem Stadtzentrum befindet;
- b) innerhalb eines von der Untersuchungskommission abgegrenzten Navigationsgebiets, das nur Binnenwasserstraßen in Zone 4 umfasst;
- c) mit einer ununterbrochenen Fahrzeit von höchstens zwei Stunden;

21° der allein fahrende Schubleichter: Der Leichter, der mit mechanischen Antriebsmitteln ausgestattet ist, die es ihm ermöglichen, kurze Fahrten durchzuführen, wenn es nicht Teil von Schubkonvois ist.

**Art. 3 - § 1.** Der vorliegenden Erlass ist anwendbar auf folgende Fahrzeuge:

- 1° Schiffe mit einer Länge von 20 m oder mehr;
- 2° Schiffe, deren Produkt aus Länge, Breite und Tiefgang ein Volumen von 100 Kubikmetern oder mehr ergibt;
- 3° Schlepp- und Schubboote, die dazu bestimmt sind, entweder Fahrzeuge nach Ziffer 1 und 2 oder schwimmende Geräte zu schleppen, zu schieben oder längsseits gekuppelt mitzuführen;
- 4° Fahrgastschiffe;
- 5° schwimmende Geräte.

§ 2. Der vorliegende Erlass ist nicht anwendbar auf folgende Fahrzeuge:

- 1° Fähren;
- 2° Militärschiffe;
- 3° Seeschiffe, einschließlich Seeschleppboote und -schubboote, die auf Seeschiffahrtsstraßen verkehren oder sich dort befinden oder
- 4° Seeschiffe, einschließlich Seeschleppboote und -schubboote, die vorübergehend auf Binnengewässern verkehren, sofern sie zumindest Folgendes mitführen:

a) ein Zeugnis zum Nachweis der Einhaltung der Vorschriften des Internationalen Übereinkommens von 1974 zum Schutz des menschlichen Lebens auf See (nachstehend SOLAS-Übereinkommen genannt) oder ein gleichwertiges Zeugnis, ein Zeugnis zum Nachweis der Einhaltung der Vorschriften des Internationalen Freibord-Übereinkommens von 1966 oder ein gleichwertiges Zeugnis und ein internationales Zeugnis über die Verhütung der Ölverschmutzung zum Nachweis der Einhaltung der Vorschriften des Internationalen Übereinkommens von 1973/78 zur Verhütung von Meeresverschmutzungen durch Schiffe (nachstehend MARPOL-Übereinkommen genannt);

b) bei Seeschiffen, die nicht unter das SOLAS-Übereinkommen, das Internationale Freibord-Übereinkommen von 1966 oder das MARPOL-Übereinkommen fallen, die nach dem Recht ihres Flaggenstaats erforderlichen einschlägigen Zeugnisse und Freibordmarken;

c) bei Fahrgastschiffen, die nicht unter eines der unter a) genannten Übereinkommen fallen, ein Zeugnis über die Sicherheitsvorschriften und -normen für Fahrgastschiffe gemäß der Richtlinie 2009/45/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Mai 2009 über Sicherheitsvorschriften und Normen für Fahrgastschiffe oder

d) bei Sportfahrzeugen, die nicht unter eines der unter a) genannten Übereinkommen fallen, ein Zeugnis des Flaggenstaats, mit dem ein angemessenes Sicherheitsniveau nachgewiesen wird.

**Art. 4 -** Die Binnenwasserstraßen werden gemäß Anhang 1 in Zonen eingeteilt.

Der Minister kann nach Konsultation der Europäischen Kommission die Klassifizierung der Wasserstraßen in den in Anhang 1 aufgeführten Zonen ändern. Diese Änderungen sind der Europäischen Kommission spätestens sechs Monate vor ihrem Inkrafttreten mitzuteilen, die die anderen Mitgliedstaaten darüber unterrichtet gemäß der Richtlinie (EU) 2006/87/CE/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2009/100/CE. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG.

**Art. 5 -** Der Minister benennt die Mitglieder der Untersuchungskommission gemäß den Bestimmungen von Anhang V dieser Verordnung.

#### KAPITEL 2 — *Schiffszeugnisse*

**Art. 6 -** Die in Artikel 3 § 1 genannten Fahrzeuge, die auf den in Artikel 4 genannten Binnenwasserstraßen verkehren, werden im Einklang mit den Anforderungen desvorliegenden Erlasses gebaut und instand gehalten.

Die Konformität eines Fahrzeugs mit Absatz 1 wird durch das Unionszeugnis für Binnenschiffe nachgewiesen.

**Art. 7 - § 1.** Das Unionszeugnis für Binnenschiffe wird von der Untersuchungskommission gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erteilt. Die Untersuchungskommission prüft bei der Erteilung eines Unionszeugnisses für Binnenschiffe, ob für das betreffende Fahrzeug nicht bereits ein gültiges Zeugnis gemäß Artikel 8 erteilt wurde.

§ 2. Das Unionszeugnis für Binnenschiffe wird nach dem Muster gemäß Anhang 2 ausgestellt.

§ 3. Das Unionszeugnis für Binnenschiffe wird einem Fahrzeug nach einer technischen Untersuchung erteilt, die vor seiner Indienststellung durchgeführt wird, um festzustellen, ob das Fahrzeug den technischen Vorschriften der Anhänge 2 und 5 entspricht.

§ 4. Gegebenenfalls wird geprüft, ob das Fahrzeug den zusätzlichen Vorschriften des Artikels 24 entspricht, und zwar:

- 1° entweder bei der in § 3 und in Artikel 29 vorgesehenen technischen Untersuchung oder
- 2° bei einer auf Antrag des Eigners des Fahrzeuges oder seines Bevollmächtigten vorgenommenen technischen Untersuchung.

§ 5. Die Untersuchungskommission, die das Unionszeugnis für Binnenschiffe ausstellt, bestimmt das Verfahren für:

- 1° die Einreichung eines Untersuchungsantrags;
- 2° die Festsetzung von Ort und Zeitpunkt der Untersuchung.

Sie bestimmt die Unterlagen, die ihr vorzulegen sind und organisiert das Verfahren so, dass die Untersuchung in einer angemessenen Frist nach der Antragstellung stattfinden kann.

§ 6. Die Untersuchungskommission erteilt auf Antrag des Eigners des Fahrzeuges oder seines Bevollmächtigten für ein Fahrzeug, das dem vorliegenden Erlass nicht unterliegt, ein Unionszeugnis für Binnenschiffe, wenn dieses Fahrzeug den Anforderungen des vorliegenden Erlasses entspricht.

**Art. 8** - Fahrzeuge, die auf den in Artikel 4 genannten Binnenwasserstraßen verkehren, müssen folgende Unterlagen im Original mitführen:

1° auf den Wasserstraßen der Zone R entweder

- ein gemäß Artikel 22 der Revidierten Rheinschiffahrtsakte vom 17. Oktober 1868 erteiltes Schiffsattest oder  
- ein Unionszeugnis für Binnenschiffe, das - gegebenenfalls entsprechend den Übergangsbestimmungen nach Anhang 2 für auf dem Rhein (Zone R) verkehrende Fahrzeuge - bestätigt, dass das Fahrzeug den technischen Vorschriften nach den Anhängen 2 und 5 - deren Gleichwertigkeit mit den aufgrund der Revidierten Rheinschiffahrtsakte festgelegten technischen Anforderungen nach den geltenden Vorschriften und Verfahren festgestellt worden ist - in vollem Umfang entspricht;

2° auf anderen Wasserstraßen ein Unionszeugnis für Binnenschiffe oder ein gemäß Artikel 22 der Revidierten Rheinschiffahrtsakte vom 17. Oktober 1868 erteiltes Schiffsattest, gegebenenfalls einschließlich zusätzlicher Unionszeugnisse für Binnenschiffe nach Artikel 9.

**Art. 9** - § 1. Es können spezifische technische Vorschriften für bestimmte Wasserstraßen festgelegt werden gemäß Artikel 23 der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG. Diese geben Anlass zur Ausstellung eines zusätzlichen Unionszeugnisses für Binnenschiffe.

§ 2. Die Untersuchungskommission kann unter den für die zu befahrenden Wasserstraßen geltenden Voraussetzungen Das zusätzliche Unionszeugnis für Binnenschiffe nach dem Muster gemäß Anhang II erteilen.

§ 3. Nur jene Fahrzeuge, die ein gültiges Unionszeugnis für Binnenschiffe oder ein gemäß Artikel 22 der Revidierten Rheinschiffahrtsakte vom 17. Oktober 1868 erteiltes Schiffsattest mitführen, können ein zusätzliches Unionszeugnis für Binnenschiffe erhalten.

**Art. 10** - § 1. Die Untersuchungskommission kann ein vorläufiges Unionszeugnis für Binnenschiffe erteilen für

1° Fahrzeuge, die zwecks Ausstellung eines Unionszeugnisses für Binnenschiffe mit Zustimmung der Untersuchungskommission an einen bestimmten Ort gefahren werden;

2° Fahrzeuge, deren Unionszeugnis für Binnenschiffe nach Artikel 14 und 16 oder den Anhängen 2 und 5 verloren gegangen ist oder beschädigt oder vorübergehend entzogen worden ist;

3° Fahrzeuge, deren Unionszeugnis für Binnenschiffe nach einer erfolgreichen Untersuchung noch in Bearbeitung ist;

4° Fahrzeuge, bei denen nicht alle Voraussetzungen für die Ausstellung eines Unionszeugnisses für Binnenschiffe gemäß den Anhängen 2 und 5 erfüllt wurden;

5° Fahrzeuge, die so beschädigt sind, dass ihr Zustand nicht mehr mit ihrem Unionszeugnis für Binnenschiffe übereinstimmt;

6° schwimmende Anlagen oder Schwimmkörper in Fällen, in denen die Untersuchungskommission nach den einschlägigen schiffahrtspolizeilichen Vorschriften die Erlaubnis für die Durchführung eines Sondertransports davon abhängig gemacht haben, dass ein vorläufiges Unionszeugnis für Binnenschiffe eingeholt wird;

7° Fahrzeuge, die von einer Abweichung von den Anhängen 2 und 5 nach den Artikeln 26 und 27 profitieren, bis zur Annahme der einschlägigen Durchführungsrechtsakte.

§ 2. Das vorläufige Unionszeugnis für Binnenschiffe wird nur erteilt, wenn die Fahrtauglichkeit des Fahrzeuges, der schwimmenden Anlage oder des Schwimmkörpers hinreichend gewährleistet erscheint. Es wird entsprechend dem Muster gemäß Anlage 2 ausgestellt.

§ 3. Das vorläufige Unionszeugnis für Binnenschiffe enthält die von der Untersuchungskommission für erforderlich gehaltenen Auflagen und ist gültig

1° in den Fällen des Paragraphen 1 Ziffern 1, 4, 5 und 6 für eine einmalige festgelegte Fahrt innerhalb eines angemessenen Zeitraums, der einen Monat nicht überschreiten darf;

2° in den Fällen des Paragraphen 1 Ziffern 2 und 3 für einen angemessenen Zeitraum;

3° in den Fällen des Paragraphen 1 Ziffer 7 für sechs Monate;

In Bezug auf Ziffer 3 darf das vorläufige Unionszeugnis für Binnenschiffe jeweils um sechs Monate verlängert werden, bis der entsprechende Durchführungsrechtsakt erlassen wurde.

**Art. 11** - § 1. Die Gültigkeitsdauer der für neu gebaute Fahrzeuge erteilten Unionszeugnisse für Binnenschiffe wird von der Untersuchungskommission festgelegt und beträgt höchstens

a) für Fahrgastschiffe und schnelle Schiffe: fünf Jahre;

b) für alle anderen Fahrzeuge: zehn Jahre.

§ 2. Die Gültigkeitsdauer wird im Unionszeugnis für Binnenschiffe vermerkt.

§ 3. Für Fahrzeuge, die vor Durchführung der technischen Untersuchung schon in Betrieb gewesen sind, wird die Gültigkeitsdauer des Unionszeugnisses für Binnenschiffe von der Untersuchungskommission im Einzelfall nach dem Ergebnis der Untersuchung festgelegt. Die Gültigkeitsdauer darf jedoch die vorgeschriebenen Fristen nach Paragraph 1 nicht überschreiten.

**Art. 12** - Die Gültigkeitsdauer eines Unionszeugnisses für Binnenschiffe kann von der Untersuchungskommission, die es erteilt oder erneuert hat, ausnahmsweise ohne technische Untersuchung um höchstens sechs Monate nach den Anhängen 2 und 5 verlängert werden. Die Verlängerung der Gültigkeitsdauer wird in diesem Zeugnis vermerkt.

**Art. 13** - § 1. Das Unionszeugnis für Binnenschiffe wird nach Ablauf seiner Gültigkeitsdauer von der Untersuchungskommission nach den in Artikel 7 festgelegten Bedingungen im Anschluss an eine technische Untersuchung, mit der geprüft wird, ob das Fahrzeug den technischen Vorschriften gemäß den Anhängen 2 und 5 genügt, erneuert.

§ 2. Werden Unionszeugnisse für Binnenschiffe erneuert, so gelten für die Fahrzeuge die Übergangsbestimmungen des Anhangs 2 unter den dort genannten Bedingungen.

**Art. 14 - § 1.** Beim Verlust des Unionszeugnisses für Binnenschiffe oder des zusätzlichen Unionszeugnisses für Binnenschiffe reicht der Eigner des Fahrzeugs bei der Untersuchungskommission, die das Zeugnis ausgestellt hat, eine Erklärung über den Verlust ein.

Die Untersuchungskommission stellt ein Duplikat der in Absatz 1 angeführten Zeugnisse aus. Auf dem Ersatzzeugnis wird der Vermerk "Duplikat" angeführt.

§ 2. Ist ein Unionszeugnis für Binnenschiffe oder ein zusätzliches Unionszeugnis für Binnenschiffe beschädigt, unleserlich oder unbrauchbar, gibt der Eigner des Fahrzeugs dieses Zeugnis bei der Untersuchungskommission, die es ausgestellt hat, zurück.

Die Untersuchungskommission stellt ein Duplikat des in Absatz 1 angeführten Zeugnisses aus. Auf dem Ersatzzeugnis wird der Vermerk "Duplikat" angeführt.

**Art. 15 - § 1.** Nach jeder wesentlichen Änderung oder Instandsetzung, die die Einhaltung der technischen Vorschriften gemäß den Anhängen 2 und 5 durch das Fahrzeug in Bezug auf dessen Festigkeit, seine Fahr- oder Manövriereigenschaften oder besonderen Merkmale beeinflusst, wird das Fahrzeug der technischen Untersuchung nach Artikel 7 unterzogen, bevor es wieder eine Fahrt antritt.

§ 2. Nach dieser Untersuchung wird das bisherige Unionszeugnis für Binnenschiffe geändert, um den veränderten technischen Merkmalen des Fahrzeuges Rechnung zu tragen, oder dieses Zeugnis wird eingezogen und ein neues erteilt. Wird das neue Zeugnis in einem anderen Mitgliedstaat als demjenigen erteilt, in dem das ursprüngliche Zeugnis erteilt oder erneuert worden ist, so wird die Untersuchungskommission, die das Zeugnis erteilt oder erneuert hat, binnen 30 Tagen ab dem Zeitpunkt der Erteilung des neuen Zeugnisses unterrichtet.

Gegebenenfalls informiert die Untersuchungskommission innerhalb von 30 Tagen die zuständige Behörde des Mitgliedstaats, der das ursprüngliche Zeugnis ausgestellt oder erneuert hat.

**Art. 16 - § 1.** Die Untersuchungskommission teilt dem Eigner jede Entscheidung über die Ablehnung der Erteilung oder Erneuerung und Entziehung von Unionszeugnissen für Binnenschiffe unter Angabe der in Paragraph 3 angeführten Einspruchsmöglichkeiten und Einspruchsfristen mit.

Jede Entscheidung über die Ablehnung der Erteilung oder Erneuerung eines Unionszeugnisses für Binnenschiffe ist zu begründen.

§ 2. Jedes Unionszeugnis für Binnenschiffe oder zusätzliche Unionszeugnis für Binnenschiffe, das von der Untersuchungskommission erteilt oder erneuert wurde, kann von dieser Untersuchungskommission entzogen werden, wenn das Fahrzeug nicht mehr den seinem Zeugnis entsprechenden technischen Vorschriften genügt.

§ 3. Der Eigner oder sein Bevollmächtigter hat die Möglichkeit, durch einen per Einschreiben eingereichten begründeten Antrag Beschwerde gegen die in den Paragraphen 1 und 2 genannten Entscheidungen einzulegen innerhalb von vierzig Tagen nach Zustellung der Entscheidung.

Der Antrag ist bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserwege gehören, einzureichen unter Angabe des Namens und Eigenschaft des Beschwerdeführers. Zudem beinhaltet er eine Kopie der Entscheidung, die Gegenstand der Beschwerde ist.

Der Einspruch setzt die Vollstreckung der Entscheidung nicht aus.

Der Minister trifft innerhalb von 60 Tagen nach Eingang des in Absatz 1 genannten Antrags eine mit Gründen versehene Entscheidung.

**Art. 17 - § 1.** Bis zum Inkrafttreten von Abkommen zwischen der Union und Drittländern über die gegenseitige Anerkennung der Schiffszeugnisse kann die Untersuchungskommission Schiffszeugnisse von Fahrzeugen aus Drittländern für die Fahrt im Hoheitsgebiet dieses Mitgliedstaats anerkennen.

§ 2. Die Erteilung der Unionszeugnisse für Binnenschiffe für die Schiffe der Drittländer erfolgt gemäß Artikel 7.

**Art. 18 -** Die Untersuchungskommission führt ein Register aller Zeugnisse, die sie gemäß den Artikeln 7, 9, 10 und 13 erteilt oder erneuert hat. Dieses Register enthält alle im Muster gemäß Anhang 2 aufgeführten Informationen.

#### KAPITEL 3 — *Schiffskennzeichen, Untersuchungen und abgewandelte technische Vorschriften*

**Art. 19 - § 1.** Die Untersuchungskommission erteilt jedem Fahrzeug eine einheitliche europäische Schiffsnummer (nachstehend ENI genannt) gemäß den Anhängen 2 und 5.

§ 2. Jedes Fahrzeug verfügt nur über eine einzige ENI, die während der gesamten Lebensdauer des Fahrzeuges unverändert bleibt.

§ 3. Bei der Erteilung eines Unionszeugnisses für Binnenschiffe trägt die Untersuchungskommission darin die ENI ein.

**Art. 20 - § 1.** Gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gibt die Untersuchungskommission für jedes Fahrzeug unverzüglich Folgendes in die Europäische Schiffsdatenbank EHDB ein:

- 1° die Daten zur Identifizierung und Beschreibung des Fahrzeuges;
- 2° die Daten in Bezug auf die erteilten, erneuerten, ersetzten und entzogenen Zeugnisse sowie auf die Untersuchungskommission, die das Zeugnis erteilt;
- 3° eine digitale Kopie aller Zeugnisse, die von der Untersuchungskommission erteilt wurden;
- 4° die Daten zu allen abgelehnten oder laufenden Anträgen auf Zeugnisse und alle Änderungen der unter den Ziffern 1 bis 4 genannten Angaben.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Daten können von der Untersuchungskommission zu folgenden Zwecken verarbeitet werden:

1° Anwendung des vorliegenden Erlasses und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Umsetzung der Richtlinie 2005/44/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über harmonisierte Binnenschiffahrtsinformationsdienste (RIS) auf den Binnenwasserstraßen der Gemeinschaft;

- 2° Gewährleistung der Binnenschiffahrt und des Infrastrukturbetriebs;
- 3° Aufrechterhaltung oder Durchsetzung der Sicherheit der Schifffahrt;
- 4° statistische Datenerfassung.

§ 3. Die Untersuchungskommission darf personenbezogene Daten an einen Drittstaat oder eine internationale Organisation übermitteln, sofern dies nur auf Einzelfallbasis geschieht und sofern die Anforderungen der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung), insbesondere die des Kapitels V.

§ 4. Die Untersuchungskommission stellt sicher, dass die ein Fahrzeug betreffenden Daten aus der Datenbank gemäß Paragraph 1 gelöscht werden, wenn das Fahrzeug verschrottet wird.

**Art. 21** - Die Untersuchungskommission führt die in diesem Erlass genannten Erstuntersuchungen, wiederkehrenden Untersuchungen, Sonderuntersuchungen und freiwilligen Untersuchungen durch.

Die Untersuchungskommission kann ganz oder teilweise davon absehen, die technische Untersuchung bei einem Fahrzeug durchzuführen, wenn sich aus einer gültigen Bescheinigung einer gemäß Artikel 22 anerkannten Klassifikationsgesellschaft ergibt, dass das Fahrzeug ganz oder teilweise den technischen Vorschriften der Anhänge 2 und 5 entspricht.

**Art. 22** - § 1. Der Minister unterbreitet der Kommission jeden Antrag auf Anerkennung als Klassifikationsgesellschaft, die zur Erteilung von Bescheinigungen befugt ist, wonach das Fahrzeug Richtlinie den Anforderungen der Anhänge 2 und 5 entspricht.

Diesem Antrag werden alle Informationen und Unterlagen beigelegt, die zur Prüfung der Erfüllung der Kriterien für die Anerkennung erforderlich sind.

§ 2. Der Minister kann auf der Grundlage einer Stellungnahme der Untersuchungskommission bei der Europäischen Kommission den Entzug der Anerkennung beantragen, wenn seiner Ansicht nach eine Klassifikationsgesellschaft die Kriterien nach Anhang 6 nicht länger erfüllt.

Diesem Antrag werden entsprechende Belege beigelegt.

**Art. 23** - § 1. Die Untersuchungskommission kann jederzeit kontrollieren, ob ein Fahrzeug ein gültiges Zeugnis gemäß Artikel 8 mit sich führt und ob es die Anforderungen für die Erteilung dieses Zeugnisses erfüllt.

Werden die Anforderungen nicht eingehalten, so ergreift die Untersuchungskommission geeignete Maßnahmen in Einklang mit den Paragraphen 2 bis 5 des vorliegenden Artikels. Sie verlangt ferner, dass der Eigner des Fahrzeuges oder sein Bevollmächtigter alle erforderlichen Maßnahmen ergreift, um innerhalb einer von ihr gesetzten Frist Abhilfe zu schaffen.

Die Untersuchungskommission, die das auf dem Fahrzeug mitgeführte Zeugnis erteilt hat, wird innerhalb von sieben Tagen nach der Kontrolle von der Nichteinhaltung in Kenntnis gesetzt.

§ 2. Wird kein gültiges Zeugnis mitgeführt, so kann die Weiterfahrt des Fahrzeuges untersagt werden.

§ 3. Stellt die Untersuchungskommission bei der Kontrolle fest, dass das Fahrzeug eine offenkundige Gefahr für die an Bord befindlichen Personen, die Umwelt oder die Sicherheit der Schifffahrt darstellt, so kann sie die Weiterfahrt des Fahrzeuges so lange untersagen, bis die notwendigen Abhilfemaßnahmen getroffen werden.

Die Untersuchungskommission kann auch verhältnismäßige Maßnahmen vorschreiben, die es ermöglichen, dass das Fahrzeug - gegebenenfalls nach durchgeführter Beförderung -, bis zu einem Ort, an dem es untersucht oder instandgesetzt wird, ohne Gefahr weitergefahren wird.

§ 4. Die Untersuchungskommission, die die Weiterfahrt eines Fahrzeuges untersagt hat oder den Eigner des Fahrzeuges oder seinen Bevollmächtigten von seiner Absicht unterrichtet hat, die Weiterfahrt zu untersagen, sofern die festgestellten Mängel nicht behoben werden, unterrichtet innerhalb von sieben Tagen die Untersuchungskommission, die das Zeugnis des Fahrzeuges erteilt oder zuletzt erneuert hatte, über die von ihm getroffene oder beabsichtigte Entscheidung.

§ 5. Jede Entscheidung, aufgrund derer im Rahmen der Durchführung des vorliegenden Erlasses die Fahrt eines Fahrzeuges unterbrochen wird, ist genau zu begründen. Eine solche Entscheidung wird dem Beteiligten unter Angabe der diesbezüglich vorgesehenen Rechtsmittel und der Rechtsmittelfristen unverzüglich zugestellt.

**Art. 24** - § 1. Für Schiffe, die auf dem Gebiet der wallonischen Region ausschließlich auf Wasserstraßen der Zone 4 verkehren, erlässt die Untersuchungskommission technische Vorschriften, die weniger streng sind als die technischen Vorschriften der Anhänge 2 und 5. Diese eingeschränkten technischen Vorschriften werden in Anhang 3 erläutert.

§ 2. Die Einhaltung der abgewandelten technischen Vorschriften gemäß den Paragraph 1 wird im Unionszeugnis für Binnenschiffe oder im zusätzlichen Unionszeugnis für Binnenschiffe angegeben.

**Art. 25** - § 1. Die Untersuchungskommission kann unter Aufrechterhaltung eines angemessenen Sicherheitsniveaus für die Stadtrundfahrtschiffe, die auf miteinander verbundenen Binnenwasserstraßen verkehren, eine vollständige oder teilweise Abweichung von der Anwendung des vorliegenden Erlasses gewähren.

§ 2. Unbeschadet der Revidierten Rheinschiffahrtsakte vom 17. Oktober 1868 kann die Untersuchungskommission eine Abweichung von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses für allein fahrende Schubleichter, die allein fahren und deren Strecke aus begrenzten Fahrten von lokalem Interesse oder in Hafengebieten besteht.

Diese Abweichungen werden in dem Unionszeugnis für Binnenschiffe oder in dem zusätzlichen Unionszeugnis für Binnenschiffe des betreffenden Fahrzeuges angegeben.

§ 4. Diese Abweichungen werden in Anhang 4 aufgeführt.

**Art. 26** - Die Untersuchungskommission gibt in dem Unionszeugnis für Binnenschiffe etwaige Abweichungen und Anerkennungen von Gleichwertigkeitserklärungen an, die anwendbar sind gemäß einer Durchführungsakte nach Artikel 25 der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG.

**Art. 27** - Nach Ende der Geltungsdauer der Übergangsbestimmungen für technische Vorschriften nach Anhang 2 kann die Untersuchungskommission vorbehaltlich der von der Europäischen Kommission festgelegten Bedingungen Abweichungen von den technischen Vorschriften nach jenem Anhang, die Gegenstand dieser Übergangsbestimmungen waren, zulassen, wenn diese Vorschriften technisch schwierig anzuwenden sind oder ihre Anwendung unverhältnismäßige Kosten verursachen würde.

Die Untersuchungskommission gibt etwaige Abweichungen nach Absatz 1 in dem Unionszeugnis für Binnenschiffe an.

KAPITEL 4 — *Übergangsbestimmungen*

**Art. 28** - Dokumente, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fallen und von der Untersuchungskommission gemäß dem Königlichen Erlass vom 19. März 2009 über die technischen Vorschriften für Binnenschiffe erteilt wurden, bleiben bis zu ihrem Ablauf gültig.

**Art. 29** - § 1. Für Fahrzeuge, die vom Anwendungsbereich der Richtlinie 82/714/EWG des Rates über die technischen Vorschriften für Binnenschiffe ausgenommen waren, jedoch von Artikel 3 § 1 des vorliegenden Erlasses erfasst werden, wird das Unionszeugnis für Binnenschiffe nach einer technischen Untersuchung erteilt, die durchgeführt wird, um festzustellen, ob das Fahrzeug den technischen Vorschriften der Anhänge 2 und 5 der vorliegenden Richtlinie entspricht. Diese technische Untersuchung wird bei Ablauf des geltenden Schiffszeugnisses und in jedem Fall spätestens bis zum 30. Dezember 2018 durchgeführt.

§ 2. Eine Nichteinhaltung der technischen Vorschriften der Anhänge 2 und 5 wird in dem Unionszeugnis für Binnenschiffe angegeben. Ist die Untersuchungskommission der Ansicht, dass diese Unzulänglichkeiten keine offenkundige Gefahr darstellen, so dürfen die in § 1 genannten Fahrzeuge ihren Betrieb so lange fortsetzen, bis diejenigen Bauteile oder Bereiche des Fahrzeuges, bei denen die Nichteinhaltung dieser Vorschriften festgestellt wurde, ersetzt oder geändert worden sind; danach müssen diese Bauteile oder Bereiche den technischen Vorschriften der Anhänge 2 und 5 entsprechen.

§ 3. Der Ersatz bestehender Bauteile durch identische Teile oder Teile von gleichwertiger Technologie und Bauart während routinemäßig durchgeführter Instandsetzungs- und Wartungsarbeiten gilt nicht als Ersatz oder Änderung im Sinne von Paragraph 2.

§ 4. Eine offenkundige Gefahr im Sinne von Paragraph 2 gilt insbesondere als gegeben, wenn Vorschriften hinsichtlich der Festigkeit des Baus, der Fahr- oder Manövriereigenschaften oder besonderer Merkmale des Fahrzeuges gemäß den technischen Vorschriften der Anhänge 2 und 5 betroffen sind. Nach den technischen Vorschriften der Anhänge 2 und 5 zulässige Abweichungen werden nicht als Unzulänglichkeiten festgehalten, die eine offenkundige Gefahr darstellen.

KAPITEL 5 — *Abänderungsbestimmungen**Abschnitt 1* — Änderungen des Königlichen Erlasses vom 9. März 2007 über die Besatzungsvorschriften auf den Wasserstraßen des Königreichs

**Art. 30** - Artikel 1 der französischen Fassung des Königlichen Erlasses vom 9. März 2007 über die Besatzungsvorschriften auf den Wasserstraßen des Königreichs, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 30. November 2011, wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 2 wird Buchstabe a) durch Folgendes ersetzt:

« a) le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure délivré conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE ou; »;

b) unter Ziffer 2 wird Buchstabe b) durch Folgendes ersetzt:

“ b) le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure délivré conformément à la Directive n° 2016/1629 UE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure ou; ”;

c) Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“ 3° Commission de visite : la Commission de visite, telle que déterminée à l'article 2.01 du Règlement de Visite des Bateaux du Rhin (RVBR) et à l'article 2.01 de l'annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE; ”;

d) Ziffer 23 wird durch Folgendes ersetzt:

“ 23° bateau de promenade urbaine : un bateau pour les excursions journalières qui est exclusivement aménagé et destiné aux promenades en bateau :

a) dont le lieu de départ est situé dans un centre-ville;

b) dans un périmètre de navigation délimitée par la Commission de visite et comprenant uniquement des voies d'eau intérieures de la zone 4;

c) avec une durée de navigation maximale ininterrompue de deux heures.

e) Ziffer 27 wird durch Folgendes ersetzt:

« 27° Administration : les services compétents pour le contrôle de la navigation intérieure ”.

**Art. 31** - In der Artikel 15 § 2 der französischen Fassung desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 30. November 2011, wird die Wortfolge “certificat communautaire” durch die Wortfolge “certificat de l'Union pour les bateaux de navigation intérieure” ersetzt.

**Art. 32** - In Artikel 16 § 1 Ziffer 1 Buchstabe j) der französischen Fassung desselben Erlasses wird die Wortfolge “certificat communautaire” durch die Wortfolge “certificat de l'Union pour les bateaux de navigation intérieure” ersetzt.

**Art. 33** - In den Artikeln 19/1 § 4 Ziffer 4 und § 5 Ziffer 1, und 24/1 § 4 Ziffer 4, § 5 Ziffer 1, § 6 Ziffer 1 und § 7 Ziffer 1 der französischen Fassung desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 30. November 2011, wird die Wortfolge “l'arrêté royal du 19 mars 2009 relatif portant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure” durch die Wortfolge “l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.” ersetzt.

**Art. 34** - In Artikel 25/3, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 30. November 2011, der französischen Fassung desselben Erlasses wird die Wortfolge "l'arrêté royal du 19 mars 2009 relatif portant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure" durch die Wortfolge "l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE." ersetzt.

*Abschnitt 2 — Änderungen des Königlichen Erlasses vom 7. Dezember 2007 zur Festlegung des Vergütungstarifs für Leistungen im Zusammenhang mit der Zertifizierung von Binnenschiffen*

**Art. 35** - Artikel 1 der französischen Fassung des Königlichen Erlasses vom 7. Dezember 2007 zur Festlegung des Vergütungstarifs für Leistungen im Zusammenhang mit der Zertifizierung von Binnenschiffen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 19. März 2009, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° certificat de visite": un certificat délivré conformément à l'article 22 de la convention révisée pour la navigation du Rhin.;"

b) Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"6° certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure : certificat tel que défini à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.;"

c) Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"7° certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure : certificat tel que défini à l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE.;"

d) Unter Ziffer 8 wird die Wortfolge "Commission de visite des Bateaux du Rhin instaurée en application des dispositions du Règlement de visite des bateaux du Rhin approuvé par l'arrêté royal du 30 mars 1976" durch die Wortfolge "Commission de visite telle que déterminée à l'article 2.01 du Règlement de visite des bateaux du Rhin (RVBR) ainsi qu'à l'article 2.01 de l'annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE." ersetzt;

e) Ziffer 9 wird durch Folgendes ersetzt: "9° Ministre: le ministre qui a les voies hydrauliques dans ses compétences."

**Art. 36** - In Artikel 2 der französischen Fassung desselben Erlasses wird die Wortfolge "Commission pour la Visite des Bateaux du Rhin, instaurée en l'application des dispositions du Règlement relatif à la Visite des Bateaux du Rhin, approuvée par l'arrêté royal du 30 mars 1976" durch die Wortfolge "Commission de visite, déterminée à l'article 2.01 du Règlement de Visite des Bateaux du Rhin (RVBR) et l'article 2.01 de l'annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE." ersetzt;

*KAPITEL 6 — Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. März 2009 über die technischen Vorschriften für Binnenschiffe*

**Art. 37** - Der Königliche Erlass vom 19. März 2009 über die technischen Vorschriften für Binnenschiffe, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 10. August 2009, vom 4. Juli 2011 und vom 26. Dezember 2013 wird aufgehoben.

*KAPITEL 7 — Schlussbestimmungen*

**Art. 38** - Der vorliegende Erlass wird am 7. Oktober 2018 wirksam.

**Art. 39** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,  
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## ANHANG 1 — Liste der Binnenwasserstraßen der Wallonischen Region

Zone 1: Keine

Zone 2: Keine

Zone 3: Keine

Zone 4: Das gesamte wallonische Netz

Zone R: Diejenigen der Wasserstraßen der Zonen 1 bis 4, für die gemäß Artikel 22 der Revidierten Rheinschiffahrtsakte in der am 6. Oktober 2016 geltenden Fassung des genannten Artikels ein Schiffsattest zu erteilen ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,  
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## ANHANG 2 — Technische Mindestvorschriften für Fahrzeuge auf Binnenwasserstraßen der Zonen 1, 2,3 und 4

Bei den technischen Vorschriften für Fahrzeuge handelt es sich um diejenigen, die in dem ES-TRIN-Standard 2015/1 in seiner letzten Fassung (Europäischer Standard der technischen Vorschriften für Binnenschiffe) aufgeführt sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,  
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## ANHANG 3 — Abweichungen für die Fahrzeuge, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausschließlich auf Wasserstraßen der Zone 4 verkehren

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmung*

## Artikel 1.01. Anwendbarkeit von Anhang 2

Die Bestimmungen des Anhangs 2 gelten vorbehaltlich der Bestimmungen des vorliegenden Anhangs.

KAPITEL 2 — *Abweichungen für alle Fahrzeuge, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausschließlich auf Wasserstraßen der Zone 4 verkehren*

## Art. 2.01 - Geschwindigkeit (Vorausfahrt)

Abweichend von den Bestimmungen des Anhangs 2 Artikel 5.06 Absatz 1 müssen Schiffe und Konvois, die ausschließlich auf den Binnenwasserstraßen der Zone 4 in der Wallonischen Region fahren, eine Fahrt durchs Wasser von mindestens 11 km/h erreichen. Ist dies der Fall, so vermerkt die Untersuchungskommission in dem Unionszeugnis für Binnenschiffe unter Nummer 52:

„Das Schiff hat eine begrenzte Fahrt durchs Wasser, die in Artikel 2.01 des Anhangs 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG beigefügt zu werden festgelegt ist.“

## Art. 2.02 - Beiboot

Ein Schiff, das ausschließlich in den Binnenwasserstraßen der Zonen 4 der Wallonischen Region fährt, benötigt kein Beiboot, wenn das Schiff über eine Rettungsinsel gemäß Anhang 2 Artikel 19.09 Absatz 5 verfügt.

Die Untersuchungskommission kann andere kollektive Rettungsmittel für Schiffe genehmigen, die ausschließlich in den Binnenwasserstraßen der Zonen 4 der Wallonischen Region fahren, wenn das Schiff kein Beiboot besitzt, sofern die allgemeine Sicherheit der Besatzung nicht gefährdet wird.

Ist dies der Fall, so vermerkt die Untersuchungskommission in dem Unionszeugnis für Binnenschiffe unter Nummer 52: „Das Schiff verfügt über folgende kollektive Rettungsmittel gemäß Anhang 3 Artikel 2.02 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG.“

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,  
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

#### ANHANG 4 — Abweichungen für bestimmte Fahrzeugkategorien

##### KAPITEL 1 — Sonderbestimmungen für Stadtrundfahrtschiffe

###### Artikel 1.01. Allgemeine Bestimmung

1. In Übereinstimmung mit Artikel 25 des vorliegenden Erlasses kann die Untersuchungskommission nach den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels die Stadtrundfahrtschiffe ganz oder teilweise von der Anwendung des vorliegenden Erlasses befreien.

2. Bei den Stadtrundfahrtschiffen kann es sich um offene oder geschlossene Schiffe handeln. Der Bau und die Ausrüstung dieser Stadtrundfahrtschiffe unterliegen lediglich den Artikeln 1.02 bis 1.14 des vorliegenden Anhangs, wenn:

a) die offenen Stadtrundfahrtschiffe

1° eine Höchstlänge von zwanzig Metern haben;

2° keinen geschlossenen Aufbau aufweisen;

3° ihre Fahrgäste im Freien transportieren;

4° kein durchlaufendes Deck haben.

Was Ziffer 3 betrifft, gilt eine vorübergehend aufgespannte Plane nicht als geschlossener Aufbau.

Wenn dies der Fall ist, vermerkt die Untersuchungskommission in dem Unionszeugnis für Binnenschiffe unter der Nummer 52: "Das Fahrzeug ist ein offenes Stadtrundfahrtschiff gemäß Anhang 4, Artikel 1.01 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG, und wird im Zentrum der Stadt..... fahren, und zwar lediglich im wie folgt abgegrenzten Navigationsgebiet: ...".

b) die geschlossenen Stadtrundfahrtschiffe

1° eine Höchstlänge von dreißig Metern haben;

2° Räume für Fahrgäste aufweisen, die sich teilweise unter dem Gangbord befinden;

3° ein größtenteils durchlaufendes Deck aufweisen.

Wenn dies der Fall ist, vermerkt die Untersuchungskommission in dem Unionszeugnis für Binnenschiffe unter der Nummer 52: "Das Fahrzeug ist ein geschlossenes Stadtrundfahrtschiff gemäß Anhang 4, Artikel 1.01 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG, und wird im Zentrum der Stadt..... fahren und von..... abfahren; es darf lediglich im wie folgt abgegrenzten Navigationsgebiet fahren: ...".

###### Art. 1.02. Anwendbarkeit von Anhang 2

Die Bestimmungen von Anhang 2 sind auf die Stadtrundfahrtschiffe anwendbar, mit Ausnahme der nachstehend angeführten Bestimmungen:

Die nachstehenden Bestimmungen von Anhang 2 sind nicht auf die Stadtrundfahrtschiffe anwendbar:

- Art. 3.03 Absätze 1 bis 5 einschließlich, und Absatz 7;
- Art. 3.04;
- Art. 5.01 Absätze 2 und 3 und Artikel 5.02 bis 5.08 einschließlich;
- Art. 6.02 Absatz 3;
- Art. 6.07 Absatz 2;
- Art. 7.07 und 7.08;
- Art. 7.11 bis 7.13 einschließlich;
- Art. 8.02 Absatz 5;
- Art. 8.03 Absätze 2 und 3;
- Art. 8.04 für die Stadtrundfahrtschiffe mit einem Außenbordmotor;
- Art. 8.05 Absätze 2, 6, 12 und 13;
- Art. 8.08 Absätze 2 bis 11 für offene Stadtrundfahrtschiffe;
- Art. 8.09;
- Art. 10.02 Absatz 1;
- Art. 13.01 und 13.02;
- Art. 13.03 Absatz 1;
- Art. 13.04;
- Art. 19.01 Absatz 4;
- Art. 19.02 Absätze 3, 9 bis 12, 14 und 15;
- Art. 19.05 Absätze 2 und 3;



- Art. 19.06 Absätze 1 bis 13 und 16 bis 19;
- Art. 19.07;
- Art. 19.08 Absätze 1 und 3 bis 9;
- Art. 19.09 Absätze 1 bis 4, 10 und 11;
- Art. 19.10 Absätze 2 bis 8, 10 und 11;
- Art. 19.11, nur für offene Stadtrundfahrtschiffe. Artikel 19.11 Absatz 1 und die in Absatz 2 angeführten Tabellen, in Bezug auf die Abschottungen zwischen Maschinen- und Aufenthaltsräumen, sowie Absatz 2 a) und die Absätze 3, 4, 6, 7 und 14 sind auf die geschlossenen Stadtrundfahrtschiffe anwendbar;
- Art. 19.12 mit Ausnahme von Absatz 9, der auf die geschlossenen Stadtrundfahrtschiffe anwendbar bleibt;
- Art. 19.13, nur für offene Stadtrundfahrtschiffe;
- Art. 19.14;
- Art. 31.01 bis 31.03.

#### Art. 1.03. Wasserdichte Schotte

1. Die Stadtrundfahrtschiffe mit einer Länge von mehr als zehn Metern verfügen über ein wasserdichtes Kollisionsschott ohne Öffnung, das sich in einem Abstand von mindestens zehn und höchstens sechzig Zentimetern vom vorderen Lot befindet. In dem Bereich vor diesem Kollisionsschott muss das Stadtrundfahrtschiff mit einem wasserdichten Deck geschlossen sein.

2. Für offene Stadtrundfahrtschiffe aus Holz kann die Untersuchungskommission Abweichungen von Absatz 1 gewähren.

3. Für offene Stadtrundfahrtschiffe mit einem Innenbordmotor muss sich um diesen Motor eine feuerbeständige Haube befinden.

4. In geschlossenen Stadtrundfahrtschiffen werden zusätzliche wasserdichte Schotte eingerichtet, die bis zur oberen Kante der Bordwand reichen:

- a) ein wasserdichtes Schott zwischen dem Maschinenraum und den Fahrgasträumen;
- b) ein Hinterpiekschott in einem angemessenen Abstand vom Schiffsheck, für Schiffe mit einer Länge von mehr als fünfundzwanzig Metern.

#### Art. 1.04. Stabilität

1. In Abweichung von Anhang 2, Artikel 19.03, gilt die Reserveschwimmfähigkeit eines offenen Stadtrundfahrtschiffs als ausreichend wenn das Schiff im Leckzustand noch einen Freibord von mindestens fünf Zentimetern hat.

2. In Abweichung von Anhang 2, Artikel 19.03 Absätze 5 und 6 müssen bei offenen Stadtrundfahrtschiffen, die mit Ausnahme der Durchgangswege vollständig mit festen Sitzbänken ausgestattet sind, weder die Auswirkungen des Winddrucks noch die Fliehkraft anlässlich eines plötzlichen Rudermanövers berücksichtigt werden.

#### Art. 1.05. Sicherheitsabstand

In Abweichung von den Regeln von Anhang 2 Artikel 19.04 ist für die Stadtrundfahrtschiffe ein minimaler Sicherheitsabstand von dreißig Zentimetern erlaubt.

#### Art. 1.06. Höchstzahl der Fahrgäste.

1. Die Höchstzahl der zugelassenen Fahrgäste wird so festgelegt, dass die Regeln in Bezug auf die Stabilität und den Freibord eingehalten werden können.

2. Die Höchstzahl der zugelassenen Fahrgäste darf die Anzahl der für die Fahrgäste verfügbaren Plätze nicht überschreiten.

3. Was die Sitzplätze betrifft, wird in den offenen Stadtrundfahrtschiffen eine Mindestbreite von vierzig Zentimetern pro Fahrgast vorgesehen. In den geschlossenen Stadtrundfahrtschiffen beträgt diese Breite mindestens fünfundvierzig Zentimeter, mit einem freien Raum von mindestens dreißig Zentimetern zwischen den Sitzbänken oder Sitzen.

#### Art. 1.07. Fallschutz

1. Die nicht geschlossenen Teile der Decks der offenen Stadtrundfahrtschiffe, die vollständig mit festen Querbänken besetzt sind, verfügen über mindestens dreißig Zentimeter hohe ortsfeste Relings oder Geländer, ab der Sitzhöhe gemessen.

2. Wenn Fahrgäste in einem offenen Cockpit oder auf einem offenen Deck Platz nehmen können, verfügen die geschlossenen Stadtrundfahrtschiffe über ortsfeste Relings oder Geländer, die sich in einem Abstand von mindestens zwanzig Zentimetern vom Außenrand des Schiffes (einschließlich der Schutzleisten) befinden.

#### Art. 1.08. Zu-, Aus- und Durchgänge

1. Die offenen Stadtrundfahrtschiffe mit einem Aufbau nach Artikel 1.01 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 3 verfügen über einen freien Mittelgang über die gesamte Länge des für die Fahrgäste bestimmten Bereichs. Dieser Mittelgang ist mindestens fünfundvierzig Zentimeter breit.

2. Die offenen Stadtrundfahrtschiffe mit einem Aufbau nach Artikel 1.01 Absatz 2 Buchstabe a verfügen über einen Ausgang mit einer freien Breite von mindestens fünfzig Zentimetern sowohl im vorderen als im hinteren Teil des für die Fahrgäste bestimmten Bereichs. Einer dieser Ausgänge kann durch zwei Notausgänge ersetzt werden, mit einer freien Durchgangsbreite von mindestens sechzig Zentimetern und einer Höhe von mindestens achtzig Zentimetern.

3. Auf geschlossenen Stadtrundfahrtschiffen ist die freie Zugangsbreite mindestens achtzig Zentimeter. Die freie Breite des Gangs zwischen den Sitzen ist mindestens siebenzig Zentimeter, gemessen in einer Höhe von mindestens neunzig Zentimetern über dem Boden. Unterhalb von neunzig Zentimetern über dem Boden beträgt diese Breite überall mindestens sechzig Zentimeter.

4. Auf geschlossenen Stadtrundfahrtschiffen ist ein mindestens achtzig Zentimeter breiter Notausgang vorgesehen. Der Notausgang kann durch mindestens zwei aufwerfbare Notluken im Dach ersetzt werden. Jede Notluke im Dach hat eine freie Öffnung von mindestens 0,36 m<sup>2</sup>, wobei die kleinste Abmessung fünfzig Zentimeter nicht unterschreiten darf.

5. Auf geschlossenen Stadtrundfahrtschiffen können die durch wasserdichte Schotte und wasserdichte Türen mit einer begrenzten Höhe getrennten Abteilungen in aller Sicherheit geräumt werden. Der Notausstieg kann jedoch über die eine oder andere Abteilung erfolgen.

6. Auf geschlossenen Stadtrundfahrtschiffen ist an den folgenden Stellen eine ausreichende Beleuchtung vorzusehen: an den Zugängen für die Fahrgäste, den Notausgängen, und den Stellen, wo sich die Rettungsmittel und Feuerlöscher befinden.

7. Die Stadtrundfahrtschiffe sind so eingerichtet, dass die Fahrgäste in aller Sicherheit ein- und aussteigen können. Wenn nötig werden Haltegriffe und Treppenstufen vorgesehen.

#### Art. 1.09. Antriebsmaschinen

1. Die Leistungsstärke der Antriebsmaschinen ermöglicht es, das Stadtrundfahrtschiff bei maximaler Beladung und voller Motorleistung innerhalb einer Entfernung zum Stillstand zu bringen, die höchstens zweimal der Länge des Schiffes entspricht.

2. Was den benutzten Kraftstoff betrifft, kann die Untersuchungskommission von Anhang 2 Artikel 8.01 Absatz 3 abweichen, wenn mindestens ein gleichwertiger Sicherheitsgrad gewährleistet wird.

3. Das maximale Fassungsvermögen eines direkt an einen Außenbordmotor angeschlossenen Kraftstofftanks beträgt fünfundzwanzig Liter. Der Kraftstofftank befindet sich immer außerhalb des für die Fahrgäste bestimmten Bereichs.

4. In einem geschlossenen Stadtrundfahrtschiff können vom Steuerstand aus die folgenden Elemente kontrolliert werden:

- a) die Kühlwassertemperatur und der Schmieröldruck in den Antriebsmotoren;
- b) die Drehzahl der Antriebsmotoren und Antriebswellen.

5. Die Untersuchungskommission kann von den Vorschriften nach Kapitel 9 abweichen, wenn die auf die Bordmotoren zurückzuführenden Emissionen von gasförmigen Schadstoffen und Partikelaustritte die in Kapitel 9 vorgeschriebenen Werte nicht überschreiten.

#### Art. 1.10. Lenzeinrichtung

1. Die Stadtrundfahrtschiffe mit einer Länge von höchstens sieben Metern verfügen über zwei geeignete Ösfässer.

2. Die Stadtrundfahrtschiffe mit einer Länge von mehr als sieben Metern verfügen über eine motorisierte oder manuelle Lenzpumpe. Wenn die Schiffslänge höchstens zwölf Meter beträgt, beträgt der Durchmesser des Anschlusses mindestens achtunddreißig Millimeter. Wenn die Schiffslänge mehr als zwölf Meter beträgt, beträgt dieser Durchmesser mindestens fünfzig Millimeter.

3. In geschlossenen Stadtrundfahrtschiffen ist jede wasserdichte Abteilung mit einer Wasserstandalarmvorrichtung vorgesehen.

#### Art. 1.11. Rettungsmittel

1. In Abweichung von Anhang 2 Artikel 13.08 Absatz 1 sind die folgenden Bestimmungen anwendbar:

a) Für jede Tranche von fünfundzwanzig genehmigten Fahrgästen gibt es mindestens einen Rettungsring, sowie einen weiteren Rettungsring für den Rest der Fahrgäste. Die Anzahl der obligatorischen Rettungsringe ist jedoch auf vier beschränkt;

b) Die Rettungsringe sind mit einer mindestens zwanzig Meter langen Rettungsleine versehen; sie müssen sofort einsatzbereit sein.

2. Für alle Fahrgäste sind individuelle oder kollektive Rettungsmittel an Bord verfügbar. Die individuellen Rettungsmittel genügen den europäischen Normen EN395: 1998, EN396: 1998, EN ISO 12402-3: 2006 oder EN ISO 12402-4: 2006.

Schwimmkissen gelten als individuelle Rettungsmittel, wenn sie den folgenden Bedingungen genügen:

- a) ihre Auftriebskraft in Süßwasser beträgt mindestens 75 N;
- b) sie sind beständig gegen Erdöl und Erdölprodukte, sowie gegen Temperaturen bis fünfzig Grad Celsius;
- c) sie sind mit einer Schwimtleine versehen;
- d) sie können nicht am Schiff befestigt sein.

#### Art. 1.12. Tragbare Feuerlöscher

1. In den offenen Stadtrundfahrtschiffen befindet sich ein tragbarer Feuerlöscher, der den europäischen Normen EN3-7: 2007 und EN3-8: 2007 genügt, in der Nähe der Antriebsanlage. In Abweichung von Artikel 13.03 Absatz 2 kann ein Feuerlöscher mit einem für Flüssigkeitsbrände geeigneten Produkt, mit einem minimalen Fassungsvermögen von 4 kg, ausreichen.

2. In den geschlossenen Stadtrundfahrtschiffen sind mindestens zwei Feuerlöscher verfügbar, die den europäischen Normen EN3-7: 2007 und EN3-8: 2007 genügen. Sie befinden sich in der Nähe des Steuerstands.

#### Art. 1.13. Sonstige Vorrichtungen

1. Die folgenden Vorrichtungen müssen sich an Bord befinden, und in gutem Zustand sein:

- a) ein Bootshaken;
- b) ein Verbandskasten;
- c) eine ausreichende Menge Seile für das Anliegen und das Schleppen;
- d) eine wasserdichte, elektrische Traglampe im Falle von Rundfahrten zwischen Sonnenuntergang und Sonnenaufgang.

2. Die geschlossenen Stadtrundfahrtschiffe verfügen über einen mindestens fünfzig Kilo schweren Anker, mit einer Kette oder einer Schwimtleine, die mindestens dreißig Meter lang ist.

## Art. 1.14 Übergangsbestimmungen

1. Die Bestimmungen für Stadtrundfahrtschiffe, deren Kiel vor dem 30. Dezember 2008 gelegt worden ist, gelten ab den folgenden Daten, außer wenn der betreffende Teil geändert oder ersetzt wird:

1.03	Wasserdichte Schotte	Verlängerung des Zeugnisses nach dem 1.1.2045
1.04	Stabilität	Verlängerung des Zeugnisses nach dem 1.1.2045
1.06 Abs. 3	Sitzplätze	Verlängerung des Zeugnisses nach dem 1.1.2045
1.07	Fallschutz	Verlängerung des Zeugnisses nach dem 1.1.2045
1.08 Abs. 1 bis 4 einschl.	Zu- und Ausgänge	Verlängerung des Zeugnisses nach dem 1.1.2045
1.09 Abs. 1	Leistung des Antriebssystems	Verlängerung des Zeugnisses nach dem 1.1.2050
1.10 Ziffer 2	Lenzeinrichtung Wenn keine Lenzpumpe vorhanden ist, müssen mindestens zwei geeignete Ösfässer vorhanden sein.	Ohne zeitliche Begrenzung
1.10 Ziffer 3	Bilgenalarm	Ohne zeitliche Begrenzung

2. Die Bestimmungen für Stadtrundfahrtschiffe, deren Kiel vor dem 30. Dezember 2018 gelegt worden ist, gelten ab den folgenden Daten, außer wenn der betreffende Teil geändert oder ersetzt wird:

Kapitel 9	Motoremissionen	Verlängerung des Zeugnisses nach dem 1.1.2045

## KAPITEL 2 — Sonderbestimmungen für getrennt fahrende Schubleichter

## Art. 2.01. Allgemeine Bestimmung

Nur die Artikel 2.02 und 2.03 sind in Sachen Bauweise und Ausrüstungen auf getrennt fahrende Schubleichter anwendbar.

Sobald ein getrennt fahrender Schubleichter Teil eines Schubverbandes ist, gilt das Fahrzeug als Schubleichter.

Getrennt fahrende Schubleichter können sich nur innerhalb eines von der Untersuchungskommission festgelegten Perimeters innerhalb der Zone 4 selbstständig fortbewegen.

In dem Gemeinschaftszeugnis vermerkt die Untersuchungskommission in der Rubrik 52: "Das Fahrzeug ist ein getrennt fahrender Schubleichter nach Anhang 4 Kapitel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG; es darf sich nur in dem wie folgt abgegrenzten Navigationsgebiet selbstständig fortbewegen: ...."

Art. 2.02. Anwendbarkeit des Anhangs 2 der Richtlinie 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG.

Unbeschadet einer anderslautenden Bestimmung in vorliegendem Kapitel gelten die Kapitel 3 bis 18 und die Kapitel 21, 30, 31, 32 und 33 für die Bauweise und die Ausrüstungen von getrennt fahrenden Schubleichtern.

Ein getrennt fahrender Schubleichter darf nicht länger als hundertzehn Meter sein.

Kapitel 27 ist anwendbar, wenn der getrennt fahrende Schubleichter Container befördert.

Der getrennt fahrende Schubleichter verfügt über einen Steuerstand. Eine Funkanlage und ein AIS-Transponder sind Pflicht. Wenn der getrennt fahrende Schubleichter Teil eines Schubverbandes ist, wird der AIS-Transponder deaktiviert.

## Art. 2.03 Befreiungen

Die Untersuchungskommission kann von den folgenden Bestimmungen des Anhangs 2 der Richtlinie 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG abweichen:

1° Artikel 3.03 Absatz 2 betreffend den Standort der für den Betrieb notwendigen Ausrüstungen, hinter dem Hinterpiekschott

2° Artikel 5.06 über die Mindestgeschwindigkeit.

Die Untersuchungskommission trägt die bei der Prüffahrt gemessene Geschwindigkeit in das Unionszeugnis für Binnenschiffe unter die Nummer 52 wie folgt ein: "Das Fahrzeug hat während der Prüffahrt eine Geschwindigkeit von... km/h erreicht.";

Die Mindestgeschwindigkeit gegen Wasser des getrennt fahrenden Schubleichters mit allen Antriebsmitteln beträgt mindestens 6,5 km/h.

3° Artikel 6.06 Absatz 2.

Sofern zwei oder mehrere unabhängige Ruderpropeller-, Wasserstrahl-, Zykloidalpropeller- oder Bugstrahlruderanlagen vorhanden sind, ist das zweite Steuersystem nicht erforderlich, wenn das Schiff beim Ausfallen einer dieser Anlagen manövrierfähig bleibt, so dass es das Ufer oder den Kai erreichen kann;

4° Artikel 13.01 Absatz 3 Buchstabe b

Der getrennt fahrenden Schubleichter benötigt keinen Heckanker;

5° Artikel 13.07.

Ein getrennt fahrender Schubleichter benötigt kein Beiboot, wenn das Fahrzeug über ein Rettungsfloß nach Artikel 19.09 Absatz 5 verfügt;

6° Artikel 13.08 Absatz 1.

Getrennt fahrende Schubleichter haben mindestens zwei Rettungsringe an Bord, in Übereinstimmung mit der europäischen Norm EN14144: 2003. Diese Rettungsringe befinden sich auf dem Deck im Bug- und Heckbereich, und sind betriebsbereit;

7° Artikel 15.01.

Getrennt fahrende Schubleichter benötigen keinen Wohnbereich. Für den Steuerstand werden soweit wie möglich die Bestimmungen von Anhang 2 Kapitel 15 beachtet. In diesem Sinne wird die Betriebsweise des Fahrzeugs auf A1 beschränkt, da die Besatzung nicht die Möglichkeit hat, sich an Bord des Fahrzeugs auszuruhen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,  
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

#### ANHANG 5 — Detaillierte Verfahrensvorschriften

Art. 2.01 - Untersuchungskommissionen.

1. Die Untersuchungskommissionen bestehen aus einem Vorsitzenden und Sachverständigen.

Sind zumindest als Sachverständige in jeder Kommission vertreten:

- a) ein Beamter der Verwaltung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören;
- b) ein Sachverständiger im Bereich des Binnenschiffbaus und ihrer Maschinen;
- c) ein Sachverständiger für Nautik mit Binnenschifferpatent, das zum Führen des zu untersuchenden Fahrzeugs berechtigt.
- d) ein Sachverständiger für Traditionsfahrzeuge zur Untersuchung von Traditionsfahrzeugen gemäß Anhang 2.

2. Der Vorsitzende und die Sachverständigen einer jeden Untersuchungskommission werden von dem Minister bezeichnet. Sie erklären bei Übernahme ihrer Aufgaben schriftlich, dass sie diese in vollkommener Unabhängigkeit ausführen werden. Von Beamten wird eine Erklärung nicht verlangt.

3. Die Untersuchungskommissionen können zu ihrer Unterstützung nach Maßgabe der jeweiligen anwendbaren Rechtsvorschriften besondere Sachverständige heranziehen.

Art. 2.03 - Vorführung des Fahrzeuges zur Untersuchung

1. Der Eigner oder sein Bevollmächtigter führt das Fahrzeug ausgerüstet, unbeladen und gereinigt zur Untersuchung vor. Er leistet bei der Untersuchung die erforderliche Hilfe, indem er beispielsweise ein geeignetes Boot und Personal zur Verfügung stellt und die Teile des Schiffskörpers oder der Einrichtungen freilegt, die nicht unmittelbar zugänglich oder sichtbar sind.

2. Die Untersuchungskommission besichtigt bei der Erstuntersuchung das Schiff auf Helling. Die Besichtigung auf Helling kann entfallen, wenn ein Klassenzeugnis oder eine Bescheinigung einer anerkannten Klassifikationsgesellschaft, wonach der Bau deren Vorschriften entspricht, vorgelegt wird oder wenn eine Bescheinigung vorgelegt wird, aus der hervorgeht, dass eine andere Untersuchungskommission bereits zu anderen Zwecken eine Besichtigung auf Helling durchgeführt hat. Bei wiederkehrenden Untersuchungen oder Untersuchungen gemäß Artikel 15 des vorliegenden Erlasses kann die Untersuchungskommission eine Besichtigung auf Helling verlangen.

Die Untersuchungskommission führt Probefahrten bei der Erstuntersuchung von Motorschiffen und Verbänden sowie bei wesentlichen Änderungen an der Antriebsanlage oder an der Steuereinrichtung durch.

3. Die Untersuchungskommission kann zusätzliche Besichtigungen und Probefahrten durchführen sowie weitere Nachweise verlangen. Dies gilt auch während der Bauphase des Fahrzeuges.

Art. 2.07 - Vermerke und Änderungen im Unionszeugnis für Binnenschiffe

1. Der Eigner oder sein Bevollmächtigter teilt jede Namensänderung, jeden Eigentumswechsel, jede neue Eichung des Fahrzeuges sowie jede Änderung der Registrierung oder des Heimatorts der Untersuchungskommission mit; er legt dabei dieser Kommission das Unionszeugnis für Binnenschiffe zur Eintragung der Änderung vor.

2. Alle Vermerke im Unionszeugnis für Binnenschiffe oder Änderungen desselben können von der Untersuchungskommission vorgenommen werden.

3. Nimmt eine Untersuchungskommission eine Änderung des Unionszeugnisses für Binnenschiffe vor oder trägt sie einen Vermerk ein, so teilt sie dies der Untersuchungskommission, die das Unionszeugnis für Binnenschiffe erteilt hat, mit.

Art. 2.09 - Wiederkehrende Untersuchung

1. Vor Ablauf der Gültigkeit des Unionszeugnisses für Binnenschiffe wird das Fahrzeug einer wiederkehrenden Untersuchung unterzogen.

2. Die Untersuchungskommission legt gemäß dem Ergebnis dieser Untersuchung die neue Gültigkeitsdauer des Unionszeugnisses für Binnenschiffe fest.

3. Die Gültigkeitsdauer wird im Unionszeugnis für Binnenschiffe vermerkt und der Untersuchungskommission, die das Unionszeugnis für Binnenschiffe erteilt hat, mitgeteilt.

4. Wird statt einer Verlängerung der Gültigkeitsdauer das Unionszeugnis für Binnenschiffe durch ein neues ersetzt, so wird das alte Unionszeugnis für Binnenschiffe der Untersuchungskommission, die es erteilt hat, zurückgegeben.

## Art. 2.10 - Freiwillige Untersuchung

Der Eigner eines Fahrzeuges oder sein Bevollmächtigter kann jederzeit eine freiwillige Untersuchung verlangen. Dem Antrag auf Untersuchung wird stattgegeben.

## Art. 2.15 - Kosten

Der Eigner eines Fahrzeuges oder sein Bevollmächtigter trägt nach Maßgabe einer besonderen, von der Wallonischen Region erlassenen Kostenordnung, die durch die Untersuchung des Fahrzeuges und die Erteilung des Unionszeugnisses für Binnenschiffe entstehenden Kosten.

## Art. 2.16 - Auskünfte

Die Untersuchungskommission darf Personen, die ein begründetes Interesse glaubhaft machen, Einsicht in das Unionszeugnis für Binnenschiffe eines Fahrzeuges gestatten und diesen Personen Auszüge daraus oder beglaubigte Abschriften aushändigen, die als solche zu bezeichnen sind.

## Art. 2.17 - Register der Unionszeugnisse für Binnenschiffe

1. Die Untersuchungskommission bewahrt von jedem Unionszeugnis für Binnenschiffe, das sie erteilt hat, die Urschrift oder eine Kopie auf; in diese trägt sie alle Vermerke und Änderungen sowie Ungültigkeitserklärungen und Neuerteilungen ein. Sie aktualisiert das Register nach Artikel 18 des vorliegenden Erlasses entsprechend.

2. Zur Durchführung von Verwaltungsmaßnahmen zur Aufrechterhaltung von Sicherheit und Leichtigkeit des Schiffsverkehrs sowie zur Erfüllung der Artikel 2.02 bis 2.15 des vorliegenden Anhangs sowie der Artikel 7, 10, 11, 14, 15, 16, 21, 22 und 23 der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG wird den zuständigen Behörden anderer Mitgliedstaaten, der Vertragsstaaten der Revidierten Rheinschiffahrtsakte vom 17. Oktober 1868 und, sofern ein gleichwertiges Datenschutzniveau sichergestellt ist, den zuständigen Behörden von Drittstaaten aufgrund von Verwaltungsvereinbarungen die Einsichtnahme in das Register nach dem Muster des Anhangs 2 gewährt.

## Art. 2.18 - Einheitliche europäische Schiffsnummer

1. Die einheitliche europäische Schiffsnummer (ENI) setzt sich aus acht arabischen Ziffern gemäß Anhang 2 des vorliegenden Erlasses zusammen.

2. Sie wird, sofern das Fahrzeug zum Zeitpunkt der Erteilung des Unionszeugnisses für Binnenschiffe noch nicht über eine ENI verfügt, dem Fahrzeug durch die Untersuchungskommission des Ortes, in dem es registriert wurde oder in dem sich sein Heimatort befindet, erteilt.

Fahrzeugen, in deren Register- oder Heimatstaat die Erteilung einer ENI nicht möglich ist, wird die in das Unionszeugnis für Binnenschiffe einzutragende ENI von der Untersuchungskommission erteilt, die das Unionszeugnis für Binnenschiffe erteilt.

3. Der Eigner des Fahrzeuges oder sein Bevollmächtigter beantragt bei der Untersuchungskommission die Erteilung der ENI. Ebenso ist er dafür verantwortlich, die im Unionszeugnis für Binnenschiffe eingetragene ENI auf dem Fahrzeug anbringen zu lassen.

## Art. 2.20 - Benachrichtigungen

Die Wallonische Regierung oder der Minister benachrichtigen die Europäische Kommission, die anderen Mitgliedstaaten oder die anderen zuständigen Behörden über:

a) die Namen und Anschriften der technischen Dienste, die gemeinsam mit den zuständigen nationalen Behörden für die Durchführung der in Anhang 2 der Richtlinie (EU) 2009/100/CE/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2016. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG genannten Aufgaben zuständig sind;

b) das Datenblatt nach Anhang 2 der Richtlinie (EU) 2009/100/CE/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2016. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG über die Bordklärantypen, für die seit der letzten Benachrichtigung eine Genehmigung erteilt worden ist;

c) die zur Verwendung im Rahmen der nationalen Binnenschiffahrt der Mitgliedstaaten anerkannten Typgenehmigungen von Bordkläranlagen, die auf anderen Normen als denen in Anhang 2 der Richtlinie (EU) 2009/100/CE/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2016. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG basieren;

d) innerhalb eines Monats über jeden Entzug einer Typgenehmigung von Bordkläranlagen und über die Gründe hierfür;

e) aufgrund von Anträgen auf Verminderung der Ankermasse zugelassene Spezialanker unter Angabe der Typbezeichnung sowie der zugelassenen Verminderung der Ankermasse. Die Untersuchungskommission erteilt dem Antragsteller die Zulassung frühestens drei Monate nach der Mitteilung an die Europäische Kommission unter dem Vorbehalt, dass diese keinen Einwand erhebt;

f) die Navigationsradaranlagen und Wendeanzeiger, für die sie eine Typgenehmigung erteilt haben. Die Mitteilung umfasst die erteilte Typgenehmigungsnummer sowie die Bezeichnung des Typs, den Namen des Herstellers, den Namen des Inhabers der Typgenehmigung und den Tag der Typgenehmigung;

g) die Behörden, die für die Anerkennung der Fachfirmen, die den Einbau oder Austausch sowie die Reparatur oder Wartung von Navigationsradaranlagen und Wendeanzeigern durchführen können, zuständig sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,  
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

## ANHANG 6 — Kriterien für die Anerkennung von Klassifikationsgesellschaften

Eine Klassifikationsgesellschaft, die nach Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG anerkannt werden will, muss alle im Folgenden aufgeführten Kriterien erfüllen:

1. Die Klassifikationsgesellschaft kann umfassende Erfahrungen in der Beurteilung des Entwurfs und der Bauausführung von Binnenschiffen belegen. Die Klassifikationsgesellschaft verfügt über umfassende Regelungen und Vorschriften für den Entwurf, den Bau und die regelmäßige Besichtigung von Binnenschiffen, insbesondere für die Berechnung der Stabilität entsprechend Teil 9 der Vorschriften in der Anlage zum ADN, auf die in Anhang 2 verwiesen wird. Diese Regelungen und Vorschriften werden mindestens in deutscher, englischer, französischer oder niederländischer Sprache veröffentlicht und mithilfe von Forschungs- und Entwicklungsprogrammen kontinuierlich weiterentwickelt und verbessert. Die Regelungen und Vorschriften dürfen nicht im Widerspruch zum Unionsrecht oder zu geltenden internationalen Vereinbarungen stehen;

2. Die Klassifikationsgesellschaft veröffentlicht ihre Schiffsregister jährlich;

3. Die Klassifikationsgesellschaft darf nicht von Schiffseignern oder Unternehmen oder anderen abhängig sein, die gewerblich Schiffe konzipieren, bauen, ausrüsten, instand halten, betreiben oder versichern. Die Klassifikationsgesellschaft darf in Bezug auf ihre Einnahmen nicht von einem einzigen Gewerbeunternehmen abhängig sein.

4. Die Klassifikationsgesellschaft hat ihren Geschäftssitz oder eine in allen Bereichen, für die sie im Rahmen der für die Binnenschifffahrt geltenden Vorschriften zuständig ist, beschluss- und handlungsfähige Tochtergesellschaft in einem der Mitgliedstaaten;

5. Die Klassifikationsgesellschaft sowie ihre Sachverständigen verfügen über einen guten Ruf in der Binnenschifffahrt; die Sachverständigen müssen sich als fachlich qualifiziert ausweisen können. Sie handeln unter der Verantwortung der Klassifikationsgesellschaft;

6. Die Klassifikationsgesellschaft verfügt über eine erhebliche Zahl von Mitarbeitern für technische sowie für Leitungs-, Hilfs-, Prüf-, Besichtigungs- und Forschungsaufgaben, die den Aufgaben und den klassifizierten Schiffen angemessen ist und darüber hinaus für die Weiterentwicklung der Fähigkeiten und des Vorschriftenwerks sorgt. Sie unterhält Besichtigungen in mindestens einem Mitgliedstaat;

7. Die Klassifikationsgesellschaft arbeitet nach standesrechtlichen Grundsätzen;

8. Die Klassifikationsgesellschaft wird so geleitet und verwaltet, dass die Vertraulichkeit der von einem Mitgliedstaat geforderten Auskünfte gewahrt bleibt;

9. Die Klassifikationsgesellschaft ist bereit, einem Mitgliedstaat sachdienliche Auskünfte zu erteilen;

10. Die Geschäftsführung der Klassifikationsgesellschaft legt ihre Politik, ihre Ziele und ihre Verpflichtungen bezüglich der Qualitätssicherung schriftlich nieder und stellt sicher, dass diese Politik auf allen Ebenen der Klassifikationsgesellschaft verstanden, umgesetzt und fortgeschrieben wird;

11. Die Klassifikationsgesellschaft entwickelt ein wirksames System für die interne Qualitätssicherung, setzt es um und schreibt dieses System fort; es stützt sich auf geeignete Teile international anerkannter Qualitätssicherungsnormen und steht mit der Norm EN ISO/IEC 17020: 2004 - in der Auslegung der IACS-Bestimmungen für die Regelung der Zertifizierung von Qualitätssicherungssystemen - im Einklang. Das Qualitätssicherungssystem muss von einer unabhängigen Prüfstelle zertifiziert sein, die von der Verwaltung des Staates, in dem die Klassifikationsgesellschaft ihren Geschäftssitz oder eine Niederlassung nach Nummer 4 hat, anerkannt ist, und stellt unter anderem sicher, das

a) die Regelungen und Vorschriften der Klassifikationsgesellschaft systematisch erstellt und fortgeschrieben werden;

b) die Regelungen und Vorschriften der Klassifikationsgesellschaft befolgt werden;

c) die Vorschriften für die verordnungsrechtlichen Tätigkeiten, zu deren Durchführung die Klassifikationsgesellschaft ermächtigt ist, eingehalten werden;

d) die Zuständigkeiten, die Befugnisse und die Zusammenarbeit der einzelnen Mitarbeiter, deren Arbeit sich auf die Qualität der von der Klassifikationsgesellschaft erbrachten Dienste auswirkt, schriftlich niedergelegt sind;

e) alle Arbeiten unter kontrollierten Bedingungen durchgeführt werden;

f) ein System zur Kontrolle der Tätigkeiten und der Arbeit von Besichtigern sowie technischen und Verwaltungsmitarbeitern, die unmittelbar von der Klassifikationsgesellschaft beschäftigt werden, vorhanden ist;

g) die Vorschriften für die wichtigsten hoheitlichen Tätigkeiten, zu deren Durchführung die Klassifikationsgesellschaft ermächtigt ist, ausschließlich von ihren hauptamtlichen Besichtigern oder von hauptamtlichen Besichtigern anderer anerkannter Organisationen ausgeführt oder unmittelbar von ihnen überwacht werden;

h) die Besichtigten sich systematisch fortbilden und ihre Kenntnisse laufend auffrischen;

i) das Erreichen der geforderten Standards auf den von den erbrachten Diensten abgedeckten Gebieten sowie das wirksame Funktionieren des Qualitätssicherungssystems anhand von Aufzeichnungen belegt wird und ein umfassendes System geplanter und belegter interner Prüfungen der qualitätsrelevanten Arbeiten an allen Standorten der Gesellschaft besteht.

12. Das Qualitätssicherungssystem muss von einer unabhängigen Prüfstelle zertifiziert sein, die von der Verwaltung des Mitgliedstaates, in dem die Klassifikationsgesellschaft ihren Sitz oder eine Niederlassung nach Nummer 4 hat, anerkannt ist;

13. Die Klassifikationsgesellschaft verpflichtet sich, ihre Vorschriften den geeigneten Richtlinien der Union anzupassen und der Kommission alle sachdienlichen Auskünfte rechtzeitig zu erteilen;

14. Die Klassifikationsgesellschaft verpflichtet sich, die bereits anerkannten Klassifikationsgesellschaften regelmatig zu konsultieren, um die Gleichwertigkeit ihrer technischen Normen und deren Durchführung zu gewährleisten und es den Vertretern eines Mitgliedstaats und anderen Beteiligten zu gestatten, sich an der Entwicklung ihrer Regelungen und Vorschriften zu beteiligen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,  
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200178]

**13 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 15 maart 1971 betreffende de scheepvaartrechten te heffen op de waterwegen onder beheer van de Staat, artikel 11;

Gelet op de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen, artikel 17<sup>ter</sup>, § 1, ingevoegd bij de wet van 22 januari 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 2007 houdende de bemanningsvoorschriften op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 2007 tot vaststelling van de tarieven van de retributies voor prestaties inzake het certificeren van vaartuigen voor de binnenvaart;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2009 betreffende de technische voorschriften voor binnenschepen;

Gelet op het verslag van 2 oktober 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1955 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 64.491/4, van de Raad van State, gegeven op 20 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 — *Definities, toepassingsgebied en waterwegzones*

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn 2016/1629(EG) van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1<sup>o</sup> Minister: de Minister die bevoegd is voor de waterwegen;

2<sup>o</sup> Inspectie-instantie: de instantie bedoeld in artikel 2.01 van het Reglement onderzoek schepen op de Rijn (ROSR) alsook de controle-instelling bedoeld in artikel 2.01 van bijlage 5 bij dit besluit;

3<sup>o</sup> derde land: ieder land dat geen lid is van de Europese Unie;

4<sup>o</sup> vaartuig: een schip of een drijvend werktuig;

5<sup>o</sup> schip: een binnenschip of een zeeschip;

6<sup>o</sup> binnenschip: een schip dat uitsluitend of overwegend bestemd is voor de vaart op de binnenwateren;

7<sup>o</sup> sleepboot: een schip dat speciaal is gebouwd om te slepen;

8<sup>o</sup> duwboot: een schip dat speciaal is gebouwd voor het voortbewegen van een duwstel;

9<sup>o</sup> passagiersschip: een schip voor dagtochten of een hotelschip dat is gebouwd en ingericht voor het vervoer van meer dan twaalf passagiers;

10<sup>o</sup> drijvend werktuig: een drijvend bouwsel waarop zich werkinstallaties bevinden, zoals kranen, baggermolens, hei-installaties of elevatoren;

11<sup>o</sup> drijvende inrichting: een drijvend bouwsel, dat vanwege zijn bestemming in de regel niet wordt verplaatst, zoals een badinrichting, een dok, een steiger of een botenhuis;

12<sup>o</sup> drijvend voorwerp: een vlot, alsmede een ander voorwerp of samenstel van voorwerpen dat geschikt is gemaakt om te varen en dat geen schip, drijvend werktuig of drijvende inrichting is;

13<sup>o</sup> pleziervaartuig: een schip, niet zijnde een passagiersschip, dat is bestemd voor sportieve en recreatieve doeleinden;

14° snel schip: een schip met eigen mechanische middelen tot voortbeweging dat een snelheid ten opzichte van het water kan bereiken van meer dan 40 km/h;

15° lengte: de grootste lengte van de scheepsromp in meter, het roer en de boegspriet niet inbegrepen;

16° breedte: de grootste breedte van de scheepsromp in meter, gemeten op de buitenkant van de huidbeplating (schoepraderen, schuurlijsten en dergelijke niet inbegrepen);

17° diepgang: de verticale afstand in meter tussen het laagste punt van de scheepsromp, zonder rekening te houden met de kiel of andere vaste onderdelen en het vlak van de grootste inzinking van het schip;

18° binnenwateren: de openbare binnenwateren van het hele Waalse net, die bestemd zijn of die gebruikt worden voor bevaring;

19° met elkaar in verbinding staande binnenwateren: waterwegen van een lidstaat die in verbinding staan met binnenwateren van een andere lidstaat, via binnenwateren die volgens het nationale of internationale recht kunnen worden bevaren door vaartuigen die binnen het toepassingsgebied vallen van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG;

20° stadsrondvaartboot: een schip voor dagtochten dat uitsluitend ingericht en bestemd is voor rondvaarten:

a) waarvan de vertreklocatie gelegen is in een stadskern;

b) in een vaargebied bepaald door de Inspectie-instantie en die uitsluitend binnenwateren van zone 4 omvat;

c) met een ononderbroken maximale vaartijd van 2 uur per rondvaart;

21° alleen varende duwbak: een duwbak die beschikt over mechanische middelen tot voortbeweging die korte verplaatsingen toelaten wanneer ze geen deel uitmaakt van een geduwde vaartuigen.

**Art. 3.** § 1. Dit besluit is van toepassing op:

1° bateaux d'une longueur egale ou supérieur à vingt mètres: schepen met een lengte van 20 meter of meer;

2° schepen waarvan het volume, berekend uit het product van lengte (L), breedte (B) en diepgang (D), 100 m3 of meer bedraagt;

3° sleep- en duwboten die zijn bestemd om de vaartuigen bedoeld onder 1° en 2° of drijvende werktuigen te slepen, te duwen of langs zij gekoppeld mee te voeren;

4° passagiersschepen;

5° drijvende werktuigen.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op:

1° veren;

2° marineschepen;

3° zeeschepen, met inbegrip van zeesleepboten en zeeduwboten, die in getijdenwateren varen of stilliggen;

4° zeeschepen, met inbegrip van zeesleepboten en zeeduwboten, die tijdelijk op binnenwateren varen mits zij minstens beschikken over;

a) een certificaat van conformiteit met het Internationaal Verdrag voor de beveiliging van mensenlevens op zee van 1974 (SOLAS), of een gelijkwaardig certificaat; een certificaat van conformiteit met het Internationaal Verdrag betreffende de uitwatering van schepen van 1966, of een gelijkwaardig certificaat, en een internationaal certificaat van voorkoming van verontreiniging door olie (international oil pollution prevention à IOPP) ten bewijze van conformiteit met het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging door schepen van 1973/78 (MARPOL);

b) in het geval van zeeschepen die niet onder het SOLAS-verdrag, noch het Internationaal Verdrag betreffende de uitwatering van schepen van 1966, noch het MARPOL-verdrag vallen, de relevante certificaten en de uitwateringsmerken die wettelijk verplicht zijn in hun vlaggenstaat;

c) in het geval van passagiersschepen die niet vallen onder de verdragen bedoeld onder a): een overeenkomstig Richtlijn 2009/45/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 1999 afgegeven certificaat inzake veiligheidsvoorschriften en -normen voor passagiersschepen;

d) in het geval van pleziervaartuigen die niet vallen onder de verdragen bedoeld onder a): een certificaat van de vlaggenstaat waaruit blijkt dat het vaartuig een toereikend veiligheidsniveau heeft.

**Art. 4.** De binnenwateren worden in zones ingedeeld overeenkomstig bijlage 1.

Na raadpleging van de Europese Commissie kan de Minister de classificatie van de waterwegen in de zones vermeld in bijlage 1 wijzigen. Deze wijzigingen worden uiterlijk zes maanden voor hun inwerkingtreding aan de Europese Commissie betekend, die de andere lidstaten daarvan in kennis stelt overeenkomstig Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG.

**Art. 5.** De Minister wijst de leden van de Inspectie-instantie overeenkomstig de bepalingen van bijlage V bij dit besluit aan.

#### HOOFDSTUK 2. — *Vaartcertificaten*

**Art. 6.** De in artikel 3, § 1, bedoelde vaartuigen die op de in artikel 4 bedoelde binnenwateren varen, worden gebouwd en onderhouden overeenkomstig de voorschriften in dit besluit.

De naleving van lid 1 door een vaartuig wordt aangetoond met het Uniebinnenvaartcertificaat.

**Art. 7.** § 1. Het Uniebinnenvaartcertificaat wordt door de Inspectie-instantie afgegeven in overeenstemming met dit besluit. De Inspectie-instantie controleert bij afgifte van een Uniebinnenvaartcertificaat of aan het betreffende vaartuig niet reeds een geldig certificaat is afgegeven, zoals bedoeld in artikel 8.

§ 2. Het Uniebinnenvaartcertificaat wordt opgesteld overeenkomstig het model in bijlage II.

§ 3. Het Uniebinnenvaartcertificaat wordt afgegeven aan vaartuigen na een technische inspectie die wordt verricht vóór de ingebruikneming van het vaartuig en waarbij wordt nagegaan of het vaartuig voldoet aan de technische voorschriften van de bijlagen 2 en 5.



§ 4. In voorkomend geval wordt nagegaan of het vaartuig aan de in artikel 24 bedoelde aanvullende voorschriften voldoet ofwel:

1° bij de in § 3 en in artikel 29 bedoelde technische inspecties;

2° bij een op aanvraag van de eigenaar van het vaartuig of diens vertegenwoordiger uitgevoerde technische inspectie.

§ 5. De Inspectie-instantie die het Uniebinnenvaartcertificaat afgeeft, bepaalt de procedure volgens welke:

1° een inspectie wordt aangevraagd;

2° de plaats en het tijdstip ervan worden vastgesteld.

Ze bepaalt welke documenten moeten worden overgelegd en organiseert de procedure zodanig dat de inspectie binnen een redelijke termijn na indiening van de aanvraag kan plaatsvinden.

§ 6. Op verzoek van de eigenaar van het vaartuig of diens vertegenwoordiger geeft de Inspectie-instantie voor een niet onder dit besluit vallend vaartuig een Uniebinnenvaartcertificaat af indien dat vaartuig aan de voorschriften van dit besluit voldoet.

**Art. 8.** Vaartuigen die de in artikel 4 bedoelde binnenwateren van de Unie bevaren, hebben de volgende originele documenten aan boord:

1° indien zij de waterwegen van zone R bevaren:

- hetzij een certificaat dat is afgegeven op grond van artikel 22 van de Herziane Rijnvaartakte van 17 oktober 1868;

- hetzij een Uniebinnenvaartcertificaat ten bewijze van de volledige conformiteit van het vaartuig, indien van toepassing uit hoofde van de overgangsbepalingen van bijlage 2 voor vaartuigen die de Rijn (zone R) bevaren, met de in de bijlagen 2 en 5 bedoelde technische voorschriften waarvan de gelijkwaardigheid met de uit hoofde van de Herziane Rijnvaartakte bepaalde technische voorschriften is vastgesteld overeenkomstig de toepasselijke voorschriften en procedures;

2° indien zij andere waterwegen bevaren, een Uniebinnenvaartcertificaat of een certificaat dat is afgegeven uit hoofde van artikel 22 van de Herziane Rijnvaartakte, in voorkomend geval met inbegrip van eventuele aanvullende Uniebinnenvaartcertificaten overeenkomstig artikel 9.

**Art. 9.** § 1. Technische voorschriften die specifiek zijn voor bepaalde waterwegen kunnen vastgelegd worden overeenkomstig artikel 23 van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG. Ze geven aanleiding tot de afgifte van een aanvullend Uniebinnenvaartcertificaat.

§ 2. De Inspectie-instantie kan onder de voorwaarden bepaald voor de betrokken waterwegen het aanvullende Uniebinnenvaartcertificaat afgeven overeenkomstig het model vermeld in bijlage 2.

§ 3. Alleen vaartuigen met een geldig Uniebinnenvaartcertificaat of een certificaat dat is afgegeven uit hoofde van artikel 22 van de Herziane Rijnvaartakte van 17 oktober 1868, kunnen een aanvullend Uniebinnenvaartcertificaat ontvangen.

**Art. 10.** § 1. De Inspectie-instantie kan een voorlopig Uniebinnenvaartcertificaat afgeven aan:

1° vaartuigen die met toestemming van de Inspectie-instantie naar een bepaalde plaats willen varen om een Uniebinnenvaartcertificaat te verkrijgen;

2° vaartuigen waarvan het Uniebinnenvaartcertificaat verloren, beschadigd of tijdelijk ingetrokken is, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 16 of in de bijlagen 2 en 5;

3° vaartuigen waarvan het Uniebinnenvaartcertificaat na een inspectie met positief resultaat wordt voorbereid;

4° vaartuigen die niet aan alle voorwaarden voor het verkrijgen van een Uniebinnenvaartcertificaat in overeenstemming met de bijlagen 2 en 5 hebben voldaan;

5° vaartuigen die zodanige schade hebben geleden dat zij niet meer voldoen aan hun Uniebinnenvaartcertificaat;

6° drijvende inrichtingen en drijvende voorwerpen, indien de voor bijzonder transport bevoegde instanties de vergunning voor een bijzonder transport hebben afhankelijk gesteld van het verkrijgen van een voorlopig Uniebinnenvaartcertificaat, zulks overeenkomstig de toepasselijke scheepvaartpolitierglementen van de lidstaten;

7° vaartuigen die een ontheffing genieten van de bijlagen 2 en 5, overeenkomstig de artikelen 26 en 27, in afwachting van de vaststelling van de toepasselijke uitvoeringshandelingen.

§ 2. Het voorlopig Uniebinnenvaartcertificaat wordt alleen afgegeven indien de deugdelijkheid van het vaartuig, de drijvende inrichting of het drijvende voorwerp voor de vaart voldoende gewaarborgd blijkt. Het wordt opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 2.

§ 3. Het voorlopige Uniebinnenvaartcertificaat bevat de voorwaarden die door de Inspectie-instantie noodzakelijk worden geacht en is geldig:

1° in de in § 1, 1°, 4°, 5° en 6° bedoelde gevallen voor één bepaalde reis, te maken binnen een passende termijn die ten hoogste één maand bedraagt;

2° in de in § 1, 2° en 3° bedoelde gevallen voor een passende duur;

3° in de in § 1, 7° genoemde gevallen gedurende zes maanden;

Wat punt 3° betreft, mag het voorlopige Uniebinnenvaartcertificaat om de zes maanden worden verlengd, tot de desbetreffende uitvoeringshandeling is vastgesteld.

**Art. 11.** § 1. De geldigheidsduur van voor nieuwe vaartuigen afgegeven Uniebinnenvaartcertificaten wordt vastgesteld door de Inspectie-instantie en bedraagt ten hoogste:

a) vijf jaar voor passagiersschepen en snelle schepen;

b) tien jaar voor alle andere vaartuigen.

§ 2. De geldigheidsduur wordt op het Uniebinnenvaartcertificaat vermeld.

§ 3. Voor vaartuigen die reeds voordat de technische inspectie plaatsvindt, in bedrijf waren, wordt de geldigheidsduur van het Uniebinnenvaartcertificaat per geval, afhankelijk van de resultaten van de inspectie, vastgesteld door de Inspectie-instantie. Deze geldigheidsduur mag evenwel niet langer zijn dan de in § 1 voorgeschreven termijn.

**Art. 12.** In uitzonderlijke omstandigheden kan de geldigheidsduur van het Uniebinnenvaartcertificaat door de Inspectie-instantie die het heeft afgegeven of verlengd, zonder technische inspectie overeenkomstig de bijlagen 2 en 5 worden verlengd met maximaal zes maanden. De verlenging moet in dat certificaat worden vermeld.

**Art. 13.** § 1. Het Uniebinnenvaartcertificaat wordt na het verstrijken van de geldigheidsduur volgens de in artikel 7 vastgestelde voorwaarden door de Inspectie-instantie vernieuwd, na een technische inspectie waarmee wordt nagegaan of het vaartuig voldoet aan de technische voorschriften in de bijlagen 2 en 5.

§ 2. Wanneer een Uniebinnenvaartcertificaat wordt vernieuwd, gelden de overgangsbepalingen van bijlage 2 voor de vaartuigen onder de in die bijlage genoemde voorwaarden.

**Art. 14.** § 1. In geval van verlies van het Uniebinnenvaartcertificaat of van het aanvullend Uniebinnenvaartcertificaat dient de eigenaar van het vaartuig een verklaring van verlies in bij de Inspectie-instantie die het heeft afgegeven.

De Inspectie-instantie geeft een duplicaat van de in het eerste lid bedoelde certificaten af. Op het vervangingscertificaat wordt vermeld dat het een duplicaat betreft.

§ 2. Wanneer een Uniebinnenvaartcertificaat of een aanvullend Uniebinnenvaartcertificaat beschadigd, onleesbaar of onbruikbaar is, stuurt de eigenaar van het vaartuig dit certificaat aan de Inspectie-instantie die het heeft afgegeven, terug.

De Inspectie-instantie geeft een duplicaat van het in het eerste lid bedoelde certificaat af. Op het vervangingscertificaat wordt vermeld dat het een duplicaat betreft.

**Art. 15.** § 1. Na iedere wezenlijke verandering of reparatie die gevolgen heeft voor de naleving door het vaartuig van de in de bijlagen 2 en 5 bedoelde technische voorschriften betreffende de structurele deugdelijkheid, de vaar- of manoeuvre-eigenschappen of de bijzondere kenmerken ervan, wordt dat vaartuig, voordat het weer in bedrijf wordt genomen, aan de in artikel 7 bedoelde technische inspectie onderworpen.

§ 2. Op grond van die inspectie wordt het bestaande Uniebinnenvaartcertificaat gewijzigd om de gewijzigde technische kenmerken van het vaartuig weer te geven, of wordt dat certificaat ingetrokken en wordt een nieuw certificaat afgegeven. Indien het nieuwe certificaat in een andere lidstaat wordt afgegeven dan de lidstaat waar het oorspronkelijke certificaat is afgegeven of verlengd, dan wordt de Inspectie-instantie die dat certificaat had afgegeven of vernieuwd, daarvan binnen dertig dagen na afgiftedatum in kennis gesteld.

In voorkomend geval informeert de Inspectie-instantie binnen een termijn van 30 dagen de bevoegde instantie van de Lidstaat waar het oorspronkelijke certificaat is afgegeven of verlengd, daarover.

**Art. 16.** § 1. De Inspectie-instantie deelt elk besluit om een Uniebinnenvaartcertificaat niet af te geven of niet te vernieuwen aan de eigenaar mede met vermelding van de in § 3 bedoelde mogelijkheden en toepasselijke termijnen om beroep aan te tekenen.

Elk besluit om een Uniebinnenvaartcertificaat niet af te geven of niet te vernieuwen, wordt met redenen omkleed.

§ 2. Ieder Uniebinnenvaartcertificaat of ieder aanvullend Uniebinnenvaartcertificaat kan door de Inspectie-instantie die het heeft afgegeven of vernieuwd, worden ingetrokken indien het vaartuig niet langer voldoet aan de in zijn certificaat uiteengezette technische voorschriften.

§ 3. De eigenaar of zijn vertegenwoordiger kan bij aangetekend schrijven bij met redenen omkleed verzoek een beroep indienen tegen de in §§ 1 en 2 bedoelde besluiten binnen een termijn van veertig dagen na de kennisgeving van de beslissing.

Het verzoekschrift wordt bij de Minister bevoegd voor de waterwegen ingediend en vermeldt de naam en de hoedanigheid van de verzoeker en bevat ook een beslissing van het besluit dat het voorwerp uitmaakt van het beroep.

Het beroep schorst de uitvoering van de beslissing niet.

De Minister beslist bij met redenen omklede beslissing binnen zestig dagen na ontvangst van het in het eerste lid bedoelde verzoekschrift.

**Art. 17.** § 1. In afwachting van de inwerkingtreding van overeenkomsten tussen de Unie en derde landen inzake de wederzijdse erkenning van vaartcertificaten kan de Inspectie-instantie de vaartcertificaten van vaartuigen van derde landen erkennen voor bevaring binnen het grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 2. De afgifte van de Uniebinnenvaartcertificaten geschiedt overeenkomstig artikel 7.

**Art. 18.** De Inspectie-instantie houdt een register bij betreffende alle certificaten die zij heeft afgegeven of vernieuwd uit hoofde van de artikelen 7, 9, 10 en 13. Dat register omvat de informatie die is opgenomen in het modelcertificaat van bijlage 2.

### HOOFDSTUK 3. — *Scheepsidentificatiegegevens, inspecties en gewijzigde technische voorschriften*

**Art. 19.** § 1. De Inspectie-instantie kent een uniek Europees scheepsidentificatienummer (ENI-nummer) aan ieder vaartuig overeenkomstig de bijlagen 2 en 5 toe.

§ 2. Ieder vaartuig heeft slechts één ENI-nummer dat gedurende zijn hele levensduur onveranderd blijft.

§ 3. Bij de afgifte van een Uniebinnenvaartcertificaat neemt de Inspectie-instantie daar het ENI-nummer in op.

**Art. 20.** § 1. De Inspectie-instantie voert onverwijld voor ieder vaartuig de volgende informatie in de Europese scheepsrompendatabank in:

1° de gegevens ter identificatie en beschrijving van het vaartuig;

2° de gegevens betreffende de afgegeven, vernieuwde, vervangen en ingetrokken certificaten, en betreffende de Inspectie-instantie die het certificaat heeft afgegeven;

3° een digitale kopie van alle door de Inspectie-instantie afgegeven certificaten;

4° de gegevens over alle afgewezen of lopende certificaataanvragen, en alle veranderingen van de in de punten 1° tot en met 4° bedoelde gegevens.

§ 2. De in § 1 bedoelde gegevens kunnen worden verwerkt door de Inspectie-instantie voor de volgende doeleinden:

1° toepassen van dit besluit en het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot omzetting van Richtlijn 2005/44/CE/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende geharmoniseerde River Information Services (RIS) op de binnenwateren in de Gemeenschap;

2° waarborgen van binnenscheepvaart- en infrastructuurbeheer;

3° vrijwaren of handhaven van de veiligheid van de scheepvaart;

4° verzamelen van statistische gegevens.

§ 3. De Inspectie-instantie kan persoonsgegevens overdragen aan een derde land of een internationale organisatie, mits die overdracht uitsluitend per geval plaatsvindt en aan de voorwaarden van Verordening (EU) 2016/679 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en met name die opgenomen in hoofdstuk V, is voldaan.

§ 4. De Inspectie-instantie zorgt dat de gegevens betreffende een vaartuig uit de in § 1 bedoelde databank worden gewist wanneer dit vaartuig wordt gesloopt.

**Art. 21.** De Inspectie-instantie voert de aanvankelijke, alsmede de periodieke, bijzondere en vrijwillige inspecties, als bedoeld in dit besluit, uit.

De Inspectie-instantie kan geheel of ten dele afzien van de technische inspectie van het vaartuig, indien uit een geldige verklaring die door een overeenkomstig artikel 22 erkend classificatiebureau is afgegeven, blijkt dat het vaartuig geheel of ten dele voldoet aan de technische voorschriften als bedoeld in de bijlagen 2 en 5.

**Art. 22.** § 1. De Minister legt iedere aanvraag om erkenning als classificatiebureau dat bevoegd is om de attesten af te geven waaruit blijkt dat de vaartuigen aan de voorschriften bedoeld in de bijlage 2 en 5 voldoen bij de Europese Commissie voor.

Deze aanvraag gaat vergezeld van alle informatie en documentatie die nodig is om na te gaan of aan de criteria voor erkenning is voldaan.

§ 2. De Minister kan na advies van Inspectie-commissie bij de Europese Commissie een verzoek tot intrekking van de erkenning indienen als hij van mening is dat een classificatiebureau niet meer aan de criteria van bijlage 6 voldoet.

Dat verzoek gaat vergezeld van schriftelijk bewijsmateriaal.

**Art. 23.** § 1. De Inspectie-instantie kan te allen tijde kunnen nagaan of op een vaartuig een geldig certificaat aanwezig is overeenkomstig artikel 8 en of het vaartuig voldoet aan de voorschriften voor de afgifte van een dergelijk certificaat.

Indien de voorschriften niet zijn nageleefd, neemt de Inspectie-instantie overeenkomstig de §§ 2 tot en met 5 passende maatregelen. Voorts verzoekt die instantie de eigenaar van het vaartuig of zijn vertegenwoordiger alle nodige maatregelen te nemen om de situatie binnen een door haar bepaalde termijn recht te zetten.

De Inspectie-instantie die het op het vaartuig aanwezige certificaat heeft afgegeven, wordt uiterlijk zeven dagen na de controle op de hoogte gesteld van de niet-naleving.

§ 2. Indien geen geldig certificaat aan boord aanwezig is, kan het vaartuig belet worden zijn vaart voort te zetten.

§ 3. Indien de Inspectie-instantie tijdens de controle vaststelt dat het vaartuig een kennelijk gevaar vormt voor de zich aan boord bevindende personen, het milieu of de veiligheid van de scheepvaart, kunnen zij beletten dat het vaartuig zijn vaart voortzet totdat de nodige maatregelen zijn genomen om de situatie recht te zetten.

De Inspectie-instantie kan ook evenredige maatregelen voorschrijven die het mogelijk maken dat het vaartuig, eventueel na uitvoering van het transport, veilig verder vaart tot een plaats waar het onderzocht of hersteld wordt.

§ 4. De Inspectie-instantie die heeft belet dat een vaartuig zijn vaart voortzet of de eigenaar van het vaartuig of diens vertegenwoordiger in kennis heeft gesteld van zijn voornemen dit te beletten indien de geconstateerde gebreken niet worden verholpen, stelt de Inspectie-instantie die het certificaat van het vaartuig heeft afgegeven of het laatst heeft vernieuwd, binnen zeven dagen in kennis van de maatregelen die hij heeft genomen of van plan is te nemen.

§ 5. Iedere beslissing ter uitvoering van dit besluit waardoor de reis van een vaartuig wordt onderbroken, moet grondig met redenen worden omkleed. De betrokkene wordt van die beslissing onverwijld in kennis gesteld, met vermelding van de rechtsmiddelen en de daarvoor gestelde termijnen.

**Art. 24.** § 1. De Inspectie-instantie stelt voor vaartuigen die uitsluitend waterwegen van de zone 4 in het Waalse Gewest bevaren, technische voorschriften vast die minder streng zijn dan de technische voorschriften bedoeld in de bijlagen 2 en 5. De minder strenge technische voorschriften worden in bijlage 3 vermeld.

§ 2. In het Uniebinnenvaartcertificaat of in het aanvullende Uniebinnenvaartcertificaat wordt vermeld dat aan de overeenkomstig paragraaf 1 aangepaste technische voorschriften is voldaan.

**Art. 25.** § 1. De Inspectie-instantie kan, mits een passend veiligheidsniveau wordt gehandhaafd, geheel of gedeeltelijk ontheffing van de toepassing van dit besluit verlenen voor stadsrondvaartboten die met elkaar in verbinding staande binnenwateren bevaren.

§ 2. Onverminderd de Herziene Rijnvaartakte van 17 oktober 1868 kan de Inspectie-instantie een ontheffing van de bepalingen van dit besluit toestaan voor alleenvarende duwbakken die beperkte trajecten van plaatselijk belang of in havengebieden afleggen.

Deze ontheffingen worden op het Uniebinnenvaartcertificaat of het aanvullend Uniebinnenvaartcertificaat van het betrokken vaartuig vermeld.

§ 3. Deze ontheffingen worden in bijlage 4 vermeld.

**Art. 26.** De Inspectie-instantie neemt de ontheffingen en erkenningen van gelijkwaardigheid die toepasselijk zijn krachtens een uitvoeringshandeling vermeld in artikel 25 van Richtlijn 2016/1629(EG) van het Europees Parlement van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG op in het Uniebinnenvaartcertificaat.

**Art. 27.** Na het verstrijken van overgangsbepalingen inzake de in bijlage 2 opgenomen technische voorschriften, kan de Inspectie-instantie, onder voorbehoud van de door de Europese Commissie vastgestelde voorwaarden, uitvoeringshandelingen vaststellen waarin ontheffingen worden toegestaan van de in die bijlage opgenomen technische voorschriften waarop die overgangsbepalingen van toepassing waren, indien deze voorschriften technisch moeilijk uitvoerbaar zijn of de toepassing ervan mogelijk onevenredige kosten vergt.

De Inspectie-instantie neemt alle in lid 1 bedoelde toepasselijke ontheffingen op in het Uniebinnenvaartcertificaat.

#### HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 28.** Documenten die onder dit besluit vallen en die uit hoofde van het koninklijk besluit van 19 maart 2009 betreffende de technische voorschriften voor binnenschepen door de Inspectie-instantie zijn afgegeven, blijven geldig tot de geldigheidsduur ervan verstrijkt.

**Art. 29.** § 1. Het Uniebinnenvaartcertificaat wordt afgegeven voor vaartuigen die van het toepassingsgebied van Richtlijn 82/714/EEG van de Raad van 4 oktober 1982 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen zijn uitgesloten, maar die overeenkomstig artikel 3, § 1, onder dit besluit vallen, na een technisch inspectie om na te gaan of het vaartuig aan de technische voorschriften als bedoeld in de bijlagen 2 en 5 voldoet. Die technische inspectie wordt verricht na het verstrijken van het huidige certificaat van het vaartuig, en in geen geval later dan 30 december 2018.

§ 2. Indien het vaartuig niet aan de technische voorschriften als bedoeld in de bijlagen 2 en 5 voldoet, wordt daarvan melding gemaakt in het Uniebinnenvaartcertificaat. Indien de Inspectie-instantie van oordeel is dat deze tekortkomingen geen klaarblijkelijk gevaar opleveren, kunnen de in § 1 bedoelde vaartuigen in bedrijf blijven totdat de onderdelen of ruimten van het vaartuig die zijn gecertificeerd als niet in overeenstemming met de voorschriften, zijn vervangen of aangepast, waarna die onderdelen of ruimten dienen te voldoen aan de technische voorschriften als bedoeld in de bijlagen 2 en 5.

§ 3. Vervanging van bestaande onderdelen door identieke onderdelen of technologisch en qua design gelijkwaardige onderdelen bij normale herstel- en onderhoudswerkzaamheden wordt niet als vervanging of aanpassing in de zin van § 2 beschouwd.

§ 4. Er is met name sprake van kennelijk gevaar in de zin van § 2 wanneer de voorschriften in verband met de structurele deugdelijkheid, de vaar- of manoeuvre-eigenschappen of de bijzondere kenmerken van het vaartuig overeenkomstig de technische voorschriften als bedoeld in de bijlagen 2 en 5 in het geding zijn. De ontheffingen waarin is voorzien in de technische voorschriften als bedoeld in de bijlagen 2 en 5 mogen niet worden aangemerkt als tekortkomingen die een kennelijk gevaar vormen.

#### HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingsbepalingen*

##### *Afdeling 1. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 9 maart 2007 houdende de bemanningsvoorschriften op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk*

**Art. 30.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 maart 2007 houdende de bemanningsvoorschriften op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 november 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° wordt a) vervangen als volgt:

“a) het Uniebinnenvaartcertificaat afgegeven overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/”;

b) in 2° wordt b) vervangen als volgt:

“b) het Uniebinnenvaartcertificaat afgegeven overeenkomstig Richtlijn 2016/1629 (EG) van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen of;”

c) 3° wordt vervangen als volgt:

“3° Inspectie-instantie: de Inspectie-instantie zoals bepaald in artikel 2.01 van het Reglement onderzoek schepen op de Rijn (ROSR) alsook in artikel 2.01 van bijlage 5 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006;”

d) 23° wordt vervangen als volgt:

“23° stadsrondvaartboot: een schip voor dagtochten dat uitsluitend ingericht en bestemd is voor rondvaarten:

a) waarvan de vertreklocatie gelegen is in een stadskern;

b) in een scheepvaartzone bepaald door de Inspectie-instantie en die uitsluitend binnenwateren van zone 4 omvat;

c) met een ononderbroken maximale vaartijd van 2 uur per rondvaart.”

e) 27° wordt vervangen als volgt:

“27° Administratie: de diensten bevoegd voor de controle op de binnenvaart”.

**Art. 31.** In artikel 15, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 november 2011, worden de woorden de woorden “communautair certificaat” vervangen door de woorden “Uniebinnenvaartcertificaat”.

**Art. 32.** In artikel 16, § 1, 1°, j), van hetzelfde besluit worden de woorden “communautair certificaat” vervangen door de woorden “Uniebinnenvaartcertificaat”.

**Art. 33.** In de artikelen 19/1, § 4, 4°, en § 5, 1°, en 24/1, § 4, 4°, § 5, 1°, § 6, 1°, en § 7, 1°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 november 2001, worden de woorden "het koninklijk besluit van 19 maart 2009 betreffende de technische voorschriften voor binnenschepen" vervangen door de woorden "het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006".

**Art. 34.** In artikel 25/3, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 november 2001, worden de woorden "het koninklijk besluit van 19 maart 2009 betreffende de technische voorschriften voor binnenschepen" vervangen door de woorden "het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006".

*Afdeling 2.* — Wijziging van het koninklijk besluit van 7 december 2007 tot vaststelling van de tarieven van de retributies voor prestaties inzake het certificeren van vaartuigen voor de binnenvaart

**Art. 35.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 december 2007 tot vaststelling van de tarieven van de retributies voor prestaties inzake het certificeren van vaartuigen voor de binnenvaart, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 5° wordt vervangen als volgt:

"5° certificaat van onderzoek: een certificaat afgegeven op grond van artikel 22 van de Herziene Rijnvaartakte.";

b) punt 6° wordt vervangen als volgt:

"6° Uniebinnenvaartcertificaat: certificaat zoals bepaald in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006.";

c) punt 7° wordt vervangen als volgt:

"7° Klassecertificaat: certificaat of verklaring afgegeven door een erkend classificatiebureau zoals bepaald in artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006.";

d) in punt 8° worden de woorden "Commissie voor Onderzoek van Rijnschepen, opgericht bij toepassing van de bepalingen van het Reglement betreffende het onderzoek van Rijnschepen, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1976" vervangen door de woorden "Inspectie-instantie zoals bepaald in artikel 2.01 van het Reglement onderzoek schepen op de Rijn (ROSR) alsook in artikel 2.01 van bijlage 5 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006.";

e) punt 9° wordt vervangen als volgt: "9° Minister: de Minister die bevoegd is voor de waterwegen".

**Art. 36.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "Commissie voor Onderzoek van Rijnschepen opgericht bij toepassing van de bepalingen van het Reglement betreffende het onderzoek van Rijnschepen, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1976" vervangen door de woorden "Inspectie-instantie zoals bepaald in artikel 2.01 van het Reglement onderzoek schepen op de Rijn (ROSR) alsook in artikel 2.01 van bijlage 5 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006".

HOOFDSTUK 6. — *Opheffing van het koninklijk besluit van 19 maart 2009 betreffende de technische voorschriften voor binnenschepen*

**Art. 36.** Het koninklijk besluit van 19 maart 2009 betreffende de technische voorschriften voor binnenschepen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 augustus 2009, 4 juli 2011 en 26 december 2013 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

**Art. 37.** Dit besluit heeft uitwerking op 7 oktober 2018.

**Art. 38.** De Minister tot wiens bevoegdheden de Waterwegen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 1. — Lijst van de binnenwateren in het Waalse Gewest

Zone 1 : geen  
 Zone 2 : geen  
 Zone 3 : geen  
 Het hele Waalse net

Zone R : De waterwegen betrokken bij de zones 1 tot 4 waarvoor een certificaat dient te worden afgegeven overeenkomstig artikel 22 van de Herzene Rijnvaartakte overeenkomstig de formulering van dat artikel op 6 oktober 2016.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
 W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
 Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
 C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 2. — Minimale technische voorschriften voor vaartuigen op de binnenwateren van de zones 1, 2, 3 en 4

De technische voorschriften voor vaartuigen zijn de voorschriften vermeld in de laatste versie van de ES-TRIN-norm (Europese norm tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
 W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
 Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
 C. DI ANTONIO

BIJLAGE 3. — Afwijkingen voor vaartuigen die in het  
 Waals Gewest uitsluitend waterwegen van de zone 4 bevarenHOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling.*

Artikel 1.01. Toepasselijkheid van bijlage 2

De bepalingen van bijlage 2 zijn van toepassing, behoudens de artikelen vermeld in deze bijlage.

HOOFDSTUK 2. — *Afwijkingen voor vaartuigen die in het  
 Waals Gewest uitsluitend waterwegen van de zone 4 bevaren.*

Art. 2.01. Snelheid (vooruit varen)

In afwijking van de bepalingen van bijlage 2, artikel 5.06, lid 1 geldt voor schepen en samenstellen die uitsluitend de binnenwateren in de zones 4 in het Waalse Gewest bevaren dat zij een snelheid ten opzichte van het water van ten minste 11 km/u moeten kunnen bereiken. Is dit het geval, dan vermeldt de Inspectie-instantie in het Uniebinnenvaart-certificaat onder nummer 52:

“Het vaartuig heeft een beperkte snelheid ten opzichte van het water zoals bepaald in artikel 2.01 van Bijlage 3 bij het besluit van de Vlaamse regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006.”

Art. 2.02. Bijboten

Een vaartuig dat uitsluitend de binnenwateren in de zones 4 in het Waals Gewest bevaart, hoeft geen bijboot te hebben indien het vaartuig beschikt over een reddingsvlot als vermeld in bijlage 2, artikel 19.09, vijfde lid.

De Inspectie-instantie kan voor vaartuigen die uitsluitend binnenwateren in de zones 4 in het Waalse Gewest bevaren, andere gemeenschappelijke reddingsmiddelen toestaan wanneer het vaartuig niet over de bijboot beschikt, op voorwaarde dat de algemene veiligheid van de bemanning hierdoor niet in het gedrang komt.

Is dit het geval, dan vermeldt de Inspectie-instantie in het Uniebinnenvaartcertificaat onder nummer 52: "Het vaartuig beschikt over de volgende gemeenschappelijke reddingsmiddelen zoals bepaald in artikel 2.02 van Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006."

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

#### BIJLAGE 4. — Vrijstellingen voor bepaalde categorieën vaartuigen

##### HOOFDSTUK 1. — *Bijzondere bepalingen voor stadsrondvaartboten*

###### **Artikel 1.01.** Algemene bepaling

1. Overeenkomstig artikel 25 van dit besluit kan de Inspectie-instantie geheel of gedeeltelijk vrijstelling van de toepassing van dit besluit voor de stadsrondvaartboten verlenen, overeenkomstig de bepalingen in dit hoofdstuk.

2. Stadsrondvaartboten kunnen open of gesloten zijn. Op deze stadsrondvaartboten zijn voor wat betreft de bouw en de uitrusting enkel de artikelen 1.02 tot en met 1.14 van toepassing wanneer:

a) voor wat betreft de open stadsrondvaartboten :

1° zij een lengte (L) van maximaal 20 meter hebben;

2° zij geen gesloten opbouw hebben;

3° de passagiers zich in open lucht bevinden.

4° zij geen doorlopend dek hebben.

Wat punt 3° betreft wordt een opbouw met een tijdelijk karakter, bestaande uit zeildoek niet als gesloten opbouw beschouwd.

Is dit het geval, dan vermeldt de Inspectie-instantie in het Uniebinnenvaartcertificaat onder nummer 52: "Het vaartuig is een open stadsrondvaartboot en zal varen in de stadskern van..., zoals bepaald in artikel 1.01 van Bijlage 4 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006 en mag varen binnen het volgende vaargebied: ..."

b) voor wat betreft de gesloten stadsrondvaartboten:

1° zij een lengte (L) van maximaal 30 meter hebben;

2° zij één laag passagiersaccommodatie heeft, deels verzonken tot beneden het gangboord;

3° zij voorzien zijn van een grotendeels doorgaande opbouw.

Is dit het geval, dan vermeldt de Inspectie-instantie in het Uniebinnenvaartcertificaat onder nummer 52: "Het vaartuig is een gesloten stadsrondvaartboot en zal varen in de stadskern van..., zoals bepaald in artikel 1.01 van Bijlage 4 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006 en mag varen binnen het volgende vaargebied: ..."

Art. 1.02. Toepasselijkheid van bijlage 2

De bepalingen van bijlage 2 zijn van toepassing op stadsrondvaartboten, met uitzondering van de hieronder vermelde bepalingen:

Onderstaande bepalingen van bijlage II zijn niet van toepassing op stadsrondvaartboten:

- art. 3.03 eerste tot en met vijfde lid en zevende lid;

- art. 3.04;

- art. 5.01, tweede en derde lid en artikelen 5.02 tot en met 5.08;

- art. 6.02, derde lid;

- art. 6.07, tweede lid;

- art. 7.07 en 7.08;

- art. 7.11 tot en met 7.13;

- art. 8.02, vijfde lid;

- art. 8.03, tweede en derde lid;

- art. 8.04 voor stadsrondvaartboten met buitenboordmotoren;

- art. 8.05, tweede, zesde, twaalfde en dertiende lid;

- art. 8.08, tweede tot en met elfde lid voor open stadsrondvaartboten;

- art. 8.09;

- art. 10.02, eerste lid;

- art. 13.01 en 13.02;

- art. 13.03, eerste lid;

- art. 13.04;
- art. 19.01, vierde lid;
- art. 19.02, derde lid, negende tot en met twaalfde lid, veertiende en vijftiende lid;
- art. 19.05, tweede en derde lid;
- art. 19.06, eerste tot en met dertiende lid en zestiende tot en met negentiende lid;
- art. 19.07;
- art. 19.08, eerste lid en derde tot en met negende lid;
- art. 19.09, eerste tot en met vierde lid en tiende tot en met elfde lid;
- artikel 19.10, tweede tot en met achtste lid, tiende en elfde lid;
- art. 19.11, enkel voor wat open stadsrondvaartboten betreft. Voor gesloten stadsrondvaartboten blijft artikel 19.11, eerste lid en de tabellen voorzien in het tweede lid, betreffende de scheidingsvlakken tussen machinekamers en verblijfsruimten van toepassing, alsook het tweede lid onder a, het derde lid, het vierde lid, het zesde lid, het zevende lid en het veertiende lid;
- art. 19.12, met uitzondering van het negende lid, dat voor gesloten stadsrondvaartboten van toepassing blijft;
- art. 19.13, enkel voor wat open stadsrondvaartboten betreft;
- art. 19.14;
- art. 31.01 tot 31.03.

#### art. 1.03. Waterdichte schotten

1. Stadsrondvaartboten met een lengte van meer dan 10 meter, moeten zijn voorzien van een waterdicht aanvaringsschot zonder openingen, gelegen op ten minste 0,10 m en ten hoogste 0,60 m achter de voorloodlijn. De stadsrondvaartboot moet voor dit aanvaringsschot met een waterdicht dek zijn afgesloten.

2. Voor houten open stadsrondvaartboten kan de Inspectie-instantie afwijkingen van hetgeen in het eerste lid is bepaald, toestaan.

3. Op open stadsrondvaartboten met een vast in de stadsrondvaartboot opgestelde voortstuwingsmotor moet deze motor geheel door een moeilijk ontvlambare omkasting zijn omsloten.

4. Op gesloten stadsrondvaartboten moeten volgende bijkomende waterdichte schotten, die reiken tot de bovenkant van het scheepboord zijn aangebracht:

- a) een schot tussen de machinekamer en de passagiersruimte;
- b) een achterpiekschot op een redelijke afstand van het achterstevan voor gesloten stadsrondvaartboten met een lengte van meer dan 25m.

#### Art. 1.04. Stabiliteit

1. In afwijking van art. 19.03 van bijlage 2, wordt het reservedrijfvermogen van open stadsrondvaartboten voldoende geacht indien het schip in volgelopen toestand nog een vrijboord van ten minste 0,05 m heeft.

2. In afwijking van art. 19.03 van bijlage 2, vijfde en zesde lid, behoeven, voor open stadsrondvaartboten welke met uitzondering van de gangpaden, geheel zijn voorzien van vast opgestelde zitbanken, de invloeden van de winddruk en de middelpuntvliedende kracht veroorzaakt door roergeven niet in rekening te worden gebracht.

#### Art. 1.05. Veiligheidsafstand

In afwijking van de regelen van artikel 19.04 van bijlage 2 wordt voor stadsrondvaartboten een minimum veiligheidsafstand van 0,30 m toegestaan.

#### Art. 1.06. Ten hoogste toegestane aantal passagiers

1. Het ten hoogste toegestane aantal passagiers wordt zodanig vastgesteld dat aan de regelen met betrekking tot de stabiliteit en het vrijboord wordt voldaan.

2. Het ten hoogste toegestane aantal passagiers mag niet groter zijn dan het aantal voor passagiers beschikbare zitplaatsen.

3. Voor de zitplaatsen moet worden gerekend met een breedte van tenminste 0,40 m per persoon voor open stadsrondvaartboten. Voor gesloten stadsrondvaartboten moet voor de zitplaatsen worden gerekend met een breedte van tenminste 0,45 m per persoon en moet de onderlinge vrije afstand tussen de banken of zitplaatsen minstens 0,30 m bedragen.

#### Art. 1.07. Beveiliging tegen vallen

1. Op open stadsrondvaartboten moeten de voor passagiers bestemde, niet afgesloten gedeelten van dekken, zijn voorzien van vaste verschansingen of relingen met een hoogte van tenminste 0,30 m, gemeten boven de zitplaatsen.

2. Op gesloten stadsrondvaartboten moeten de vaste verschansingen of relingen tenminste 0,20 m binnen de buitenzijde van het schip, berghouten inbegrepen, worden geplaatst indien passagiers plaats kunnen nemen in een open kuip of op een open dek.

#### Art. 1.08. Toegangen, uitgangen en verbindingswegen

1. Op open stadsrondvaartboten met een opbouw als bedoeld in artikel 1.01, tweede lid, onder a), 3<sup>o</sup>, moet een vrij middenpad over de gehele lengte van het voor passagiers bestemde gedeelte aanwezig zijn. Dit middenpad moet een breedte van ten minste 0,45 m hebben.

2. Op open stadsrondvaartboten met een opbouw als bedoeld in artikel 1.01, tweede lid, onder a) moet zowel aan de voorzijde als aan de achterzijde van het voor passagiers bestemde gedeelte een uitgang met een vrije breedte van tenminste 0,50 m aanwezig zijn. Eén der uitgangen mag zijn vervangen door twee nooduitgangen, ieder met een vrije doorgang van tenminste 0,60 m breedte en ten minste 0,80 m hoogte.

3. Op gesloten stadsrondvaartboten moet de vrije doorgang van de toegangen minimaal 0,80 m bedragen. De vrije breedte van het gangpad tussen de stoelen moet op een hoogte van 0,90 m en meer boven de vloer tenminste 0,70 m bedragen. Tot een hoogte van 0,90 m boven de vloer mag deze nergens minder dan 0,60 m bedragen.

4. Op gesloten stadsrondvaartboten moet in het achterschip een nooduitgang met een vrije doorgang van minstens 0,80 m zijn voorzien. De nooduitgang mag worden vervangen door tenminste twee uitwerpbare noodluiken in het dak. Elke nooduitgang in het dak moet een vrije opening van tenminste 0,36 m<sup>2</sup> hebben. Daarbij mag de kleinste afmeting niet minder dan 0,50 m bedragen.



5. Op gesloten stadsrondvaartboten moeten de compartimenten die door middel van waterdichte schotten en waterdichte deuren van beperkte hoogte worden onderverdeeld, veilig kunnen worden verlaten. Daarbij mag de vluchtweg vanuit het ene via een ander compartiment lopen.

6. Op gesloten stadsrondvaartboten moet voldoende verlichting aanwezig zijn op de volgende plaatsen: instapplaatsen voor passagiers, nooduitgangen en plaatsen waar reddingsmiddelen en brandblustoestellen zijn geplaatst.

7. Het aan en van boord gaan der passagiers moet op stadsrondvaartboten op veilige wijze kunnen geschieden. Zo nodig moeten handgrepen en traptreden zijn aangebracht.

#### Art. 1.09. Voortstuwingsinstallaties

1. Het vermogen van de voortstuwingsinstallatie moet zodanig zijn dat de volgeladen stadsrondvaartboot bij vol vermogen varend, tot stilstand kan komen in een vaarweg van ten hoogste twee maal de lengte van het schip.

2. De Inspectie-instantie kan afwijken van art. 8.01 van bijlage II, lid 3, voor wat betreft de gebruikte brandstof indien tenminste een gelijkwaardig veiligheidsniveau gewaarborgd is.

3. De maximale toegelaten inhoud van een rechtstreeks aangebouwde brandstoftank van een buitenboordmoter bedraagt 25 liter. De tank moet zich steeds buiten het voor passagiers bestemde gedeelte vinden.

4. Indien de stadsrondvaartboot gesloten is, moeten vanaf de stuurstand kunnen worden afgelezen:

a) de temperatuur van het koelwater en de druk van de smeerolie;

b) het toerental van motor of schroefas.

5. De Inspectie-instantie kan afwijken van de voorschriften van hoofdstuk 9 mits het emissieniveau van de verontreinigende gassen en deeltjes afkomstig van de motoren aan boord het voorgeschreven emissieniveau van hoofdstuk 9 niet overstijgt.

#### Art. 1.10. Lensinrichting

1. Op stadsrondvaartboten met een lengte van 7 meter of minder moeten ten minste twee geschikte hoosvaten aanwezig zijn.

2. Stadsrondvaartboten met een lengte van meer dan 7 meter moeten van een motor- of handlenspomp zijn voorzien. Bij een lengte van 12 meter of minder moet de diameter van de aansluiting tenminste 38 mm zijn. Bij een lengte boven 12 meter moet de diameter tenminste 50 mm zijn.

3. Op gesloten stadsrondvaartboten moet iedere waterdichte afdeling zijn uitgerust met een bilge alarm.

#### Art. 1.11. Reddingsmiddelen

1. In afwijking van artikel 13.08 van bijlage 2, lid 1, geldt het volgende:

a) Er moet tenminste 1 reddingsboei aanwezig zijn voor elk toegestaan aantal van 25 passagiers, alsmede 1 reddingsboei voor het resterend aantal passagiers. Het aantal reddingsboeien behoeft echter niet meer dan 4 te bedragen;

b) De reddingsboeien moeten enkel van een lijn met een lengte van ten minste 20 m zijn voorzien en zodanig zijn opgeborgen, dat zij voor onmiddellijk gebruik gereed zijn.

2. Voor alle passagiers moeten individuele of gemeenschappelijke reddingsmiddelen aan boord zijn. Individuele reddingsmiddelen moeten voldoen aan de Europese normen EN395: 1998, EN396: 1998, EN ISO 12402-3: 2006 of EN ISO 12402-4: 2006.

Drijvende zitkussens worden als individuele reddingsmiddel beschouwd indien zij:

a) een draagvermogen in zoetwater van ten minste 75 N hebben;

b) van geschikt materiaal zijn vervaardigd naar het oordeel van de Commissie van Deskundigen en bestand zijn tegen olie, olieproducten en temperaturen tot 50° C;

c) van een grijplijn zijn voorzien;

d) niet vast aan het schip zijn bevestigd.

#### Art. 1.12. Draagbare blustoestellen

1. Voor open stadsrondvaartboten moet in de nabijheid van de voortstuwingsinstallatie een draagbaar blustoestel overeenkomstig de Europese norm EN3-7: 2007 en EN3-8: 2007 vast opgesteld zijn. In afwijking van artikel 13.03, tweede lid volstaat een blustoestel met een vulgewicht van ten minste 4 kg dat een aangepast product om de brandende vloeistoffen te blussen bevat.

2. Voor gesloten stadsrondvaartboten moeten tenminste twee draagbare blustoestellen overeenkomstig de Europese norm EN3-7: 2007 en EN3-8: 2007 aanwezig zijn. Deze moeten in de nabijheid van de stuurstand vast zijn opgesteld.

#### Art. 1.13. Overige uitrusting

1. Aan boord moet ten minste de volgende uitrusting in bruikbare staat aanwezig zijn:

a) een vaarboom/bootshaak;

b) een verbanddoos;

c) voldoende trossen geschikt voor meren en slepen;

d) indien tussen zonsondergang en zonsopgang wordt gevaren een geschikte draagbare elektrische lantaarn in waterdichte uitvoering.

2. Gesloten stadsrondvaartboten moeten beschikken over een anker van ten minste 50 kg, met een ketting of draad van tenminste 30 meter lengte.

## Art. 1.14. Overgangsbepalingen

1. De bepalingen voor stadsrondvaartboten, waarvan de kiel gelegd is voor 30 december 2008, moeten vanaf de volgende data te worden toegepast, tenzij bij ombouw of vervanging van het betreffende onderdeel:

1.03	Waterdichte schotten	Verlenging certificaat na 1.1.2045
1.04	Stabiliteit	Verlenging certificaat na 1.1.2045
1.06, derde lid;	Zitplaatsen	Verlenging certificaat na 1.1.2045
1.07	Beveiliging tegen vallen	Verlenging certificaat na 1.1.2045
1.08, lid 1 tot en met 4;	Toegangen en uitgangen	Verlenging certificaat na 1.1.2045
1.09, eerste lid;	Vermogen voortstuwingsinstallatie	Verlenging certificaat na 1.1.2050
1.10 punt 2	Lensinrichting Indien geen lenspomp aanwezig is, moeten tenminste 2 geschikte hoosvaten aanwezig zijn	Geen einddatum
1.10 punt 3	Bilge alarm	Geen einddatum

2. De bepalingen voor stadsrondvaartboten, waarvan de kiel gelegd is voor 30 december 2018, moeten vanaf de volgende data te worden toegepast, tenzij bij ombouw of vervanging van het betreffende onderdeel:

Hoofdstuk 9	Emissieniveau motoren	Verlenging certificaat na 1.1.2045

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen voor alleenvarende duwbakken*

## Art. 2.01. Algemene bepaling

Op alleenvarende duwbakken zijn voor wat betreft bouw en uitrusting alleen de artikelen 2.02 en 2.03 van toepassing.

Op het ogenblik dat een alleenvarende duwbak deel uitmaakt van een samenstel, moet het vaartuig als een duwbak worden beschouwd.

De alleenvarende duwbakken mogen zich slechts in een door de Inspectie-instantie bepaald vaargebied binnen zone 4 zelfstandig verplaatsen.

De Inspectie-instantie vermeldt in het communautair certificaat onder rubriek 52: "Het vaartuig is een alleenvarende duwbak als bepaald in hoofdstuk 2 van bijlage 5 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006 en mag zich alleen zelfstandig verplaatsen in volgend vaargebied: ..."

Art. 2.02. Toepasselijkheid van bijlage 2 bij Richtlijn 2016/1629 (EG) van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG.

Voor zover in dit hoofdstuk niets anders is bepaald, zijn met betrekking tot de bouw en de uitrusting van alleenvarende duwbakken hoofdstuk 3 tot en met 18 en de hoofdstukken 21, 30, 31, 32 en 33 van toepassing.

Een alleenvarende duwbak mag niet langer zijn dan 110 m.

Hoofdstuk 27 is van toepassing als de alleenvarende duwbak containers vervoert.

De alleenvarende duwbak moet over een stuurhuis beschikken. Een vaste marifooninstallatie en AIS zijn verplicht. Als de duwbak deel uitmaakt van een samenstel, dan moet het AIS-toestel worden uitgeschakeld.

## Art. 2.03. Vrijstellingen

De Inspectie-instantie kan afwijken van de volgende bepalingen in bijlage 2 bij Richtlijn 2016/1629 (EG) van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG:

1° artikel 3.03, lid 2, met betrekking tot de plaats van de voor de bedrijfsvoering noodzakelijke inrichtingen achter het achterpiekschot

2° artikel 5.06., met betrekking tot de minimumsnelheid.

De Inspectie-instantie noteert de snelheid die gemeten is bij het uitvoeren van de proefvaart in het Uniebinnenvaartcertificaat onder rubriek 52 als volgt: "Het vaartuig behaalde tijdens de proefvaart een snelheid van... km/u.";

De minimumsnelheid voor de alleenvarende duwbak moet met alle voortstuwingsinstallaties ten minste 6,5 km/u ten opzichte van het water bedragen.

3° artikel 6.06, tweede lid.

Als twee of meer van elkaar onafhankelijke roerpropeller-, waterstraal- of cycloïdaalschroefinstallaties aanwezig zijn, is het tweede besturingssysteem niet vereist als het schip bij het uitvallen van een van die installaties manoeuvreerbaar blijft om de oever of de kade te bereiken;

4° artikel 13.01, derde lid, b).

De alleenvarende duwbak hoeft geen hekanker te hebben;

5° artikel 13.07.

Een alleenvarende duwbak hoeft geen bijboot te hebben indien als het vaartuig beschikt over een reddingsvlot als vermeld in artikel 19.09, vijfde lid;

6° artikel 13.08, eerste lid.

Aan boord van alleenvarende duwbakken moeten ten minste twee reddingsboeien overeenkomstig de Europese norm EN14144: 2002 aanwezig zijn. Die reddingsboeien bevinden zich in gebruiksklare toestand aan dek op het voorschip en het achterschip;

7° artikel 15.01.

Aan boord van alleenvarende duwbakken hoeven geen verblijven aanwezig te zijn. De noodzakelijke voorzieningen worden in het stuurhuis geïntegreerd en zullen in de mate van het mogelijke voldoen aan de bepalingen van bijlage 2, hoofdstuk 15. In die zin wordt de exploitatiewijze van het vaartuig beperkt worden tot A1, tenzij de bemanning geen rust neemt aan boord van het vaartuig.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

#### BIJLAGE 5. — Gedetailleerde procedurele bepalingen

##### Art. 2.01. Inspectie instanties

1. De Inspectie instanties bestaan uit een voorzitter en deskundigen.

Als deskundigen maken van iedere Inspectie instantie ten minste deel uit:

- a) een ambtenaar van de administratie die bevoegd is voor waterwegen;
- b) een deskundige op het gebied van de bouw van binnenschepen en hun machines;
- c) een erkend nautisch deskundige die in het bezit is van een binnenvaartbewijs, dat de houder toestaat het schip dat moet worden geïnspecteerd, te voeren.
- d) Een deskundige op het gebied van traditionele vaartuigen voor de inspectie van de in bijlage 2 bepaalde traditionele vaartuigen.

2. De voorzitter en de deskundigen van elke Inspectie instantie worden benoemd door de Minister. Zij verklaren bij de aanvaarding van hun functie schriftelijk dat zij deze in alle onpartijdigheid zullen vervullen. Van ambtenaren wordt een dergelijke verklaring niet geëist.

3. De Inspectie instanties kunnen zich overeenkomstig de toepasselijke nationale bepalingen doen bijstaan door gespecialiseerde deskundigen.

##### Art. 2.03. Aanbieding van het vaartuig voor inspectie

1. De eigenaar of zijn vertegenwoordiger biedt het vaartuig leeg, schoongemaakt en met volledige uitrusting voor inspectie aan. Hij verleent bij de inspectie de noodzakelijke hulp, bijvoorbeeld door een geschikte boot met personeel ter beschikking te stellen en die delen van de romp of van de installaties bloot te leggen die niet direct toegankelijk of zichtbaar zijn.

2. De Inspectie instantie bezichtigt bij de eerste inspectie het schip op het droge. Inspectie op het droge kan achterwege blijven indien een klassecertificaat of een certificaat van een erkend classificatiebureau, volgens welke de bouw voldoet aan de daarvoor gehanteerde voorschriften, wordt overgelegd, of indien een certificaat wordt overgelegd waaruit blijkt dat een andere Inspectie instantie al voor andere doeleinden een inspectie op het droge heeft verricht. Bij periodieke inspecties overeenkomstig artikel 15 van dit besluit kan de Inspectie instantie een inspectie op het droge verlangen.

De Inspectie instantie voert bij de eerste inspectie van motorschepen en samenstellen, alsmede bij essentiële veranderingen in de voortstuwingsinstallatie of de stuurinrichting, proefvaarten uit.

3. De Inspectie instantie kan extra proefvaarten doen plaatsvinden, en nadere bewijzen verlangen. Dit geldt ook tijdens de bouw van het vaartuig.

##### Art. 2.07. Aantekeningen in en wijzigingen van het Uniebinnenvaartcertificaat

1. De eigenaar van een vaartuig of zijn vertegenwoordiger stelt de Inspectie instantie in kennis van elke naamsverandering, verandering van eigenaar, iedere nieuwe ijking van het vaartuig, alsmede iedere verandering van de registratie of van de thuishaven, en zendt het Uniebinnenvaartcertificaat naar deze instantie om dat certificaat te laten wijzigen.

2. Alle aantekeningen in of wijzigingen van het Uniebinnenvaartcertificaat kunnen door de Inspectie instantie worden aangebracht.

3. Wanneer een Inspectie instantie in het Uniebinnenvaartcertificaat een wijziging aanbrengt of daarin een aantekening maakt, geeft zij daarvan kennis aan de Inspectie instantie die het betrokken Uniebinnenvaartcertificaat heeft afgegeven.

##### Art. 2.09. Periodieke inspectie

1. Vóór afloop van de geldigheidsduur van het Uniebinnenvaartcertificaat wordt het vaartuig aan een periodieke inspectie onderworpen.

2. De Inspectie instantie stelt afhankelijk van de resultaten van de inspectie de nieuwe geldigheidsduur van het Uniebinnenvaartcertificaat vast.

3. De geldigheidsduur moet worden aangetekend in het Uniebinnenvaartcertificaat en ter kennis worden gebracht van de bevoegde instantie die het Uniebinnenvaartcertificaat heeft afgegeven.

4. Indien de geldigheidsduur van het Uniebinnenvaartcertificaat niet wordt verlengd, maar het certificaat door een nieuw wordt vervangen, wordt het oude Uniebinnenvaartcertificaat teruggezonden naar de Inspectie-instantie die het heeft afgegeven.

#### Art. 2.10. Vrijwillige inspectie

De eigenaar van een vaartuig of zijn vertegenwoordiger kan op elk moment zelf om een inspectie vragen.

Aan dit verzoek om een inspectie wordt gevolg gegeven.

#### Art. 2.15. Uitgaven

De eigenaar van een vaartuig of zijn vertegenwoordiger draagt de kosten die voortvloeien uit de inspectie van het vaartuig en de afgifte van het Uniebinnenvaartcertificaat, overeenkomstig een speciaal tarief, dat door het Waalse Gewest wordt vastgesteld.

#### Art. 2.16. Inlichtingen

De Inspectie-instantie mag personen die kunnen aantonen daar om gegronde redenen belang bij te hebben, kennis laten nemen van de inhoud van een Uniebinnenvaartcertificaat, en die personen als zodanig aangeduide gewaarmerkte uittreksels of afschriften van het Uniebinnenvaartcertificaat verstrekken.

#### Art. 2.17. Register van de Uniebinnenvaartcertificaten

1. De Inspectie-instantie bewaart de minuut of een afschrift van elk Uniebinnenvaartcertificaat dat zij heeft afgegeven; daarop tekent zij alle aantekeningen en wijzigingen, alsmede ongeldigverklaringen en vervangingen van de Uniebinnenvaartcertificaten aan. Zij werkt het in artikel 18 van dit besluit vermelde register dienovereenkomstig bij.

2. Om administratieve maatregelen te nemen voor de instandhouding van de veiligheid en het navigatiecomfort en met het oog op de tenuitvoerlegging van de artikelen 2.02 tot en met 2.15 van deze bijlage, alsmede de artikelen 7,10,11,14,15,16,21,22 en 23 van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG, wordt volgens het in bijlage 2 bepaalde model read-only toegang tot het register verleend aan de bevoegde instanties van andere lidstaten, van staten die partij zijn bij de Herziane Rijnvaartakte van 17 oktober 1868 en, voor zover een gelijkwaardig niveau van privacy wordt gegarandeerd, aan derde landen op basis van administratieve overeenkomsten.

#### Art. 2.18. Uniek Europees scheepsidentificatienummer

1. Het uniek Europees scheepsidentificatienummer (ENI) bestaat uit acht Arabische cijfers in overeenstemming met bijlage 2 bij dit besluit.

2. Tenzij het vaartuig op het moment dat het Uniebinnenvaartcertificaat wordt afgegeven reeds een Europees scheepsidentificatienummer heeft, wordt een dergelijk nummer aan het vaartuig toegekend door de Inspectie-instantie van de lidstaat waar het vaartuig is geregistreerd of waar het zijn thuishaven heeft.

Met betrekking tot vaartuigen uit landen waar de toekenning van een ENI-nummer niet mogelijk is, wordt het ENI-nummer dat op het Uniebinnenvaartcertificaat moet worden vermeld, toegekend door de bevoegde instantie die het Uniebinnenvaartcertificaat afgeeft.

3. De eigenaar van het vaartuig of zijn vertegenwoordiger vraagt de toekenning van het ENI-nummer aan bij de bevoegde instantie. De eigenaar of zijn vertegenwoordiger zorgt er ook voor dat het in het Uniebinnenvaartcertificaat opgenomen nummer op het vaartuig wordt aangebracht.

#### Art. 2.20. Kennisgevingen

De Waalse Regering of de minister stellen de Europese Commissie en de andere lidstaten of de andere bevoegde instanties in kennis van:

a) de naam en het adres van de technische diensten die samen met hun nationale bevoegde instantie verantwoordelijk zijn voor de toepassing van bijlage 2 bij Richtlijn 2016/1629 (EG) van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG.

b) het in bijlage 2 bij Richtlijn 2016/1629 (EG) van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG bedoelde gegevensformulier betreffende types boordzuiveringsinstallaties die sinds de laatste kennisgeving zijn goedgekeurd;

c) de erkende typegoedkeuringen voor boordzuiveringsinstallaties op basis van andere normen dan de in bijlage 2 bij Richtlijn 2016/1629 (EG) van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG vastgestelde normen voor gebruik in de nationale wateren van de lidstaten;

d) binnen één maand, iedere intrekking van een typegoedkeuring en de redenen voor een dergelijke intrekking voor boordzuiveringsinstallaties;

e) alle toegestane speciale ankers naar aanleiding van een aanvraag tot vermindering van de ankermassa, met vermelding van het type en de toegestane vermindering van de ankermassa. De Inspectie-instantie verleent de aanvrager ten vroegste drie maanden na kennisgeving aan de Europese Commissie toestemming, mits deze laatste geen bezwaren oppert;

f) navigatieradarinstallaties en bochtaanwijzers waarvoor zij typegoedkeuring hebben verleend. De betreffende kennisgeving moet het toegekende typegoedkeuringsnummer omvatten evenals de typeaanduiding, de naam van de fabrikant, de naam van de houder van de typegoedkeuring en de datum van de typegoedkeuring;

g) de bevoegde instanties die verantwoordelijk zijn voor de goedkeuring van de gespecialiseerde bedrijven die de inbouw, vervanging, reparatie of het onderhoud van navigatieradarinstallaties en bochtanwijzers kunnen uitvoeren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

#### BIJLAGE 6. — Criteria voor de erkenning van classificatiebureaus

Een classificatiebureau dat overeenkomstig artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering erkend wil worden, voldoet aan alle hieronder beschreven criteria:

1. het classificatiebureau is in staat met bewijsstukken aan te tonen dat het uitgebreide ervaring heeft op het gebied van het beoordelen van het ontwerp en de bouw van binnenschepen. Het classificatiebureau stelt gedetailleerde voorschriften en regelingen op met betrekking tot het ontwerp, de bouw en de periodieke inspectie van binnenschepen, in het bijzonder voor het berekenen van de stabiliteit overeenkomstig deel 9 van de voorschriften bij het ADN als bedoeld in bijlage 2. Die voorschriften en regelingen moeten ten minste in het Duits, het Engels, het Frans of het Nederlands worden gepubliceerd en worden via onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's continu bijgewerkt en verbeterd. De voorschriften en regelingen mogen niet in strijd zijn met de bepalingen van het Unierecht en geldende internationale overeenkomsten.

2. het classificatiebureau publiceert jaarlijks zijn scheepsregister;

3. het classificatiebureau mag niet worden gecontroleerd door reders of scheepsbouwers, noch door anderen die commercieel betrokken zijn bij het ontwerp, de bouw, de uitrusting, de herstelling, de exploitatie of de verzekering van schepen. Het classificatiebureau mag voor zijn omzet niet afhankelijk zijn van één enkele commerciële onderneming;

4. het classificatiebureau heeft zijn zetel, of een dochtermaatschappij met beslissings- en handelingsbevoegdheid op alle gebieden waarvoor het classificatiebureau in het kader van voor de binnenvaart geldende voorschriften bevoegd is, in een lidstaat van de Europese Unie;

5. het classificatiebureau en zijn deskundigen hebben een goede reputatie in de binnenvaart; de deskundigen kunnen hun beroepskwalificatie aantonen. Zij treden op onder de verantwoordelijkheid van het classificatiebureau;

6. het classificatiebureau beschikt over een aanzienlijk bestand van technisch, leidinggevend, ondersteunend en inspectiepersoneel, dat in verhouding is tot de taken en de geklasseerde schepen, en ook zorg draagt voor de ontwikkeling van bekwaamheden en de bijwerking van de regelingen. Het heeft inspecteurs in ten minste één lidstaat;

7. het classificatiebureau neemt een gedragscode in acht;

8. het classificatiebureau moet zodanig worden geleid en beheerd dat de door een lidstaat gevraagde vertrouwelijkheid van de informatie wordt gegarandeerd;

9. het classificatiebureau is bereid de nodige informatie aan een lidstaat te verstrekken;

10. het bestuur van het classificatiebureau stelt zijn kwaliteitsbeleid, kwaliteitsdoelstellingen en streven naar kwaliteit vast en documenteert deze, en ziet erop toe dat dit beleid op alle niveaus van het bureau wordt begrepen, uitgevoerd en gehandhaafd;

11. het classificatiebureau beschikt over, maakt gebruik van en handhaaft een doeltreffend intern kwaliteitssysteem dat steunt op de desbetreffende gedeelten van de internationaal erkende kwaliteitsnormen en in overeenstemming is met de norm EN ISO/IEC 17020: 2004, zoals geïnterpreteerd in de "Quality System Certification Scheme Requirements" van de IACS, en dat systeem handhaven. Het kwaliteitssysteem moet worden bevestigd door een onafhankelijk controleorgaan dat is erkend door de overheid van de staat waar het classificatiebureau zijn zetel heeft of een vestiging als bedoeld in punt 4, en dat met name garandeert dat:

a) de voorschriften en regelingen van het classificatiebureau methodisch worden vastgesteld en gehandhaafd;

b) de voorschriften en regelingen van het classificatiebureau worden nageleefd;

c) wordt voldaan aan de eisen van de wettelijk voorgeschreven werkzaamheden waartoe het classificatiebureau is gemachtigd;

d) de verantwoordelijkheid, de bevoegdheden en de onderlinge verhoudingen van het personeel van wie de werkzaamheden de kwaliteit van de dienstverlening van het classificatiebureau beïnvloeden, zijn omschreven en gedocumenteerd;

e) alle werkzaamheden worden gecontroleerd;

f) het classificatiebureau beschikt over een controlesysteem in het kader waarvan toezicht wordt gehouden op de werkzaamheden van de rechtstreeks door het classificatiebureau in dienst genomen inspecteurs en technisch en administratief personeel;

g) belangrijke wettelijk voorgeschreven werkzaamheden waartoe het classificatiebureau is gemachtigd, uitsluitend door eigen fulltime-inspecteurs of door fulltime-inspecteurs van andere erkende classificatiebureaus worden uitgevoerd of onder rechtstreeks toezicht van deze inspecteurs staan;

h) een systeem voor opleiding en permanente bijscholing van inspecteurs wordt toegepast;

i) gegevens worden bijgehouden waarmee kan worden aangetoond dat in het kader van de verrichte diensten de voorgeschreven normen worden gehaald en dat het kwaliteitssysteem doeltreffend werkt, en het classificatiebureau een uitgebreid systeem van geplande en gedocumenteerde interne controles inzake met de kwaliteit verband houdende activiteiten in alle vestigingen toepast;

12. het kwaliteitssysteem moet worden bevestigd door een onafhankelijk controleorgaan dat is erkend door de overheid van de lidstaat waar het classificatiebureau zijn zetel heeft of een vestiging als bedoeld in punt 4;

13. het classificatiebureau verbindt zich ertoe zijn voorschriften in overeenstemming te brengen met de betreffende richtlijnen van de Unie en alle relevante informatie tijdig mee te delen aan de Commissie;

14. het classificatiebureau verbindt zich ertoe de reeds erkende classificatiebureaus regelmatig te raadplegen, teneinde de gelijkwaardigheid van hun technische normen en de toepassing daarvan te waarborgen, en vertegenwoordigers van een lidstaat en van andere betrokken partijen te laten meewerken aan de uitwerking van zijn voorschriften en/of regelingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2019/10361]

**11 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 1<sup>er</sup>ter inséré par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par le décret du 16 février 2017, les articles 7, § 1<sup>er</sup>, et 10, modifiés par les décrets du 14 juillet 1994, du 16 février 2017 et du 17 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers ;

Vu le rapport du 11 janvier 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'urgence ;

Considérant que la confirmation, le 8 janvier 2019, de deux cas de peste porcine africaine chez les sangliers dans la zone d'observation renforcée à l'ouest de Meix-devant-Virton nécessite de revoir immédiatement le zonage opérationnel réalisé dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine et d'adapter les mesures en vigueur jusqu'alors à cette situation nouvelle ;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation aux articles 4 à 7, 9 à 15, 18 et 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021, la chasse à toute espèce gibier, en ce compris la recherche d'un gibier blessé en vue de l'achever, est interdite temporairement dans la partie Nord de la zone d'observation renforcée, en plaine comme au bois. Le Ministre ayant la chasse dans ses attributions peut lever cette interdiction si les recherches de cadavres en cours dans cette zone démontrent que la maladie n'est pas présente dans cette zone. ».

**Art. 2.** L'article 16 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la destruction des sangliers par arme à feu en dehors des pièges est interdite temporairement dans la partie Nord de la zone d'observation renforcée, en plaine comme au bois. Le Ministre ayant la chasse dans ses attributions peut lever cette interdiction si les recherches de cadavres en cours dans cette zone démontrent que la maladie n'y est pas présente. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 5.** Le Ministre de la Nature et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN